



QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - Nº 14363 - 6 F

DIMANCHE 31 MARS - LUNDI 1" AVRIL 1991

- FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

La République italienne et son « notaire »

UN acteur inattendu at imprévisible e fait irruption dans le jeu bien réglé de la parti-tocratie italienna. Pour le première fois depuis longtemps, un chef de l'Etat issu de la démocratia chrétienne, M. Franceaco Cossiga, échappant à son parti d'origina, charche à exercer un droit que lui garantit la Constitution male que l'usaga na lui consentait qu'avac l'aval des partis : celui de dissoudre l'Assemblée nationala et da convo-quer des élactions générales anticipées.

Rien ne dit qu'il le fera après la démission, vendredi, du gouver-nement Andreotti, mais M, Cosdistant dans son palais du Quiri-nal, le président s'est contenté, pandant la première moitlé de son mandat, da ce rôla muet de e notaira da la République » l'expression est de lui – qu'una lecture étroite de la Constitution lui réserverait.

L a brusquement commencé à intervenir dans la vie poli-tiqua vers l'automne 1989, Féli-citant les uns pour telle initiative jugée positive, tançant sévèrement les autres pour tel discours ou projet démagogiqua, rappe-lant périodiquement à l'ordre les magistrats dont il ast constitupolitiquement la bête noire, le chef de l'Etat n'a cessé depuis classe politique à ses devoirs vis-à-vis de l'avenir et de la nation.

•

...

Fortement attaqué l'an dernier par l'ancien PCI pour le rôle qu'il aurait joué jadis dans la constitution du réseau clandastin anticommuniste Gladio, le président a trouvé qua ses amia démo-crates-chrétiens le défendalent bjen mollement et il a'est peu à peu convaincu que, la jugeant désormais génent, ces « amis » complotaient contre lui.

ALGRÉ tout, M. Cossiga In est pae directement à l'origine de la crise qui vient d'éclater. Techniquement, c'est le Parti socialiste (PSI) da M. Bettino Craxi, second partenaire de la coalition au pouvoir avec 15 % de l'électorat (contre 33 % à la dàmocratie chrétienne), qui a provoqué le chute du cabinat dirigé per M. Andreotti en réclament un nouveau pacte de gouvernement at, surtout, un angagement forme sur la recours à un référendum pour connaître l'avis de l'opinion sur l'éventuelle élection au suffrage universel du prochein chef de l'Etat. La démocratia chrátienne est opposés à cette idée, mais l'ectuel titulaire de la charge s'est assez plaint du rôle de potiche qu'on lui faisait jouer pour être ouvert à cette possibi-lité.

On murmure aussi à flome que M. Craxi, dont les relations avec le président sont au beau fixe, et qui fut premier ministre de 1983 di 1987, se languit du pouvoir. Bref, calui qu'on appelle le « pha-raon socialiate » estime que l'heure de son retour e sonné. Il s d'excellents atouts dans son jeu et le président dans sa manche.

Les anciens communistes du tout nouveau Parti démocratique de la auche (PDS) sont actuelle-ment en plein désarrol, démunis d'une plate-forme politique par les visux camarades e rafon-dateurs ». Si jamaie le pays davait aller à des élections anticipées, on voit mai comment le PDS pourrait empêcher les socia-listes de M. Craxi de lui enlever une partie des 24 % de voix qu'il avait obtenus à la dernière consultation de 1990.



Après une démonstration de force des opposants

Les premières élections libres ont lieu en Albanie

Plus de mille candidats appartenant à onze partis et mouvements politiques briguent, dimanche 31 mars en Albanie, les 250 sièges de l'Assemblée populaire. A la veille de ces premières élections libres depuis 1946, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont menifesté à Tirena pour soutenir l'opposition et sa principale composante, le Parti démocratique de M. Sali Berisha. De son côté, le président Ramiz Alie (communiste) e promis de respecter le verdict des urnes et s'est prononcé pour la formation d'un gouvernement de coalition.

de notre envoyé spécial

Sur le campus de l'université de Tirane - là même où, le mardi 10 décembre, les étudiants avaient déclenché les premières manifestations qui ellaient contraindre le gouvernement à démocratiser la vie politique du pays, - enviroo cinquante mille personnes se sont rassemblées, vendredi 29 mars, à l'appel du Parti démocratique, la principale force d'opposition, pour

le meeting le plus important jamais tenu au pays des Aigles.

Cinquante mille personnes, soit près d'un habitaot de Tirana sur cioq, n'hésitant pas à scander : «Enver-Hitler!» dans une ville où, il y a à peine quelques mois, la seule critique, même murmurée, même anodine, à l'égard d'Enver Hoxha - le fondateur de l'Albanie socialiste - pouvait valoir plusieurs

JOSÉ-ALAIN FRALON

La réunion du Congrès russe

M. Eltsine suggère pour l'URSS un gouvernement de coalition

Malgré le succès de la manifestation organisée jeudi à Moscou per ses pertisans, M. Boris Eltsine n'a pas trouvé, vendredi 29 mars, une mejorité de députés pour inscrire à l'ordre du jour du Congrès russe l'élection du président de Russie eu suffrage universel, pourtant epprouvée par les électeurs. M. Eltsine en e été réduit à exposer une version russe du plan de réforme économique redicale, déjà refusé en octobre par M. Gorbatchev, et à demender le mise en place d'une « teble ronde », qui débouchereit sur un gouvernement soviétique de coalition.

de notre envoyé spécial

Dans uo mois, daos un an. M. Boris Eltsine n'est pas au bout de ses peines s'il veut imposer sou projet d'élection du président de la Russie au soffrage universel. Malgré l'approbation populaire dont il peut se prévaloir - 69,85 % des électeurs russes se sont pronoocés en sa faveur an référendum du

cette question à l'ordre du jour du Congrès des députés russes, vendredi 29 mars.

«Le Congrès a décidé que la volonté du peuple n'était pas suffisante et c'est une honte pour nos députés, il importait peu de décider quand l'élection aurait lieu, mais il fallait règler la question de principe des aujourd'hui ». a déclaré le président du Soviet

DANIEL VERNET

Léger mieux pour l'économie américaine

L'indice composite américain e enregistré une hausse de 1,1 % en février, alimentant les discours optimistes sur la fin de la récession da l'économie première depuis juin 1990 et la plus forte enregiatrée depuis trois ans. Ca bon Indice, comme l'annonce d'une croissance da 16,2 % de la venta des logements neufs, conforte les analyses du gouvernement de Washington qui croit à une reprise, M. Nicholas Brady, secrétaire au Trésor, avait estimé que l'économie montrait des aignes « tangibles » da

Toutefois la prudence s'im-pose encore. L'indice composita prend en effet en compte un ensemble vasta de critères dont la Dow Jones, qui a connu una flambée après le décienchement de la guerre du Golfe, Les données de base, comma l'emploi at les commandes, restent ternes.

Lire nos informations page 15

Le retour du Front national

Les déclarations de M. Longuet en faveur d'accords locaux avec le parti de M. Le Pen replacent celui-ci au centre du débat

par Jean-Yves Lhameau

Le Front national était sorti mal

en point de la guerre du Golfe. Les prises de position de M. Jean-Marie Le Pen, hostiles à la guerre et compréhensives envers M. Saddam Hussein, avaient isolé ce parti d'extrême droite d'un relatif consensus politique, détaché ses chefs de file d'une base militante et électorale plutôt favorable, en la circonstance, à M. François Mitterrand, et provoqué de fortes turbulences au sein de sa direction. Au sortir de la guerre, M. Le Pen avait, de surcroît, subi deux éehecs judiciaires, deux condamnations pour avoir qualifié les ebambres à gaz de « point de détail de l'histoire de la seconde guerre mondiale» et M. Michel Durafour de « Durafour-crématoire »

(le Monde des 9 et 20 mars). Les neaul Une quinzaine de jours après sondages enregistrant uoe forte baisse des intentioos de vote en faveur du FN, M. Le Pen se raccrochait aux branches pour tenter de rendre à ses troupes une cobérence et de les remobiliser, sans grand succès, contre la justice française, considérée comme une entrave à sa «liberté d'expression», et contre M. Georges Boudarel, ancien commissaire politique du camp 113 pendant la guerre d'Indo-

On commençait à oublier M. Le Pen, au grand regret des socialistes. Car le Front national est fort utile lorsqu'il s'agit de diviser encore un peu plus la droite. Et voici qu'un homme de droite, M. Gérard Longuet, successeur de M. François Léotard à la présidence du Parti républicain, tombe dans le pan-

avoir finement observé que ce n'était vraiment pas le moment de courir derrière le Front national dont «le fonds de commerce va s'effondrer», M. Longuet a expliqué, lundi 25 mars, à Marseille il est vrai, que des accords locaux restaient possibles entre la droite et l'extrême droite pour les élections régionales de 1992. Les socialistes n'espéraieot pas de sitôt un tel even Oue M. Michel Poniatowski. ancien ministre de l'intérieur, qui fut proche de M. Valéry Giscard d'Estaing, ait affirmé, au début du mois de février, que « sans arrangement électoral [avec le Front national], il n'y aura pas de retour au pouvoir » de la droite, n'avait ému presque personne.

Lire la suite page 6



Sartrouville après les violences M. Michel Delebarre veut ouvrir le dialogue avec les jeunes de la

■ Le Syndicat autonome des policiers met en cause les sociétés Lire page 7 les articles de DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

L'or noir de Chambord

Un projet d'aménagement des abords du château de François Iª suscite des polémiques

par Emmanuel de Roux

Décidément, le « pétrole fran-çais » est bien difficile à extraire, Et les Cassandre de l' « écologie culturelle » dénoncent tous les jours les risques de polintion. Ce fameux « pétrole » fut détecté par M. Philippe de Villiers, député (UDF) de la Vendée et éphémère secrétaire d'Etat à la culture pendant la cohabitation.

En France, disait-il en substance, on o'a pas d'or noir mais on a des monuments historiques. Il s'agit seulement de les exploiter convenablement pour recueillir les dividendes de ce gisement. Ce discours a été entendu. Notamment par des société privées - le groupe Accor ou la SCET (Societé centrale d'equipement du territoire, filiale de la Caisse des dépôts et consignations). Par les collectivités territoriales egalement.

« Nous n'avons ni mer ni montagne mais un patrimoine naturel et historique unique en Europe, explique M. Roger Goemoere, président (RPR) du conseil général du Loir-et-Cher. Ceci nous conduit du développer un tourisme cultural du papere en conseil de culturel qui repose en quasi-tola-lité sur ce patrimoine et son exploitation raisonnée. » Parmi les trésors de ce patrimoine : le château de Chambord, propriété de l'Etat. Ce chef-d'œuvre de l'architecture moodiale est aujourd'hui au centre du débat.

Il y a deux eos, M. Christieo Gérondeau, directeur de la Caisse nationale des monuments historiques, a été chargé d'un rapport sur la régioo de la Loire, riche en châteaux comme chacun le sait. Il en a tiré la conclusion qu'il failait uoe « porte » pour y accèder. Et que cette « entrée » pouvait se dresser à proximité de Chambord.

Lire la suite page 8

Les suites de la guerre du Golfe Un conseiller de M. Bush a affectué un voyage secret au Proche-Orient
 Les insurgés kurdea affirment avoir repris Kirkouk

et de MARC-AMBROISE RENDU

Une cathédrale pour Evry

Una pramière pierrs sera posée le jour de Pâques « Grand Jury

RTL-le Monde » Mgr Vilnet, encian président de la Conférence épiscopela française, actuel évêqua de Lille, invité dimanche, à partir de 18 h 30.

HEURES LOCALES

Les soutiers de la décantralisation. Les comira-cles d'un ministre-mairs, M. Roger Fauroux, dans es commune de Saint-Girons (Arlège). Les grands ensembles et la qualité de la vis : les sangurs-erriets de la via : las espeurs-artistas da la Cité de la création

pages 11 à 14

Le Monde L'EDUCATI AVRIL ENQUÊTE

ÉCOLIERS, COLLÉGIENS, LYCÉENS LA SANTÉ, ÇA VA?

Egalement au sommaire :

- LE PALMARÈS 1990 DES IUT
- LES BTS, MODE D'EMPLOI
- CRÉDIT-FORMATION, LA DEUXIÈME CHANCE
- RADIOGRAPHIE DES ENSEIGNANTS

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

A L'ETRANGER : Algérie, 4.50 DA; Marce, 7 DH; Turnsia, 750 m; Alemagna, 2.50 DM; Audriche, 22 SCH; Belgague, 40 FB; Canada, 2.25 S CAN; Antilec/Réunion, 9 F; Côte-d'Aveira, 465 F CFA; Danemark, 12 KRD; Espagna, 190 FTA; G.-S., 70 p.; Grèce, 200 OR; Irlande, 90 p.; Italia, 2 200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 13 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégel 375 F CFA; Suède, 14 KRS; Suissa, 1,90 FS; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL: 15. RUE FALGUIÈRE, 76501 PARIS CEDEX 16 Tél.: (1) 40-65-25-25 Télécopieur: (1) 40-65-25-99 Téléx: 206.806 F

ADMINISTRATION:

1, PLACE HUBERT-BELVE-MERY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1) 40-85-28-25
Télécopieur: (1) 49-60-30-10
Télex: 281.311 F

Edité par la SARL le Monde
Durée de la société ;
ceni ans à compter du
10 décembre 1944.
Cupital social ;
620 000 F
Principana: associété de la société
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde ».
« Association Beuve-Méry ».
Société anonyme
des lecteurs du Monde.
Le Monde-Entreprises.

Le Monde PUBLICITE

M. Jacques Lesourne, gérant

Jacques Lesourne, président Françoise Huguet, directeur général hilippe Duruis, directeur commercia

5, rue de Monttensuy, 75007 PARIS Tél : (†) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71 Téles: MONDPUB 206 136 F Télén: 45-55-0-71 - Sociét finale du journal le Monde et Régie Presse SA.

Imprimerie

12. r. M. Gunsbourg
94852 IVRY Codes

Reproduction Interdite de tout article,
suff accord aree l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437
ISSN: 0395-2037
Renseignements sur les microfilms et
Index du Monde au (1) 40-65-29-33
LE MONDE TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVEMERY, 94852 IVRY-SURSEINE CEDEX.
Tel.: (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMB.	AUTRES PAYS role sormale y compris CEE arion
3 mais	408 F	572 F	790 F
6 mais	780 F ·	1 123 F	. 1561 F
1=	140 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne terif sur demande.

Pour vous abonner
RENVOYEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
on par MINITEL

Changements d'adresse définitifs on provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

36-15 LEMONDE code d'accès ABO

BULLETIN D'ABONNEMENT DURÉE CHOISIE

l'euillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimene PP Para N° 111 MON 02

Pays:

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde Comité de direction : Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication Bruno Frappat directeur de la rédection Jacques Gulle directeur de la gestion Manuel Lucbert secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jecques Amehic
Jean-Marie Colombent
Robert Solé
(edjoines au directeur
de la aldaction)
Thomas Ferenzzi

Philippe Herremen cques-François Sinc Deniel Vernet (directour

Anciens directeurs:
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1989-1982)
André Laurens (1982-1986)
André Fontains (1985-1991)

40

The second secon

DATES

Il y a dix ans

L'attentat contre Ronald Reagan

JOURNÉE grise, journée ordinaire, ce lundi 30 mars 1981 à Washington. Déjà la rontine pour le président américain Ronald Reagan, qui a pris ses fonctions il y a un peu plus de deux mois. Cet après-midi-là, il vient de parler à l'hôtel Hilton devant la conférence des syndicats du bâtiment. Un discours obligé accueilli avec politesse: les syndicats oe sont pas précisément les plus grands supporters de Ronald Reagan, et le public est essentiellement constitué de démocrates.

Qu'importe, depuis plusieurs jours déjà la Maison Blanche fait le gros dos. Croisade anti-terroriste, diatribes contre «l'empire du mals soviétique, libéralisme économique à tout crin : le programme de la nouvelle administration, destiné à passer en force, passe en fait plutôt mal. On s'interroge sur le style «tour de table» d'entreprise de la nouvelle équipe, ou sur les boutades surprenantes de ce président septuagénaire qui suce des bonbons en réunion de cabinate et répond en pleine conférence de presse : «Comment pouvez-vous demander une chose pareille à un brave type comme moi?»

pareille à un brave type comme moi?»

Au point que, revenant sur le raz de marée électoral qui l'a porté au pouvoir en novembre, les analystes politiques expliquent à présent que c'est essentiellement le courant conservateur républicain qui a marqué des points au Congrès. Ronald Reagan lui, en dépit d'un réel mouvement d'enthousiasme, o'aurait été élu, en somme, que pour en finir avec son prédécesseur, Jimmy Carter. Carter-le-baptiste, toujous prêt à s'excuser de tout et surtout de la grandeur de l'Amérique dans un monde aux aguets de ses moindres faux pas. Carter-la-malchance aussi, qui, c'est vrai, o'est sorti de l'immiliation de la prise d'otages de l'ambassade américaine à Téhéran que pour tomber dans le piège d'un déficit économique record.

Soit. Alors qu'enteud-il exactement, ce M. Reagan, cet ancien acteur à la fois si décontracté et si attaché aux fastes de sa fonction, quand il promet, comme à la fin d'un bon western, «de rendre l'Amérique grande à nouveau»?

Plus d'un électeur reste perplexe en ce mois de mars. Uo sondage Gallup publié le 18 o'a-t-it pas montré que seuls 59 % d'entre enx approuvent ses premières initiatives ? Deux mois après leur élection, Richard Nixon recueillait 73 % d'avis favorables, John Kennedy 67 %, et Jimmy Carter plafonnait à 75 %.

Un jeune j désèquilibré

Un nouveau discours, une nouvelle corvée accomplie : dans cette lune de miel fraissante, Rooald Reagan redouble d'efforts pour séduire... Machinalement, il sont par une porte latérale et passe devant l'inévitable rangée de photographes et de caméras de télévision pour regagner sa voifure. Et soudain tout bascule. Trois petits bruits étouffés, presque des pétards mouillés et, parmi les regards étonnés et les souties qui se figent, Jerry Parr, le chef de section des services de sécurité, se rue sur le président, l'attrape par la taille et le jette littéralement à l'arrière de la voiture.

Hébété, Rouald Reagan se retrouve le visage plaqué contre l'accoudoir du siège arrière, une douleur intolérable lui brûle le haut du dos. Ce n'est qu'un peu plus tard, en cherchant difficilement sa respiration, que portant la main à sa bouche et la retirant ensanglantée il comprendent

dra: il vient d'être victime d'un attentat.

Et taudis que la limousine qui regagnait déjà
Pennsylvania Aveaue et la Maison Blanche se
détourne dans un crissement de pneus sinistre
pour se diriger vers l'hôpital de l'université
George-Washingtoo qui vient d'être prévenu
par radio, uo corps inerte git sur le trottoir.
Celui de Jim Brady, le secrétaire de presse du
nouveau président. Ce petit homme tout en
rondeur, pétillant d'intelligence et baptisé «the
Bear» (l'Ours), a bien souvent récupéré à son
avantage les maladresses de son patron, le trop
bavard Ronald Reagan. A présent, il vient de
recevoir en pleine tête la balle qui lui était sans
doute destinée.

Devant les images qui déjà envahissent les écrans des télévisions. l'Amérique stupéfaite, qui ne s'est jamais vraiment remise de l'attentat coutre John Kennedy à Dallas le 22 novembre 1963, va revivre, impuissante, son canchemar. A bien des égards, les heures qui vont suivre scront cruciales. Dans l'attentat raté d'un jenne déséquilibré, ce o'est pas seulement la vie et la carrière de Ronald Reagan qui vont se jouer. Du grand exercice d'introspection et d'exorcisme collectif auquel vont se livrer les Etats-Uois naîtra en quelque sorte une Amérique nouvelle. Finalement rassurée sur elle-même, et sur ses capacités à se régénérer sous la houlette de ce président sorti grandi de son rendez-vous manoué avec la mort.

Mais pour l'heure c'est la confusion la plus

totale à Washington. Et les Américains attendront cinq heures interminables pour être vraiment fixés sur le sort de leur président. Cinq heures vécues, rivés devant leurs postes de télévision où pour une fois la publicité o'interrompit pas les programmes. Jusqu'à l'écceurement, les chaînes passèrent et repassèrent, le plus souvent au calenti, les mêmes images : les voitures qui démarrent en trombe, les policiers ceinturant l'assassin présumé et les corps ensanglantés à terre dans la bousculade.

Sur ABC, rivalisant d'imagination morbide, les journalistes présentèrent un véritable cours d'anatomie : un chirurgien équipé d'un mannequin démontable expliqua le parcours supposé de la balle dans le corps du président, fit privoter le poumon de plastique, emboîta, désemboîta. C'était trop. Que savait-on d'ailleurs vraiment? Le président, que les caméras ont montré un rictus aux lèvres entrant debout à l'hôpital, étair plus gravement touché qu'on ne le pensait, apprenait-on. Une balle avait perforé le poumon sauche.

A 17 heures locale c'est l'affolement : tandis que le secrétaire de presse Brady se bat contre la mort, on annonce son décès au Capitole, pour le démentir ensuite. Dans les minutes qui passent, l'Amérique découvre avec la fragilité de ce président vieillissant et blessé sa propre fragilité. Comment, dans ces conditions, ne pas évoquer

monde entier arrivent les télégrammes de soutien : en plus du secrétaire de presse Brady qui restera handicapé à vie, l'attentat a fait deux blessés, un policier de la capitale fédérale ainsi qu'un membre des services de sécurité.

De l'auteur de l'attentat, on sait peu de chose : jeune – il a vingt-cinq ans – il s'appelle John Hinckley, c'est le fils d'un homme d'affaires qui a fait une petite fortune au Texas dans le pétrole. De ce garçon très ordinaire qui habitait chez ses parents dans le Colorado on retient seulement qu'il a eu quelques antècédents psychiatriques et qu'il fit un bref passage au Parti national-socialiste américain, un groupuscule néo-nazi qu'il a quitté en 1979. Son geste? Il l'aurant fant pour attirer sur hui l'attention d'une toute jeune actrice, Jody Foster, prostituée émouvante dans le film Taxi Driver. Dans une lettre trouvée à son hôtel à Washington, il hui écrit : «Je vois prouverai mon amour par un octe historieue».

par un acte historique.»

Plus tard, la presse en s'acharnant sur son passé révélera que John Hinckley avait traaquillement acheté deux revolvers de calibre 22, en octobre, dans un magasin de Dallas (Texas), à deux pas, autre symbole, de l'endroit où tomba John Kennedy. Comment ne pas s'en émouvoir? Pendant quelques jours, l'eternel débat sur les armes à feu fera les gros titres des journaux. On redécouvre avec un embarras croissant.

trières». Il y eut d'abord, comme on s'y attendait, une tentative de révolution de palais. Vers 16 heures, ce fameux 30 mars, le général Haig apparut dans la salle de presse de la Maison Blanche. Les mâchoires serrées, transpirant légèrement sous l'émotioo et perdant manifestement son contrôle, le secrétaire d'Erat expliqua d'une voix cassée qu'il prenaît les rênes du pouvoir. Sans le savoir, il venaît de signer sous l'œil des caméras l'arrêt de mort de sa propre car-

De fait, le pouvoir était bel et bien vacant : le président était insconscient sur une table d'opération et le vice-président rentrait en toute hâte d'un voyage interrompu au Texas et se trouvait dans l'avion. Dans l'affolement, personne ne tiqua, alors même que, dans l'ordre de succession prévu par la Coostitution, M. Haig ne venait qu'en cinquième position. Sa prestation et ce «faux pas» hiérarchique le conduiraient plus tard à abandonner le pouvoir. En revanche George Bush, en devenant dès son retour le lientenant fidèle et efficace d'un président fantôme qui plusients jours durant cootioua à diriger officellement la Maison Blanche depuis soo lit d'hôpital, gagna un capital de sympathie et d'estime qui aurait pu lui doocer une tout autre stature que celle de la «doublure fidèle» – image qu'il allait traîner pendant huit ans – si le



Tandis que la limousine emmenant le président blessé fonce vers l'hôpital George-Washington, son secrétaire de presse, Jim Brady, atteint d'une balle en pleine tête, gît inerte...

la possibilité d'un mandat interrompu? Perspective bien sombre, car déjà, comme par un fait exprès, il y a quelques jours à peine, le cabinet a consu sa première crise, ses premières rivalités. Et l'on dit à mi-voix dans Washingtoo que le général Alexander Haig a failli démissionner.

general Alexander Haig a taill demissionner.

Tout ça, parce que l'inascible secrétaire d'Etat, qui se considère comme une sorte de premier ministre, a mal supporté de se voir préfèrer le vice-président Bush pour diriger un éventuel cabinet de crise. Si des querelles ont éclaté à propos d'un simple projet sur le papier, qu'en sera-t-il à présent que le pouvoir est pour ainsi dire vacant?

Mais le président n'est pas mort, après tout. Il vit même, c'est ce que vient annoncer enfin à 19 h 25 le docteur Dennis O'Leary avec uo grand sourire : la balle a été retirée, le président o'est pas en danger, dans deux semaines il sera sur pied. Et comme dans un conte de Noël, la mente de journalistes assoiffés d'informations se voit servir sur un plateau les «demières» do président. Lui dont les bons mots agaçaient, o'était-il pas attendrissant lorsqu'il a lancé à sa femme qui lui tenait la main : «Chérie j'ai oublié de plonger!», avant, dans la bousculade, de mammurer au médecin qui le poussait vers la table d'opération : «J'espère que vous êtes tous républicains, au moins?»

Rassurée sur le sort de Ronald Reagan, l'opinion fait rapidement les comptes, tandis que du qu'avant M. Reagan neuf antres présidents ont été l'objet d'attentats, quatre y ont trouvé la mort. Et combien d'autres, du sénateur Robert Kennedy au pasteur Martin Luther King, périrent assassinés, victimes de cette tare de jeunesse, jamais vraiment surmontée, qu'est la vio-

leace en Amérique?

Alors, faut-il interdire le port d'arme? Le restreindre? Et comment? A peine ouvert, le débat devait retomber de lui-même, grâce an puissant lobby des partisans des armes à feu de la National Rifle Association qui o'hésita pas à brandir des amendements constitutionnels, à parler de tradition, de liberté d'expression... De toute façon, la cause était entendue. Même l'assassinat en plein New-York, le 8 décembre 1980, de l'ancien «beatle» John Lennon, chanteur adulé dont la mort avait ému le monde entier, o'y avait rien changé. Alors que faire pour un Ronald Reagan épris des vicilles valeurs individuelles de l'Ouest, qui lui-même o'hésitait pas à offirir un revolver à sa femme «pour metire dans sa table de chevet »?... Dix ans plus tard, l'ancien président, dans un revirement spectaculaire se prononca pour un véritable contrôle. Le débat touraz court, et John Hinckley, jugé «irrespousable», fut dirigé vers un asile.

Un peu oubliée, dans la confusion générale, la politique allait refaire surface. Et c'est dans ce domaine que les conséquences de l'attentat du Hilton s'annonçaient peut-être les plus «meur-

sort, ou plutôt les stratèges médiatiques de la Maison Blanche, o'en avait décidé autrement. Car profitant de cette occasion unique, les conseillers du président allaient exploiter au mieux le réel capital d'admiration et de sympathie ressenti par les Américains pour leur président miraculé. Ronald Reagan était vraiment mort sous les balles de John Hinckley, pour mieux ressusciter douze jours plus tard à sa sortie d'hôpital. Fini le président un peu excessif que l'on avait du mai parfois à prendre au sérieux. Le nouveau Reagan, le «grand communicateur», en échappant le sourire aux lèvres, avec panache, à la mort, avait en quelque sorte conjuré le mauvais sort qui pesait sur le pays, brisé le cercle maudit de la violence. Assurément, il guiderait les Américains vers un grand destin. Cette fois, ils oe demandaient qu'à y croire. A suivre ce président plus large que la vie, dans le paradis retrouvé d'une Amérique qui n'a jamais vraiment existé, un univers ouaté de bonne conscience sur fond de bannières étoilées, peuplé de «petites maisons sur la colline», où les hommes sont des hommes et l'idéologie toujours du bon côté. Et les défis o'aliaient pas manquer, de la fin de cette «guerre froide» qui semblait devoir éternellement durer avec l'Unico soviétique jusqu'à la lointaine «Tempête du désert» qui se déchaînerait un jour dans le Golfe.

totale A sanvie de president plus large que la vie, dans le paradis retrouvé d'une Amérique qui n'a jamais vraiment existé, un univers ouaté de bonne conscience sur fond de bannières étoliées, peuplé de «petites maisons sur la colline», où les hommes sont des bonness et l'idéologie toujours du bon côté. Et les défis o'allaient par manquer, de la fin de cette «guerre froide» qui semblait devoir éternellement durer avec l'Unioo soviétique jusqu'à la lointaine «Tempête du désert» qui se déchaînerait un jour dans le Golfe.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

C. C. Communication of the Com

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

MONSEIGNEUR

dimanche 18h30

conimé par
Dominique
PENNEQUIN
Ovec Hanti TINCO
at Monde PERR MOND
Monde PERR MOND
et Mo

ا حكذا من الدُّحل

Le Monde Dimanche 31 mars - Lundi 1 avril 1991 3 SUITES DE LA GUERRE DU GOLFE

Confusion au Kurdistan irakien

Les insurgés annoncent avoir perdu puis repris Kirkouk

Les insurgée kurdes ont ennoncé vendredi 29 mars evoir perdu puis repris la ville de Kirkouk, principal bastion de la rébellion dans le nord de l'Irak, è l'issue de violents combats contre les troupes de Saddam Hussein.

Le Front du Kurdistan irakien (FKI) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) avaient reconnu avoir perdu Kirkouk eu terme d'une con-tre-offensive lancée jeudi par l'armée irakienne. Mais, ajoutant à la confu-sion, quelques heures plus tard, les insurgés ont annoncé qu'ils étaient à nouveau maîtres de la ville, prise une première fois déjà il y a dix jours. «Tout Kirkouk est maintenant sous le contrôle des forces kurdes et les forces irakiennes sont en déroute», e déclaré à Londres un porte-parole du FKI, qui rassemble six mouvements d'opposition kurdes.

Selon les insurgés, des milliers de civils ont été massacrés par les troupes gouvernementales lors de leur offensive. « Kirkouk n été dévastée et une proportion considérable de civils ont été tués ou expulsés », a déclaré le dirigeant kurde Massoud Barzani, en exhortant les Nations unies à venir en aide au peuple kurde, «Nous faisons désormais face

à une campagne qui o toutes les caractéristiques d'un génocide», et-il

Selon le porte-parole du FKI, les forces de Saddam Hussein ont tué
plus de 400 femmes et enfants dans
la région de Kara Handjir pour terroriser la population. En rentrant à
Kirkouk, les rebelles ont découvert
les rues jonchées de cadavres, dont
ceux de nombreux enfants, e précisé
le porte-parole de l'UPK. Dans no communiqué, le président de l'UPK, Jalai Talabani, a accusé les forces gouvernementales d'avoir lancé « une guerre d'anéantissement » contre le peuple kurde et a exhorté les alliés à interprenir pous sonnes le presente de la contre le peuple sur de la contre le peuple sur de la contre le peuple sur de la contre le message de la contre la contre le message de la co intervenir pour stopper le massacre.

de missiles

Dans le sud de l'Irak, la ville de Samawa était à nouveau jeudi soir sous le contrôle des forces gouvernementales après cinq jours d'intenses bombardements, selon des réfugiés irakiens. Un lieutenant de l'armée irakienne passé à la rebellion e raconté que les forces de Saddam Hussein evaient fait tomber une pluie de missiles sur Samawa. «On ne pouvalt pas répliquer. Nous n'avions que des armes légères et ils avaient des chars, des missiles et de

l'artillerie lourde », a dit le lieutenant Yahya Mohamed. «Il ne nous restait plus qu'à prendre la finie. »

A Washington, un des porte-parole de la Maison Blanche, M. Roman Popadiuk, a réitéré la décision des Popadiuk, a rettere la occision des Etats-Unis de ne pas intervenir, «Nous opérons en Irak sur la base du mandat de l'ONU qui consistait à expulser les Irakiens du Koweit, Nous expulser les Irakiens du Koweit. Nous l'avons rempli. Natre abjectif est unaintenant d'obtenir un cesse-le-feu permanent, afin de pouvoir retirer nos troupes. » De surcroît, a-t-il ajouté, « la question des troubles intérieurs en Irak doit être réglée entre le gouvernement et le peuple d'Irak ». Il a en outre démenti que M. Bush eprouve de la frastration concernant la ropde la frustration concernant la nonintervention des Etats-Unis. « Le president américain, e-t-il souligné, est satisfait du fait que les militaires ont bien travaillé en repoussant l'agression irakienne. En termes de souffrances humaines, que cela soit un Koweit, en Irak ou dans tout pays, le président, bien sûr, compatit avec ces

Apparemment surs de leurs succès contre les insurgés du Sud et du Nord, les Irakiens, pour la première fois depuis nn mois, ont antorisé vendredi des journalistes étrangers à se rendre dans le pays, promettant de les accompagner dans le Nord et le

Sud. Lors de leur séjour de deux semaines, les journalistes pourront se rendre sous escorte dans les villes du sud de Bassorah, Karbala, Nadjef, Nassiriyè et Hilleh, et é Kirkouk dans le Nord. Des visas seront attribués toutes les deux semaines à de nouvelles équipes. Selon un respon-sable irakien, il s'agit là d'une « nou-relle politique de l'information » de la part du nouveau gouvernement ira-tien — (Pause » 18) kien. – (Reuter, AP.)

□ Une déclaration de M. Konchner. - Dans une déclaration ren-due publique à Paris jeudi 28 mars, M. Bernard Kouchner, le secrétain d'Etat chargé de l'action humanitaire, regrette « que presque personne ne s'indigne lorsque, à nouveau, on tue des Kurdes traktens, des hommes qui ne veulent aucun bouleversement de frontière, qui ne réclament pas l'in-dépendance, mais la démocratie pour l'Irak. Devrons-nous à nouveau pro-noncer la sinistre escalade des mots : péril de mort, massacre d'un peuple, génocide? Il ne faut pas laisser assas-siner les Kurdes irakiens. Après avoir fait respecter le droit international, pensons au droit des hommes. Il ne faut pas laisser mourir de faim les Kurdes irakiens, il faut tenter de les aider au moins autant que l'an tente d'aider la population civile ita-kienne.»

Ancien ministre américain de la justice

M. Ramsey Clark dénonce les « crimes de guerre » alliés en Irak

L'encien ettorney general (l'équivelent du ministre de le ustice) du président Johnson, M. Ramsey Clerk, reconverti depuie dane un ectif militentisme pacifiste, e annoncé jeudi 2B mere, le création d'une € commission intarnationale d'enquête > sur les « crimes de querre » commis eelon lui, per les forces américaines et alliées

dens la guerre du Golfe. Au cours d'une conférence de presee au Club des correspondents das Nations unies, M. Clark a précisé qua ls commission aure pour mission da réunir des preuves sur dee ecrimes de guerre, contra le paix et contre l'humanité » qui devront être présentées, dit-il, devant un tribunal international. L'encien attorney generel, qui e effectué une visite an Irsk en février derniar lors de l'offensive eérienne, e accusé les altiés du « bombardement délibéré de civils » et effirmé qua plue de 125 000 Irekiens sont morts dane des homberdements

M. Rameey Clark, qui e'ettachs entre eutree é révéler les excès de le présidence Nixon eux Etsts-Unis et n'e eu de cesse de dénoncer « l'impériatiems eméricain» à l'occasion de plusieure voyagee eu Vietnsm durent la guerre, s'était aussi illustré en participant, malgré un feu roulent de critiques dane son pays, à une conférence, organieée à Téhéran eprès la prise d'otage, de l'amhesende eméricaine sur « les ingérences eméricsines an Iran ». Dès le début de la crise du Golfe, il svait edopté una position hoetile à l'intervention militaire des Etats-Unia, Sa dernière initiative n'a eu que peu d'écho. Au contreire, da nombreuses voix se sont élevées pour juger Seddem Hussein pour crimae de guerre, et le merine eméricaina e ennoncé vendredi, qu'elle elleit traduire deux marins américains en cour martiele pour evoir tenté de fomenter une mutinene sur un porte evion par sofiderité avec

Conseiller du président Bush

M. Brent Scowcroft a effectué une mission secrète au Proche-Orient

Le conseiller pour les affaires de sécurité nationale de la Maison Blanche, M. Brent Scowcroft, vient d'effectuer une mission secrète au Proche-Orient, a annoncé vendredi soir 29 mars, la Maison Blanche, confirmant les informations données aupara-vant par la chaîne de télévision américaine CBS,

Mais ni la Maison Blanche ni les responsables cités par CBS n'ont voulu préciser où M. Scowcroft s'est rendu. M. Scowcroft, ont ajonté ces mêmes sources, est rentré vendredi de ce séjour dont la durée n'a pas non plus été révélée. Ce voyage fait suite à une tournée du secrétaire d'Etat américain James Baker dans plusieurs pays de cette région. Pour sa part, le président George Bush envisage de se rendre dans plusieurs pays du Proche-Orient. De source américaine, on indiquait

il y a quelques jours que M. Bush se rendrait en Egypte, en Arabie saoudite, au Koweit, en Israel et peut-être aussi en Turquie durant la troisième ou la quatrième semaine d'avril.

Par ailleurs, à la suite de la polémique suscitée par ses déclarations sur la fin des combats dans le Golfe (le Monde du 28 mars), dans lesquelles il laissait enteutre qu'il evait été en désaccord avec la Maison Blanche, le général Schwarzkopf a présenté vendredi ses excuses à George Bush. « Je lui at dit que j'étais tout à fait désolé que quel-ques mots mal choisis puissent lui avoir porté préjudice » e-t-il expliqué aux journalistes, avant d'ejouter que ses propos avaient été mal interprétés et qu'en fait il evait été tout à fait d'accord avec la décision de Washington de eesser les bostilités le 28 février. - (AFP, Reuter.)

Trois Marines blessés dans un attentat en Arabie saoudite

Trois Marines américains ont été légèrement blessés, vendredi 29 mars à Jubail, sur le littoral nord-est de l'Arabie saoudite, par un bomme qui e tiré plusieurs coups de feu sur leur véhicule. Un porte-parole de l'armée américaine a déclaré : « Les trois militaires se trouvaient à bord d'une Humvee [sorte de jeep]; trois autres Marines en sont sortis sains et saufes en sont sortis sains et saufs: l'assaillant, qui semblait être un civil arabe, a tiré trois à six coups d'un revolver de faible calibre, au moment où il passait avec sa voiture, à la hauteur de la Humper ». Des officiels sequiens out vee. » Des officiels saoudiens on rapporté, sans autre précision, que plusieurs suspects avaient été

Cet ettentat est le second commis contre les forces eméricaines en Arabie saondite depuis leur déploiement au mois d'août. Le 3 février, des coups de feu avaient été tirés contre un sutocar de l'ar-mée américaine à Djeddah. Plusieurs soldats evaient été légère-ment blessés par des éclats de verre. - (AFP, Reuter.)

arretes.

M. Mitterrand et le roi Hussein prêts à « travailler ensemble » à tout processus de paix

Le président François Mitterrand et le roi Hussein de Jordanie se sont déclarés prêts, vendredi 29 mars, à «travailler ensemble» à a toute initiative » susceptible de favoriser l'avènement de la paix au Proche-Orient.

Les deux hommes, qui se sont entretenus pendaot plus de deux heures avant uo déjeuner à l'Elysée, ont indiqué qu'ils avaient évoqué en détail tous les processus de paix possibles et examioé avec une attention particulière la situation en Irak. Selon le porte-parole de la présidence, M. Hubert Védrine, le président Mitterrand a assure son interlocuteur que la actuellement, car, a-t-il expliqué, « la fenêtre qui s'ouvre pourrait ne pas le rester longtemps ». « Le France était « disponible pour que les ministres des affaires étrangères des deux pays examinent ensemble toutes les initiatives qui pourraient être prises entre eux et à tous les niveaux pour traiter les problèmes de la région ». « Je suls convaincu que nous travaillerons ensemble à tous les nivenux », a, pour sa part, affirmé le roi Hussein. Il a souligné qu'il ne fallait pas laisser passer les chances de paix qui se présentent,

temps est venu d'une diplomatie tranquille et active » de la part de toutes les « parties unimées de bonne volonté. (...) J'espère que l'étape difficile qui vient de passer est blen révolue et que les leçons en seront tirées pour l'avenir », a-t-il ajouté. Le souverain a insisté sur la nécessité de régler les conflits israélo-palestinien et israélo-arabe pour « réaliser une paix Juste et globale » dans la région.

LIBAN

Le gouvernement décide la dissolution des milices et la « nomination » de nouveaux députés

tien», au nord de celui-ci et dans les

Le gouvernement de Beyrouth vient de décider la dissolution, dans le délai d'un mois, de toutes les milices, « libanaises et non libanaises» - il faut entendre, dans ce dernier cas : les groupes armés palestinians et d'obédience ira-'nienne - et, d'autre part, la a nomination » de quarante députés pour compléter les effectifs d'un Parlement qui, pour cause de guerre civile, n'e pas été renouvelé depuis 1972. D'eutre part un attentat à la voiture piégée a fait quatre morts et vingt-six blessés, vendredi 29 mars, dans un quartier nord (chrétien) de Beyrouth. (Le Monde du 30 mars.)

BEYROUTH

de notre correspondant

En prenant cette décision, jeudi 28 mars, le conseil des ministres a précisé que ces mesures seraient appliquées avec l'aide de la Syrie qui apporte ainsi, plus que jamais, l'indis-pensable garantie de tout le processus actuel de restauration de l'autorité fibanaise. Le gouvernement s'est pro-noncé par un vote majoritaire et non par consensus car les deux ministres, représentant le «noyau dur» chrétien – MM. Georges Saadé (Phalanges) et Roger Dib (Forces libanaises), ainsi que le chef druze Walid Joumblatt – n'ent pas apporté leur caution. Leur objection porte moins sur la dissolu-tion des orilices, jugée inéluctable, que sur la nomination des parlementaires. Sur ce point, beaucoup de Libanais sont d'accord et pas seule-ment dans le camp chrétien : des élecdons législatives sont désormais envi-sageables. Mais d'eutres, non mmns nombreux, font remarquer que, la présence et l'influence syriennes jouant un rôle déterminant au Liban, un tel scrutin ne pourrait que dési gner un Parlement infécdé à Damas.

Quant é la dissolution des milices, la mesure paraît relativement accep-table, pour les chrétiens notamment, car elle est compensée par le fait que les organisations armées palestiniennes et pro-iraniennes (comme le Hezbollah) sont, en principe, égale-ment visées. Autre compensation : la Syrie vient de s'engager, devant deux dirigeants chrétiens en visite à Damas, à respecter sa part des accords de Taëf d'octobre 1989 en prévoyant le repli de son armée sur la lieue sud de Beyrouth, contrôlée par plaine frontalière de la Bekaa le Hezbollah chiite. Puis, avant le evant septembre 1992. Sur le plan début du mois d'octobre, cette armée pratique, scion le projet gouvernedevra avoir achevé sa réimplantation mental, les différentes milices devront remettre l'essentiel de leur armement dans tout le reste du pays, à l'excepdon, sans doute, de la «ceinture de sécurité» créée eu sud par Israči qui e eux eutorités libanaises d'ici eu déjà fait savoir qu'il ne s'en retirera 30 svril. Avant la fin du mois de juin, que si la Syrie met un terme à son l'armée régulière libanaise est censée hégémonie au Liban... se déployer dans tout le «réduit chré-

LUCIEN GEORGE

AMERIQUES

ETATS-UNIS : la mort de Lee Atwater, ancien président du Parti républicain

Un rocker « cruel » et repenti

WASHINGTON de notre correspondant

La scène politique américaine e

perdu l'un de aes personnages es plus merquants : Lee Atwater, directaur de la campegne torale qui conduisit é la victoira de M. Bush, est mort vendredl 29 mars, à l'âge quarante sne, d'une tumeur eu cerveau. Amoureux de la vie et de la politique - celle où, pour gagner, tous les coups sont permis - ce sudiste au visage poupin et rieur avait le don de se faire des ennemie, de bleseer, de toucher eu défaut de la cuirasse. La manière dont il s mené la campagne du Parti républicain en 1988 a laissé un equienir cuisant à eee victimee, eu premier reng desquelles le candidat démocrate Michsel Dukekis. Tsndie que M. Bush jouait sur un registre plus aimable, Atwater et quelques autres se chargeaient d'ac-

complir ses besses œuvres. Son coup de maître fut l'exploitation sane relâche de la epermission da sortie » accordée par l'exgouverneur du Massechusetts à un condamné à mort, Willie Horton. Ca demier en avait profité pour commettre un viol et un nouveau meurtre. Sentant que ce thème était particulièrement payant, Lee Atwater avait résolu de faire dans sa rhétorique électorsle, de Willie Horton - un Noir à le figure réparbative - « le coéquipier de Michael Dukakis ».

> Transformé par la maladie

Mais il y avait aussi, à côté de 'expert en campegne négative », un eutre Lee Atwater, jazzman et rocker, qui elmait lousr (plutôt bien) de la guitare, chanter et faire des pitreries (on l'a vu mettre une guitare électrique dens les meins d'un George

en cadence). Un homme qui, malgré les relente de racisme associés à l'affaire Horton, était considéré comme un emi dee Noire. Et eussi un homme que la maladie avait transformé. Ses hone et loyaux services

électoraux lui avaient déjà valu la

présidence du Parti républicaln

lorsqu'il fut atteint d'une turneur

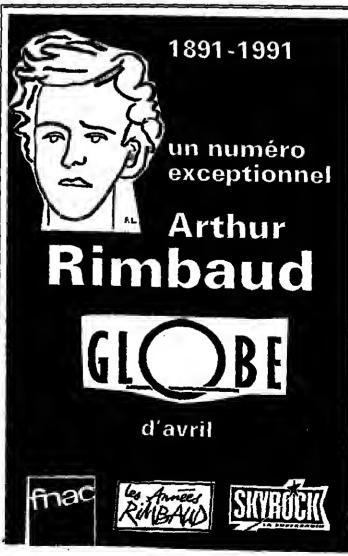
Bush qui essayait de se dandiner

eu cerveau. La vie, y compris la vie politique, lui epparut elors sous un autre aspect, et il se mit é écrire des lettres à ceux qu'il evait blessés, et même é s'excuser publiquement pour le « cruauté » menifestée à l'égard de Michael Dukakis. La veille de sa mort, il avait reçu le visite de Ronald Reagan, dans l'hôpital où l'ancien président, dix ens plus tôt, avait été soigné eprès avoir été victime d'un attentat commis per un déséquilibré.

JAN KRAUZE

librement importés dans le Communeuté, ponrvu qu'ils soient accompagnés d'un ou de plusleurs certificats sanitaires. n ÉTATS-UNIS : le chef spirituel de Hare Krishna condamné pour racket. – Le chef spirituel de la secte Hare Krishna, M. Kirtananande Swani Bhaktipada, cinquante-trois ens, a été condamné vendredi 29 mars, pour racket et escroquerie, par un tribuoal de Virginie occidentale. Les douze

jurés l'out reconnu coupable de six chefs d'inculpation pour escroquerie et de trois pour racket. Toutefois, le leader religieux n'a pas été inculpé dans l'affaire d'enlévement et d'assassinat d'nn membre de la secte tué par balles dans une rue de Los Angeles en mai 1986. M. Kirtanananda Swani Bhektipeda risqoe une peine maximale de quatreving-dix années d'emprisonnement et une amende de 76 millions de dollars, - (AP.)



n Rectificatif : les échanges Péron-CEE, - A la suite d'une informetion parue dans nos éditions du 23 mars et qui a annoncé la fermeture des frontières de la CEE eux produits péruviens, par craindre de l'épidémie de choléra qui frappe le Pérou, l'ambassads de ce pays à Paris nous fait savoir que cette information, publice sur la foi d'une dépêche, est inexacte. Les prodnits en provenance du Pérou, précise l'ambassade, peuvent être

Les socialistes réclament une réforme des institutions ou des élections anticipées

Après l'ennonce de la démission de son gouvernement, vendredi 29 mars, le président du conseil sortent, M. Giulio Andreotti, devait s'expliquer devant le Sénat. En fait, il a'est contanté d'une simple déclara-tion non suivie de débat – ce qui a déplu aux partis d'opposition,

ROME

de notre correspondant

L'eocciote e été rapidement désertée par les parlementaires du Parti démocratique de le gauche (ex-PCI). « Encore une fois, et malgrè la gravité de la situation, puisque la crise est non seulement politique mois oussi institutionnelle. affirmeit le chef du gronpe PDS, M. Ugo Pecchioli, les èvènements se déroulent hors de leur enceinte naturelle, qui est celle de l'Assemblée des élus.»

Imperturbable, M. Andreotti, souvent interrompn par les parlementaires de l'opposition, est

reveno sur ses vingt mois de gou-vernement. Il a notamment affirmé que le programme qui avait servi de plate-forme à la coalition en juillet 1989 o été en grande partie respecté. Il e cependant du admettre que dans deux domaines - ceux de la lutte contre le déficit budgétaire et contre la criminalité - les résultats obtenus o'ont pas été à la haoteur des espoirs escomptés. La occessaire mise ou poiot pour relancer l'action gouvernementale, en vue de la dernière année de législature, a montré, selon lui, la « volonté des cinq partis de la majorité de rester unis ». Ce n'est que sur une question de forme - la méthode à adopter - qu'il a fallu se départager. Tandis que les démocrates-chrétiens auraient préféré un remaniement à l'amiable, les socialistes ont poussé à la démission du

Fort de cet accord, M. Andreotti s'est accommodé de le crise, qu'il prévoit sans danger de rupture puisque, a-t-il dit, « lo démission du gouvernement donnera un nou-vel élan à lo politique nationale ».

M. Fabio Fabbri, le président des sénateurs socialistes, a été très clair, quant à lui, sur les exigences du Parti socialiste de M. Bettino Craxi: e Il faut utiliser l'année qui reste à la législature pour aborder, de façon efficace, la réforme institu-tionnelle: outrement on risque de s'acheminer vers lo dissolution du Parlement, qui serait toutefois un moindre mal.»

Les pouvoirs du président

La crise tourne eutour de cette question, et seul un accord dans ce domaine entre socialistes et démocrates-chrétiens pourra éviter une rupture et des élections anticipées. Ce qu'affirment ne pas vouloir les eutres partenaires mineurs de la coalition. Ce o'est pas un hasard si M. Andreotti, dans son discours, e renouvelé soo appui eu président de la République, soumis - a-t-il rappelé - au cours de ces derniers mnis « à des attaques injustifiées ». Il e aussi regretté que l'on ait cherciennes la personne do président, qui, en tant que représentant de l'unité nationale, doit être teso audessus des querelles des partis.

Ce genre de discours o'e pas manqoé d'être apprécié par M. Francesco Cossiga, qui, en recevant M. Andreotti, a annonce qu'il onvrirait, des mercredi prochain, les ennsultations ovec les formations politiques en y ojoutant, toutefois, des «innovations significatives ». La première a été la référence, dans le enmmuniqué officiel do Quirinal, à l'article 92 de la Constitution - celui qui rappelle que o'est le président de la République qui nomme le président du Conseil. La coutume voulait que le chef de l'Etat fasse ses chaix saivant les indications fournies par les partis. Cela risque de o'être plus le cas. En discutant avec les journalistes, M. Cossiga ne s'est pas empêché de rappeler que, « maigré ce que pensent certains experts de droit constitutionnel, le président de la République n'est pas Inexistant en Italie ». - (Intérim.)

ROUMANIE

Les initiatives économiques de M. Roman sont contestées par le président du Sénat

de notre correspondant

Quelle mouche a piqué le prési-dent du Sénat roumain, M. Alexan-dru Barladeanu, un des enmmunistes historiques qui avait signé la e lettre des aix » contre Ceausescu? Lors d'une séance do Sénet, ven-dredi 29 mars, il s'en est pris avec ane rare violence au premier ministre, M. Petre Roman, mem-bre, comme lui, du Front de salut uational, ao poovoir. M. Barla-deano l'a accusé de vouloir instau-rer « une dictature personnelle » et proposé un nooveau gouvernement de coalition. Le président du Sénat e aussi accusé le premier ministre d'evoir « abandonné l'appareil de production et ses hommes » et d'evoir trahi le programme initial dn FSN.

L'attaque do président du Sénat considéré comme un proche du président Ion Iliescu, intervient alors que la seconde étape de la libéralisation des prix, intervenant lundi le evril, crée de fortes turbulences ou sein du parti au pouvoir, goi redoute les réactions populaires. M. Barladeanu s'attaque donc aux réformes économiques de M. Roman, lequel, pressé par le Foods mooétaire ioternationel,

veut Elaguer l'ancien eppareil pro ductif par la réduction des subventions et lo heusse de prix. Il s'en prend oussi au virage libéral que M. Roman e, sous le coup des contraintes extérieures, imposé eu FSN, dont le programme électoral était plus « socialisant ».

Après la « dissidence de droite » deux importants ministres du gouvernement Roman ont donné puis repris leur démission pour protester contre la formule trop douce de libéralisatioo des prix - s'agit-il d'une «dissidence de gauche» eu sein du FSN? Certains à Bucarest pensent que M. Berladeanu, soixante-dix-neuf ans, communiste discipliné, agit pour le compte de M. Iliescu, qui pourrait être tenté par un gouvernement de coalitico pour résister à la eure d'austérité. D'aotres estiment que M. Barlodeanu a simplement été piqué par le quotidien d'opposition Romanio Libera, qui publiait ce jour-là, sur tnute sa première page, les signa-tures de plusieurs centaines d'iotellectuels, chercheurs et scientifiques do pays demandant soo exclusioo de l'Académie roumaine pour n'avoir jamaie « produit aucune auvre scientifique ».

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Les premières élections libres en Albanie

Suite de la première page

Ils sont venus de tous les coins de la capitale, agitant des petits dra-peaux blens (la couleur do Parti démocratique) ; étudiants du campus, les plus enthousiastes; gitans des quartiers condamnés, qui vivent à huit par chambre dans des conditions indescriptibles de pauvreté; petits employés et intellectuels...

Si, en décembre, lors du premier meeting du Parti démocratique, on comptait une infime minorité de femmes, clies étaient nombreuses vendredi, souvent accompagnées de leurs enfants, habillées de leurs plus beaux vêtements, maquillées; elles tentaient, avec leurs quelques mots de français ou d'anglais, de dire leur emotion d'être là.

Accueilli par les slogans « Liberté, démocratie» et « Nous voulons l'Alba-nie comme toute l'Europe», le leader – M. Ramiz Alia, le président de la

de notre envoyé spécial

«Si Kadaré était venu scutenir

l'opposition au Perti commu-

niste, elle auralt sürement rem-

porté plus de 70 % des voix. » Cette affirmation (eccusation?),

souvent entendue à Tirana,

question l'attitude du plue celè-

bre écrivain elbaneie, qui a choisi de e'exiler en France. Qui

pourrait, en effet, nier qu'une

intervention publique de l'auteur du Grand hiver n'aurait pae eu

un retentissement énorme en

Albanie? Dans un pays où les

habitants souffrent tellement de

l'image d'arriérés qui leur colle à

le pesu, qui veulent avant tout ne plus être coupés de l'Europe

at du monde per un cordon

sanitaire idéologique ebeurde, lemail Kaderé reste, en effet, la

seule véritable caution interna-tionale de l'Albanie.

« Il est resté

dans nos cœurs »

Dens quel sutre pays su

do Parti démocratique, l'élégant cardiologue Sali Berisha, déclara: « Nous voulons échapper pour toujours à la chaîne esclovagiste de l'idéologie communiste». Sharim Kadaré, le frère de l'écrivaio; Marietta Larsa, une comédienne célèbre, Gramoz Pashko l'économiste du Parti démocratique («Je n'ai rien à vous vendre, le Parti communiste o déjà tout vendus) et le lea-der étudiant Arzem Majdari – qui promit que le prochain meeting du Parti démocratique aurait lieu en plein Tirana, sur la place Skanderbeg - prirent ensuite la parole.

Les congrès

ché à mêler à des disputes politi-République et leader du Parti du travail (PTA, enmmuniste) tenait, lui eussi, une réunico publique à Tirana. Sous les lambris dorés et dans l'ambisoce aseptisée du palais des congrès de la capitale, deux mille cinq cents personnes étaient venues, sur invitation, l'entendre défendre la nonvelle ligne de son parti. Mais, si les mots étaient nouveaux - démocratie, liberté de pensée, renforce ment des liens evec l'Enrope... - l'atmosphère ressemblait à s'y méprendre à celle des congrès stalioiens de naguère : apparatchiks en costume gris se levant comme un seul bomme pour applaudir les meil-

leurs passages du discours, petites

filles sages venant apporter un bou-

quet de fleurs au président, poing levé de celui-ci pour saluer la salle ... M. Ramiz Alia annonça que le présidium de l'Assemblée populaire syait décidé de payer désormais les ouvriers les jours de fête. Deux jours cette simple mesure montrait à quel point le Parti du travail se sentait fragile. Quels que soient, en effet, les résultats du scrutio - qui oe devraient être connus que mardi et sur lesquels nul oe songe à faire un pronostic sérieux. — le démocratie semble avoir déjà gagné en Albanie. On voit en effet difficilement com-ment les «durs» du régime, même si l'envie doit les tenailler, pourraient tenter d'aller à contre-courant du mouvement né en décembre.

La campagne électorale qui s'actiève, exemplaire compte tenu de l'absence totale d'expérience démocratique dans un pays qui a vécu quarante cinq années dans une dicta-ture des plus dures et des plus absurdes d'Europe, eura sans doute montré l'autre visage d'une nation méritant mieux que ses caricatures.

M. Eltsine suggère pour l'URSS un gouvernement de coalition

Suite de la première page

A l'origine, il aurait vouln que le scrutin ait lieu dès le mois de mai. Maintenant, il est prèt à accepter un délai : « On pouvait l'organiser dans un délai, mais par respect pour le peuple, il fallalt décider du principe.»

Rien n'est encore perdo pour lui. La session o'est pas terminée et les députés soviétiques, qui n'ont pour-tant pas une longue expérience du parlementarisme, sont passes maîtres dans les débats de procédure. Il n'enreste pas moins que les députés com-munistes et les représentants des Républiques autonomes de la Fédération de Russie - de sont souvent - ont relevé la tê les deux échecs enregistrés la veille à propos de la manifestation interdite et qu'ils paraissent bien décidés à mener la vie dure à M. Eltsine et à ses amis du mouvement Russie démocratique.

Mais le porte-drapean des réformateurs n'entend pas pour antant abandonner le terrain gagné au cours des derniers jours. Dans son rapport devant le Congrès, il o ressorti l'idée évoquée il y a quelques mois par M. Gorbatchev lui-même d'une concertation de toutes les forces politiques soviétiques, y compris « les communistes progressistes », sous la forme d'une « table ronde », comme en Pologne par exemple, qui pourrait déboucher sur la formation d'un «gouvernement de coalition, de confiance populaire et d'entente nationale».

Depuis la fin de l'été, le président

en enmmun l'été dernier par les conseillers de M. Gorbatchev et par ceux de M. Eitsine, puis refusé brus-quement, du jour au lendemain, par le président soviétique. Il prévoit des mesures concrètes pour le passage à une économie de marché, une privatisation très large des entreprises par la création de fonds par actions dessoviétique a visiblement choisi une tinés ann salariés - en 1993, les deux autre voie sous la pression de l'ap-pareil de Parti, de l'armée et des tiers de l'économie russe devraient appartenir au secteur privé, bien que a mangeurs d'acter», ces capitaines la « désétatisation » totale soit prèvue de l'industrie lourde et militaire, bien pour durer dix à quinze ans, – une réforme agraire radicale, une refonte totale de la fiscalité, la réduction du représentés dans le gouvernement de M. Pavlov. Mais certains membres de Russie démocratique, qui ont rendéficit budgétaire afin de consolider contré récemment M. Anatoti Loula monnaic, l'appel à l'investissement kianov, président du Parlement étranger avec garanties pour le rapa-triement des bénéfices. soviétique, ont eu l'impression que celui-ci o'était pas hostile à une telle proposition afin, selon M. Evgueni

Dans les rapports entre les Républi-



JOSÉ-ALAIN FRALON

Le Japon et l'URSS souhaitent un contrôle des exportations d'armes vers le Proche-Orient

Les ministres des affaires étrangères japonais et soviétique, MM. Taro Nakayama et Alexandre Bessmertnykh, sont tombés d'ac-enrd sur la nécessité de contrôler les exportations d'armes à destination du Proche-Orient, au cours d'un entretien, vendredi 29 mars, à Tokyo, ont iodiqué des officiels

Arrivé à Tokyn vendredi, afin de préparer la visite de M. Mikhall Gorbatchev au Japon, dn 16 en 19 avril, M. Bessmertnykh a déclaré, so cours d'un premier entretien avec soo homologue, que

o Le prochain sommet de la francophonie aura lieu en novembre à Parls. - Eo visite officielle 20 Zaīre. M. Alain Decaux, ministre chargé de la francophonie, e évoqué, vendredi 29 mars, avec le président Mobntu, le prochain som-met de le francophonie, qui se tiendra en oovembre à Paris. Ces assises de la francophouie, ioitiale-ment prévues à Kinshasa, avaient été reportées à la suite du massacre commis en mai 1990 à l'université de Lubumhashi (le Monde do 30 mars). Le chef de l'Etat zalrois a fait savoir qu'il poserait la candi« le contrôle de la course aux arme ments est nécessoire dans cette région [le Proche-Orient] et nous derons le mettre en œuvre immédia-tement». De son côté, selnn des sources japonaises, M. Nakayama a insisté sur le fait que l'URSS devait accepter la responsabilité d'avoir aidé l'Irak à devenir uoe puissance militaire

M. dessmertnykh était attenda dimanche à Pékin, où il devait ootamment être reçu par son homologue, M. Qian Qichen, et le premier ministre, M. Li Peng. -

tion du cinquième sommet, eo 1993. -(AFP.)

o Mise sur pied à Madrid d'ane Assemblée parlementaire de la CSCE. — Des délégations parismentaires des treote-quatre peys membres de la Conférence sur la sécurité et la conférence sur la sécurité de la Russie soit totalement la conférence sur la sécurité de la Russie soit totalement la conférence sur la sécurité de la Russie soit totalement la conférence sur la sécurité de la Russie soit totalement la conférence sur la sécurité de la Russie soit totalement la sécurité les parties politiques et l'État dans la justice, l'armée, le KGB, l'administration de la Russie soit totalement les parties politiques et l'État dans la justice, l'armée, le KGB, l'administration de la Russie soit totalement les parties politiques et l'État dans la justice, l'armée, le KGB, l'administration de la Russie soit totalement les parties politiques et l'État dans la justice, l'armée, le KGB, l'administration de la Russie soit totalement les parties sécurité et la coopération en Europe (CSCE) se réunircot à Madrid les 2 et 3 avril, afin de la confiance du peuple dans lo loi d'établir les bases d'une Assemblée parlementaire de la CSCE. La mise sur pied de cette assemblée fait suite à la signature de la Charte de : Paris lors du sommet de la CSCE, le 21 novembre 1990. - (AFP.)

solutions acceptables sur des problèmes concrets ». En attendant cette concertation improbable, M. Eltsine s'est livré à une attaque en règle con-tre la politique de M. Gorbatchev, qu'il n's jamais nommé. «Les résul-tats objectifs des six dernières années montrent que nous n'avons pas eu alfaire à une perestroïta, mais plusés à la dernière phase d'une période de stagnation». Duns la nouvelle langue de bois, « la période de stagnation»

Une illustration de l'impasse

désigne le règne de Brejnev.

Deux lignes s'opposent, a-t-il pour-suivi, l'une veut « maintenir et même renforcer le monopole économique du centres et nous conduit « à la caus-trophe», l'autre a pour objectif de mener à bien « des changements profonds dans tous les aspects de la vie, de moderniser l'URSS et de la transformer en une union d'Etats souve-rains ». M. Eltsine s'est prononcé

comme incarnation de la justice ». Le projet économique qu'il propose a été mis su point par le pre-mier ministre russe, M. Ivan Sinev. Il s'inspire largement do « programme de cinq cents jours » élaboré

progressif aux prix mondiaux pour les échanges de matières premières, avec la création d'une chambre de commerce inter-républicaine chargée de rer les contrats. La République de Russie se propose de passer evec le gouvernement central des accords sur émission de la monnaie et la conduite de la politique financière, sur la politique des prix, les relations économiques extérieures et la politique fiscale. Le gouvernement russe est cependant conscient en la seconomique de la conscient en la conscient cependant conscient que ce pro-gramme ne peut être réalisé qu'avec en minimum la bienveillante neutraen minimum la bienveillante neutra-lité du pouvoir soviétique, qui est pour le moins douteuse. C'est pour-quoi les changements politiques appa-raissent comme la condition nécessaire des réformes. « Nous voulons faire de l'exècutif russe un instrument destiné à protéger les intérêts de la Russie dans les relations avec un centre qui est loin de respecter l'État de droit », a dit M. Elisine. Parfaite illustration de l'impasse dans laquelle se trouve suiourd'hni l'Union soviétique. DANIEL VERNET

 POLOGNE : prochaîne visite de M. Biclecki à Moscou. – Le premier ministre polonais, M. Jan Krzysztof Bielecki, fera, les 3 et 4 avril, une visite de travail à Moscou, a innoncé, vendredi 29 mars, l'agence PAP . Cette visite devrait être dominée par la négociation du calendrier du retrait des troupes soviétiques en Pologne et suivie d'une visite en URSS du président Lech Walesa.

dature de son pays pour l'organisa-

monde peut-on voir un tel atta-chament, une telle vénération

pour un écrivein? «Larsque voue rentrerez en France, si vous la voyez, je vous an sup-plie : dites-lui de ravenir», nous disait ainsi une femme rencontráe à deux cents kilomètres de Tirana, Des extraits de son dernier livre, *Le Printemps albanais*, qui explique sa décision de quit-ter son pays *en* novembre dernier, ont été publiés par le journal de l'opposition et ce sont arrachás.

Il semble donc évident qu'une participation d'Ismail Kadaré à la campagne électorale, eux côtés du Parti démocratique aurait grendemant facilité le táche da celul-ci. Una délégation du Parti a bien tenté, en février, d'obtenir que Kedaré

1

Ah, si Kadaré était yenu... se présente eux électione. En vain. « Je ne suis pas un homme politique, je ne me sens pas capable de faira de la politique », e répondu l'écrivain.

Pourtant, ce sont les responsables du Parti du travall (communiete) qui se montrent les plue critiques à l'égard de Kederé. « ismail est un grand écrivain », commence par dire Xhelil Djoni, escréteire du comité central du Parti communiste, avant d'ajouter : « Toute son œuvre a été partie inté-grante du peuple et du Parti du travail. C'est la forteresse d'ismail, c'est cele que j'aime dans son œuvre : il perle da l'héroisme du peuple. Dans Le Grand Hiver, il représante la lutte du peuple et d'Enver Hodja; dens Le Concert, cella du Parti. Son œuvre est totalement nationale, scientificue. démocratique. Je n'ai pas pu comprendre son acte. » Et de conclure, perfide : ell était un privilégié ici ; il y entrait (le bâtiment du comité centrel) plus

facilement que moi. » En revanche, lee responsables du Parti démocratique, comme d'eilleurs la majorité des Albanaia hostiles eu Parti communiste, ont d'oree et déjà absoue - ei faute il y avait -Ismail Kadaré. « Vous, Français, vous ne pouvez pae comprendre tout ca qu'il a fait pour nous, expliqua ainei Besnik Mustafaj, la fondateur du Forum des droits de l'homme. Sans lui. que serions-noue devenus?». Quent eu président du Perti démocratique, le cardiologue Sali Berisha, il s'enflamme eu seul nom de Kadaré : «Ismati est resté dans nos cœurs, qu'il soit à Paris, New-York ou Rome. Nous n'avons pas à dis-cuter sa décision de partir. Il est

au cœur de l'Etre. » Dens ees

40

Des élections législatives et présidentielle devraient être organisées avant la fin de l'année

Malgré l'inquiétude manifestée lee jours précédents par les dirigeents de l'opposition - civile - au régime du président Moussa Traoré, renversé per l'armée eu début de le cemeine, ceux-ci semblent avoir obtenu des geranties de la part des officiers qui ont pris le pouvoir

nationale (CRN). Un porte-perole de l'armée a ennoncé à le Redio-Télévision malienne, vendredi 29 mars dans la soirée, que des électione a libres », municipeles, législatives et

et formé le Conseil de réconciliation

muniqué du CRN et du Comité de coordinetion des associetions (civil), les militairae regegneront leurs casernes le

Avant le scrutin, un gouvernement provisoire sera nommé par un « comité de

nuit de lundi à mardi.

disparu. Tout a donc été bloque

ouprès de la Banque centrale », pré-

convaincu qu' a il faut régler la ques-tion des réfugiés rwandais une fois

A en croire un responsable du FPR.

installé à Kampala (Ouganda), le bilan de la guérilla est positif : « Grâce

à notre action militaire, les choses ont change sur le plan politique v. affirme-

t-il. Le chef de l'Etat rwandais, le pré-sident Habyarimana, n'a-t-il pas efini

par reconnaître le droit au retour des

éfugiés » et « annoncé un processus de

démocratisation »? La méfiance des

rebelles reste vive, toutefois, vis-à-vis

de celui qui, selon le FPR, a institu-

tionnalisé la ségrégation entre Hutus et Tutsis par sa politique dite « d'équi-

L'apponce le 14 mars, d'une

amnistie pour les rebelles qui accepte-

raient de déposer les armes n'avait

pas inspiré d'enthousiasme débordant dans les rangs du FPR. «Lorsqu'il

s'adresse ò la population en kinyar-

libre ethnique et régional ».

transition de salut du psuple ». Ce gouvernement aura pour tâche de convoquer uns « conférence nationals » event trois mois, indique le communiqué conjoint; électorel seront élaborés pendant la période da transition. Paris, la Caisse centrale de coopé-

ration économique (dont le montant des aides représente près de de coopération. Mais depuis le dis-80 % de l'assistance financière de cours du président Mitterrand au la France au Mali) aurait aujoursommet francophone de La Baule, d'bui bien du mal à reprendre ses en iuin, les relations entre les deux activités. Ses bureaux ont été, en capitales s'étaient nettement détéeffet, entièrement saccagés dans la riorées. L'aide budgétaire de la France était passée de 150 millions de francs en 1989 à 90 millions en « On ne dispose plus d'oucune comptabilité : tout n été détruit, dispersé ou volé. Pour le moment, 1990 pour tomber à 75 millions en tout ce qu'on peut faire c'est essayer de reconstituer les dossiers », expli-que M. Chauinian. « La plupart des bons de virement et des chèques ont

Les détournements de fonds, devenus un des sports favoris des hauts dignitaires de l'ancien régime, ont peut-être fini par agaeer Paris. « Dans ce poys, tout le monde est corrompu, du bas jus-qu'en haut », affirme un résident français. A lui seul, le trafie sur le carburant anrait rapporté chaque année entre 6 et 8 milliards de

wanda, notre langue nationale, il est toujours aussi violent et sectaire : rien

à voir avec le ton conciliant de ses dis-

cours en français, destinés à l'exté-

rieur», fait-on amèrement remarquer.

Pour le FPR, la rivalité entre les

Hutus et les Tutsis a été «créée de

toutes pièces par le colonisoteu

belge ». Pour la dépasser, il faudrait

rechercher l'unité nationale et démo-

Ce leitmotiv candide des dirigeants

rebelles n'a, bélas, pas encore

où le « régime dictatorial actuel bénéfi-

cie encore de la confiance des bailleurs

de fonds». Comme les pays de la

vraisemblablement, que l'accord de

cessez-le-feu soit appliqué et que la

région, lesdites capitales attendent.

convaincu les capitales occidentales -

cratiser le système politique.

CATHERINE SIMON

une nouvelle Constitution et un code

de notre correspondant 345 millions de francs avaient été versés par la seule Caisse centrale

ses locaux.

Cette mesure fait suite à la découverte, au début de la semaine, dans un local de la faculté des sciences de Tunis et dans des salles de prière de plusieurs foyers universitaires, d'un véritable arse-nal : cocktails Molotov, bouteilles d'essence et de vitriol, barres de fer, chaînes, tracts, affiches et banderoles « appelant à lo violence et portant otteinte ou prestige du régime et de l'Etat ».

TUNISIE L'association étudiante

proche des islamistes est « suspendue »

Les eutorités ont « suependu», vendredi 29 mers, les ectivités de l'Union générale

tunisienne des étudiants (UGTE)

l'uns des daux organisations

estudientinee, considérées

comme proches du mouvement

íslamiste Ennahdhe - et fermé

TUNIS

Les lieux où avait été entreposé ce matériel étaient mis à la disposition de l'UGTE, ont affirmé les autorités, qui accusent l'organisation estudiantine d'être à l'origine des troubles dont l'université a été le théâtre, juste avant les vacances de printemps, uni prennent fin lundi. L'ensemble de la presse a fait un lien entre les récents actes de terrorisme revendiqués par le mouvement Ennahdha et l'activité

des étudiants islamistes. Mais ces derniers ont affirmé, au cours d'une conférence de presse, tout ignorer de l'origine du matériel découvert, « Nous sommes contre la violence et notre oction se situe seulement dans un cadre syndical », ont-ils déclaré.

M. D.

BÉNIN L'investiture du président élu est reportée

L'investiture de M. Nicéphore Soglo à la présidence du Bénin, prévue pour lundi le avril, a été reportée, a-t-on appris vendredi 29 mars. M. Soglo est en effet bos-pitalisé depuis jeudi au Val-de-Grace à Paris, pour le « traltement d'une affection légère et pour un bilan de santé». L'entourage de M. Soglo a suggéré que la cérémo-nic se déroule le 4 avril. Le ministre français de la défense. M. Pierre Joze, s'est rendu ven-dredi au chevet de M. Soglo, qui souffrirait d'uoe fièvre typhoïde, doublée d'une crise de sciatique. JEAN HÉLÈNE (AFP.)

situation se normalise.

ASIE LAOS: à l'occasion du cinquième congrès

L'équipe dirigeante du PC est rajeunie

Le cinquiéms congrès du PC laction, qui s'est terminé vendredi 29 mers, a confirmé à la fois l'ouverture économique du pays et l'assies politique de M. Keyeone Phomylhane, numéro un du parti, qui troque le titre de secrétaire général contre celui de président. Trois membres de le vieille gerde, dont le orince Souphanouvong, ont pris une semi-retraite.

> BANGKOK de notre correspondant en Aeie du Sud-Est

Comment sauver l'économie laotienne sans faire de concessiona politiques el sans remettre en cause les liens étroits entre communistes laotiens el vietnamiens? Cette question figurait an ecotre des débats du cinquième congrès du Parti populaire révolutionnaire (PPR), réuni à Vientiane pendant trois jours (le Monde du 27 mars). La réponse a pris la forme d'une prudente série de demi-pas.

Le long rapport présenté par M. Kaysone Phomyibane a souligné à quel point le régime entend moderniser son économie, quitte à égratigner sérieusement le troisième plan quinquennal, dont l'élaboration avait demandé une année ct dont l'approche s'inspirait de la traditionnelle rhétorique marxiste.

candeur, tout ce qui aurait dû être pour promonvoir une économie de marché, M. Kaysone, qui est également premier ministre, a plaidé pour une véritable intégration du Laos à l'économie mondiale.

Les Laotiens, qui bénéficient d'un accès aux grands organismes de crédit internationaux – contrairement à leurs alliés de Hanoï et de Phnom-Penh - sont donc invités à tabler sur une ouverture économique croissante de leur pays. Dans ce domaine, l'Etat jouera un rôle moins important, puisque seuls des secteurs vitaux (eau, électricité et communications) sont assurés de demeurer entre les mains d'entre-

réforme économique.

spéciaux du parti. Il s'agit du chef de l'Etat, le prioce Soupbanouvong, le « prince rouge », âgé de quatre-vingt-un aus et malade, el de deux autres octogénaires, MM. Phoumi Vongvichit et Sisomphon Lovansai. Les Vietnamiens en avaient fait antant lors de leur dernier congrès, en décembre 1986, en nommant conseillers spéciaux du comité central dn PC, Le Due Tho, Truong Chinh et Pham

politique

Le chef des forces armées, le

géoéral Sisawat Keobouphan, est galement exclu du bureau politique mais continue de sièger au comité central. Cette mesure, dont on ignore les raisons, laisse prévoir une réorganisation du commande ment militaire. Parce qu'il a également fallu remplacer l'un de ses membres, récemment décédé, le bureau politique du parti compte désormais einq nouvelles têtes sur onze : les deux suppléants ont été promus et. parmi les trois derniers élus, figure le ministre du com-merce, M. Kamphoui Keobouaplapba, ancien chef du parti pour la province de Saravane, présenté comme l'un des avocats de l'ouverture. Mais un autre promn, M. Thongsing Thamavong, responsable de la propagande et de la formation au sein du comité central

passe pour un conservateur bon

Le comité central de einquante. cinq membres a été lui aussi largement renouvelé et quelque peu rajeuni. Parmi ses nouveaux représentants, figurent quelques femmes ainsi que les fils respectifs du prince Souphannouvong et de M. Kaysone. Ces changements n'annoncent guère une ouverture politique : le Laos et ses quatre milliona d'habitants demeurent sous l'emprise d'un Parti communiate qui n'a pas encore affiché la velléité de partager le pouvoir.

Pour la première fois, le PC chinois avait dépêcbé un membre de son comité central, Les PC viêtnamien et cambodgien (Phnom-Penh) avaient envoyé leurs accrétaires généraux, MM. Nguyen Van Linb et Heng Samrin. Le PCUS était représenté par un membre de soo bureau politique. Mais cette représentation des « partis frères » était bien légère par rapport à ce qu'elle avait été lors du précédent coogrès, en novembre 1986, où dix-neuf PC s'étaieot faita représenter. Autre signe qu'une certaine époque est bien révolue : alors que l'aide soviétique n'est plus versée qu'au compte-gouttes, la Thailande, déjà très présente sur le plan commercial, va accorder une aide préférentielle au Laos pour la première fois depuis seize ans

JEAN-CLAUDE POMONTS

BAMAKO de notre envoyée spéciale

« Finalement, les piliords ont bien fait, läche, en privé, un expert financier. Au moins, les gens nuront de quoi se nourrir pendant les prochains mois. Vu le chaos économique qui s'annonce, ce n'est pas plus mal!» Pauvre parmi les plus pauvres, le Mali, dont le revenn annuel par tête d'babitant (estimé à moins de 300 dollars) reste un des plus bas du monde, aura bien de la peine à remettre son écono mie sur les rails, après la vague de

violences qui vient de le seconer. Dans la capitale, comme dans la pinpart des villes de province, les bureaux du Tresor public et des donanes, considérés comme les symboles du pouvoir, ont été systématiquement mis à sae et incendiés. Les feuilles d'impôts, les bulletins de salaire, les contrats

Le gouvernement du Rwanda

et les rebelles du Front patrioti-

que rwandais (FPR) ont signé un

cessez-le-feu, vendredi 29 mars,

au Zaire. L'accord, placé sous la

supervision de l'Organisation de

l'unité africaine (OUA), stipuls

uns suspension complète des

approvisionnements en matériel

de guerre, la libération des pri-

sonniers et le retrait des troupes

étrangères. Le 1« octobre 1990.

queique 1 500 rebelles du FPR

avaient déclenché à partir de

l'Ougende une offensive qui

evait entraîné une intervention

militaire du Zaîre, de la Belgique

et de la Francs dans ce petit

pays de sspt millions d'habi-

tants. Après un mois de durs

combats, principalement dans le

nord du pays et aux portes de la cepitale, Kigali, les affrontsments s'étaient réduits eux pro-

vinces de l'Akagera et de

Ruhengeri. Alors que la Belgique évacuait rapidement ses para-

chutistes, la France leissait une

compagnis de la Légion étrangère, qui va être meintenent

NAKIVALÉ

(frontière ougando-tanzanienne)

de notre envoyé spécial

Sur les collines de Nakivalé, les

tentes de réfugiés ont réapparu.

Trente ans après l'arrivée des pre-

miers exilés, installés depuis lors dans

la campagne environnante à quelques

kilomètres de la frontiére tanza-

nienne, il a fallu rouvrir un camp

pour accueillir les Rwandais fuyant

les massacres interethniques d'octobre

dernier. L'invasion du Rwanda par

**;,

présidentielle, seront organisées au Mali d'exportation ou d'importation : iont, on presque, est parti en fumée. Les gros commerçants, accusés de collaborer avec le régime, ont également subi la fou-dre dévastatrice des émeutiers.

« Pour que l'économie redémarre, le Mali o besoin d'argent frais. Il faut au minimum de quoi payer les fonctionnaires et aider la reprise des importations », estime le directeur de la Caisse centrale de coopération économique, M. Robert Chauinian. Selon lui, les denrées alimentaires habituellement impor-tées - notamment le lait, le sucre et la farine de blé - vont, « à court terme », commencer à manquer. Les pénuries probables de carburant risquent, par ailleurs, de pénaliser l'économie « légale » et de favoriser un marché noir déjà très

Ce premier bilan, plutôt catastropbique, doit cependant être

relativisé. Les « organes vitaux » de la survie économique - les barrages, la centrale thermique de Dar Salam, les nsines de fabrication d'huile ou de savon - n'ont pas été touchés par les pillages. De même, la production de colon ou de les (le riz a été récolté en jan-

vier) ne devrait pas être trop affec-

Corruption générale La France, principal bailleur de fonds du Mali, a déjà reçu des «appels du pied indirects» de la part de la junte militaire, reconnaît-on de source diplomati-que à Bamako. Mais comment y répondre en l'absence d'interlocu-

que soit la position arrêtée par

de la présence de mouchards parm!

nous, raconte Donatien, Parfois, un

désenu ésait emmené, battu et mis au

l'unité nationale

feu ont retenti et, peu après, la porte de leur cellule s'est brutalement

ouverte: «Soriez, on vous libère!»

ont dit les maquisards, qui les ont escortés jusque dans la forêt du parc

des Volcans, sur la frontière. Dona-

tien est parti aussitôt en direction de l'Ouganda. D'autres ont choisi de res-

ter avec les maquisards. Ce serait le

cas du major Lizindé, un officier

rwandais, auteur d'uoe tentative de

coup d'Etat en 1980. Démuni de tout,

rongé par l'ennui, inquiet pour son

Le 23 janvier à l'aube, des coups de

teurs officiels?

Quelle que soit la formule poli-

cise-t-il. Selon lui, il faudra «ou que la Caisse centrale puisse à nou-veau fonctionner. Nul ne peut

jurer que l'aide française sera aussi importante qu'elle l'a été dans le passé. Certes, en 1990, plus de

RWANDA: après six mois de guerre civile Un accord de cessez-le-feu a été signé

avec les maquisards du Front patriotique descendants des réfugiés de 1959, a rée. «On n'osait pas se parler à cause avenir, Donatien n'en est pas moins

> cachot. On ne le revoyait plus. » Lui, a eu «la chance » de connaître ses gardiens. On ne l'a pas touché. Rechercher

mille - membres, pour la plupart, de la tribu tutsi - à avoir été pris en charge par le Haut-Commissariat aux réfugiés annrès des Nations unies (HCR). Quelques organisations non ouvernementales, dont Médecins sans frontières, apportent jeur concours. Ici, l'espace ne manque pas. Ni l'eau : les réfugiés vont la puiser dans le petit lac, situé en contrebas du camp. « Les conditions sont idéales, reconnaît le responsable de Nalivalé. «Seulement les gens n'ont rien à faire. On o commandé des houes et des graines pour leur permettre de cultiver un peu, et une école ouvrira en avril.» Ceux qui ont réussi à fuir avec leur troupeaux ont tout perdu : une épidé-mie a décimé une bonne partie du bétail, et les voleurs ont fait le reste.

provoqué ce nouvel exode.

Ils sont aujourd'hui près de sept

lei et là, errent des groupes d'hommes, curieusement vetus d'un uniforme rose. C'est à ce signe que l'on reconnaît d'habitude, au Rwanda, les prisonniers de droit com-mun. Ceux-la sont des évadés. Ils ont pu quitté leurs cachots de Ruhengeri, quand les troupes du FPR ont investi la ville, le 23 janvier. Près de mille détenus ont ainsi retrouvé la liberté. Dans le lot, figuraient quelque deux cents prisonniers «politiques», incarcérés depuis octobre.

Donatien, qui préfère garder l'anonymat car sa famille est encore au Rwanda, assure n'avoir jamais entendu parler du FPR avant son arrestation, le 4 octobre. Ce sont ses geôliers qui lui en ont révélé l'exis-tence, en cherchant à lui faire avouer qu'il en était membre. Avec une cen-taine d'autres compagnons de cellule, Donatien a attendu, pendant quatre mois et demi, de passer en jugement. En vain. Les deux seules visites auxquelles son groupe a eu droit ont été celles des réprésentants du Comité international de la Croix- Rouge d'une délégation d'ambassadeurs. La procédure n'en a pas été accèlérée pour autant. Simplement, ce jour-là, leur pitance s'en est trouvée amélio-

les combattants du Front patriotique. AFRIQUE DU SUD : pour tenter de mettre fin

aux violences interethniques

Nouvelle rencontre entre M. Mandela et M. Buthelezi

Le vice-président du Congrès national africaio (ANC), M. Nelson Mandela, et le président du parti zoulou Inkatha, M. Mangosuthu Buthelezi, devaient se rencontrer samedi 30 mars à Durban pour tenter de mettre fin à la flam-bée de violence dans les ghettos noirs proches de Johannesburg.

Cette rencontre est la seconde entre les deux hommes, qui avaient déjà discuté le 29 janvier des affrontements entre lenrs partisans. Ce sommet historique fut le premier entre l'ANC et l'Inkatha depuis 1979. L'annonce de cette rencontre fait suite à de nouvelles violences qui ont porté le bilan des affrontements dans les gheitos noirs à près de cent einquante morts pour le mois de mars. Jeudi, les cadavres de sept per-

sonnes avaient été retrouvés dans le gbetto de Ndaleni, près de Richmond. Le ministre sud-africain de la justice, M. Kobie Coetsee, a décidé de mettre en place une commission d'enquête judiciaire, après la mort de douze manifestants noirs tués dimanche dernier par la police dans le ghetto noir de Daveyton, à l'est de Johannesburg. - (AFP.)

Sur le plan politique, en revanche, M. Kaysone a clairement indiqué que le parti n'avait pas grand-chose à se reprocher et n'a pas laissé entrevoir de sérieux ebangements au sein de l'équipe dirigeante. Le premier ministre. àgé officiellement de soixante et onze ans, consolide son assise avec son nouveau titre de président du parti, nne promotion qui aurait pour objet de lui donner davantage de latitude dans les prises de décision, en lui évitant de référer au comité central de chaque projet de

En raison de leur âge ou de leurs problèmes de santé, trois de ses compagnons d'armes ont quitté le bureau politique, pour une semi-

Van Dông Pas d'ouverture

POLITIQUE

La crise de Socialisme et République

M. Planchou: «Le temps des excommunications est révolu»

de le Seine-et-Marne et ancien délégué général de Socialisme et République, e adressé aux responsables de ce courant du PS, mercredi 27 mars, une lettre dans laquelle il explique sa position sur les débats provoqués per la démarche de M. Jean-Pierre Chevenement. M. Planchou se déclare « choqué » par le communiqué, inspire par l'ancien ministre de la défense, qui avait désavoué, le 14 mars, le vnte des responsables du courant, au bureau exécutif du PS. en faveur du texte préparetoire à la convention nationale des 6 et 7 avril prochein. « Le temps des

B Affaire Bondarel : incidents en conseil régional de Midi-Pyrenées. - Au conseil régional de Midi-Py-rénées, un vif incident a opposé, jeudi 28 mars, les élus socialistes et ceux du Front national et du CNI. MM. Bernard Antony (FN) et Gil-bert Mélac (CNI) ont accusé M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, éln de la Haute-Garonne, d'avoir « couvert le scondale Boudarel de son autorité». Approuvés par les élus de droite et par le président de l'as-semblée, M. Marc Censi (UDF-PR), ils ont demandé une minute de silence pour les militaires français morts dans les camps vietminhs. Les élus socialistes ont quitté la salle après des échanges d'invectives.

M. Jean-Paul Planchou, député excommunications est révalu ». écrit-il.

> M. Pianchou rappelle que le courant Socialisme et République, ex-CERES, avait approuvé les résolutions des eongrès socialistes de Toulouse (1985) et de Lille (1987), de même qu'il avait appuyé le retour de M. Chevènement au gou-vernement en juillet 1984, « alors que nous pouveions appréhender sans mal, observe-t-il, que la politi-que da gouvernement Fabius alloit omplifier lo logique mise en œuvre par le couple Mauroy-Delors ». « On pourro loujours me retorquer, écrit-il, qu'il jout, à certains moments, dire absolument « non » et snoir vraiment rampre, mais pourquoi oujourd'hui, ou lende-main de cette guerre? Dix ons oprès 1981, celo ne foit-il pas un peu tord?»

Le député de la Seine-et-Maroe estime que, dans « une période complexe », il convient d'adopter une « strategie non univoque ». « La liberte de M. Chevènement signifierait-elle qu'il foille coupler intime-ment l'ottitude de notre courant ovec lo sienne, ou sens où le courant n'aurait pas d'existence specifique en dehors non pas de lo per-sonne, mois de l'oction propre de M. Cherènement? demande-t-il. A mon ovis, ce seroit une erreur de voir oinsi les choses. " « En tout cas, ajoute-t-il, ce n'est pas en se positionnant à la marge ou oilleurs qu'on fern mieux ovancer nus idées. v Sur le modèle des grands partis sociaux-démocrates

Le PS crée une fondation Jean-Jaurès

Le Parti socialiste met en place, conformément à l'une des décisions prises à l'issue du congrès de Rennes, il y a un an, unc fondation qui aura pour objets la recherche, la formation, la coopération avec les partia étrangers, l'bistoriographic du PS et l'édition de sa revue théorique, in Nouvelle Revue socialiste.

La fondation Jean-Jeures, plaeée sous la respossabilité de M. Gérard Chilomb, proche de M. Pierre Mauroy, se veut l'équivalent des instituts de firmation et de ecopération dont disposent les grands partis sociaux-démocrates d'Europe du Nord, notam-ment la fondation Friedrich-Ebert, puissant instrument de « politique étrangère » du SPD allemand.

La composition du canseil d'administration de la fundation Jean-Jaurès a été quelque peu labo-rieuse, les différents courants associés à la direction du parti tenant à y être représentés selon la règic proportionnelle. Les fabiu-siens ont été particulièrement attentifs à le répartition des responsabilités

La création de cette fondation a été l'occasion, d'autre part, pour le PS, d'avancer dans le règlement d'un vieux contenticux qui l'ap-pose, depuis le congrès d'Epinay, il y a vingt ans, aux partisans de Guy Mollet, ancien scerétaire général de la SFIO, qui avaient sardé le cantrôle du patrimoine immobilier dont celle-ci disposait.

Les locaux de la cité Malesherbes, à Paris, ont été apportés en dotation à la fondation, au

ANDRÉ LAURENS

conscil d'administration de lequelle siège, ponr cette raison, M. Léon Fatous, successeur de Guy Mollet à le mairie d'Arras.

Soucieux d'assurer l'avenir de leur fondation, qui pourra bénéfi-cier de dons privés, mais, aussi, de subventions gouvernementales, les dirigeants socialistes ont encouragé les centristes du CDS à suivre leur exemple et à se doter d'une structure comparable.

L'objectif est de faire admettre eussi bico daos l'opposition que dans le majnrité l'utilité, du point de vue de l'infinence française dans le monde, de ce type d'orga-nismes, et de garantir leur longé-vité par-delà les alteroances au

La Fondatinn Jean-Jaurès, qui avait déjà patronné, avec l'institut ocialiste d'études et de recherche (ISER), plusieurs colloques, a organisé mercredi 27 mars, sa piemière manifestation publique depuis se mise en place, sous la forme d'un débat sur la politique

Un antre colloque, consacré à la Un antre colleque, consacre a la justice, est prévu pour le 13 avril, avec le participation du garde des sceaux, M. Henri Nallet. La fondation organisc déjà, en outre, des atages de formation destinés, notamment, eux cadres des nou-veaux partis de des pays de l'Est, accucillis dans des municipalités socialistes pour s'initier à l'administration et à la gestion des collectivités locales.

Un groupe de travail de députés RPR et centristes

M. Balladur (RPR) cherche à minimiser les divergences de l'opposition sur l'Europe

Dans un document rendu public vendredi 29 mars, le groupe de travail sur l'Europe, presidé par M. Edouard Balladur, député (RPR) de Paris, dresse un e tial des lieux » des convergences et des divergences de l'opposi-tion. Quatre députés RPR. Mes Michèle Alliot-Marie, MM. Jean-Louis Debré, Dominique Perben et Nicolas Sarkozy, et deux centristes, MM. Edmond Alphandéry et Beroard Bosson, ont contribué à l'élaboration de ce texte, qui sera adressé anx parlementaires netinnaux et curo-péens de l'opposition. Les mem-bres du groupe UDF, sullicités par M. Balladur, avaient renoncé

à participer à ce groupe. La synthèse publiée vendredi s'efforce de minimiser les désaccords au sein de l'opposition sur le construction européenne. « Le travoil entrepris o permis une meilleure comprehension des uns et des autres et a permis de mesurer que sur nombre de points importants, il a y avait pas de divergences notobles s, souligne la

Si les membres du groupe de travail partagent la même vision de la politique économique et fis-cale européenne, le « désaccord » est confirmé sur la construction monétaire entre les pertisans de la monnaie nnique (UDF-CDS) et ceux qui défendent l'idée de la monnaie commune (le RPR). ell s'ngit de deux visions de lo future

union economique et monetaire ». constatent les auteurs du document, tout en indiquaet que e chacun s'accorde d'ores et déju sur la necessité de créer un systeme europeen de banque centrale charge dans tous les cas de participer a l'harmonisation des politiques budgetaires et monctaires entre les États ».

Une antre divargence est reconoue sur la structure politique de la Communecté européenne, les députés centristes restant attachés à une « viston federale » de l'Enrope, elors que le RPR défend une « conception plus protectrice de la souverainete des Etals ».

« Renforcement de l'actuelle communauté »

A propos de la défense curopéenne, le document souligne que cette question doit être envisagée evec « une grande prudence ». mais que la France ne pourra pas a assumer sans cooperation arec ses partenaires l'ensemble de ses missions de défense ».

Quant à la grande Enrope (avec l'Europe de l'Est), elle n'est pas ingée a possible dans le cuart terme » par les membres du gronpe de travail, qui estiment que l'aide eux nouvelles démocra-ties de l'Est ne doit pas « détour. ner les Douze de leur but, qui est l'approfondissement et le renforce-ment de l'actuelle Communaute ».

Parti republicain n'est peut-ctre

qu'une emaladresse », comme disent ses amis, Mais il ne s'agit

probablement pas d'une erreur sur le fond du débat. Si M. Longuet a

dit tont beut ce que beaucoup, dans son parti - notamment les élus UDF du Midi - pensent tout

été maladroit, c'est parce qu'il a : V-

La réhabili

à l'abandon. Les pouvoirs publics avaient déjà crasset depuis deux as de multiples actions pour attanna ne moniples acrone pour atende es maux. Certes, on avait tande l'intéresser à cette «bandicue mige de quarante-six mille habitants airués dans les confus nord-oute d l'aggiomération paristenne. Il y l'aggiomeration paristente. Il y, près d'une vingtaine d'années à urbanistes y avaient ébrée, sar a plateau venteux turplombant d'vastes ensembles de pavillons individuels déjà anciens, un enormaliste de la comment de la comme viduels dejà ancient, an enorme parè de tours et de barres, born d'un côté, par une cone industrali et, de l'autre, par des arelies SNCF, la cité des Indes. Un paraudacieus, qui portait en fui les parmisses de la segrégation.

M. Deleb

Un calme précaire régnait des

Sactroundle (Yvelines), vandredi

main des violents incidents de

traduits par l'incendie d'un in

gare, et au cours decquale cin

jeunes avaient été blessés les

La préfet des Yvelines, M. Jes

dénancé vendreté e les cassesses

Ces mille einq cents logeracat premiers occupants mais, committee d'autres, ces logements ant at vicilli. L'urgenor de leur moderness tron sautait anz yenz ! elle a di entreprise en 1989, bren tard tare doute, mais elle avance. A la ford 1991, 740 logemeints HLM auron tic renabilités, soit près de la moic de ceux qui nécessitairest une mie vention. L'Etat, la régime et la sociétés d'HLM aurant dépense pa

RELIGIONS

A Evry est posé construite depuis u

tions moderner, on versit sentent à l'horizon l'agora, le cester con mercial et la gare, à 500 mères Pour l'évêque, qui quittait at ré-dence de Saint-Germain-re-Conti - une ancienne coole desaffecté presque à la campagne, - aris ne fi sait aucun doute : il failait vivor cœur de la ville nouveile, siette choses , au milien des groce et d

Autoord'hui, les gracs s'active

sur la future place des Droifs-d

l'Homme, à deux pas de l'évêch

La mairie, la Chambre de open

et d'industrie de l'Essoure, l'est de musique, vienness parte d'él achevées. Dumanché 31 garra so de Páques, la première giorre de căthédrale de la Résurrosition au cté pasée. Si Dien et les genéral donateurs prêtent vie au projet é cette première enthédiale communi depuis un siècle. l'édifice s'allères cet endroit, dans quelques hause intégré au cœur de la cité, al asse mental ui gothique, mais cytind que couleur de feu (en brigo d'Albi), avec à son sommet suc m prenante couronne d'érables (1). La création du centre ville d'Est Ville nouvelle ne passe pas inage car. D'abord, passe que la place di Broits-de-l'Homme est la pusse passe pictonne dans la cità à ci visible d'une vose routère; essus parce qu'elle révèle un changeme de conception dans l'autongeme de conception dans Famenageme urbain de la ville. Un retour a sources a du villege, avec sa mans sourceite, sou cafe du oppenance; explique M. Jacques Goyard, dessi (PS) de l'Essource et maine d'Ev depais 1983, ancce président de Ville nouvelle de 1977 à 198 a Avec le terrate montantalel, au a Avec le temps, ajouto-t-il, au nom sommes ready compac que habitants avaient besoin **de repi**r de symboles : la niatrie et l'**nie**me

Selon ses concepteurs, la nouvelle, créte en 1966, dévelo au début des anades 70, qui ou aujourd'hui 77 000 habitant ganiser autour du centre comit cial. a C'était une orrene, tounant Max Harbolot. On availt juit du ville, lien de vie, un alangue tous

tratif, l'eglise et le spritted à

LIVRES POLITIQUES

OUS ce titra, il ne a'agire pas da traiter du tnuriama, ancore qua certains dea lieux évoqués s'y prêtant admirablement, ou da géographie, mais d'histoire, de culture et, bian sûr. de politiqua. De politique, oui, mais dans das aspacea et des duréas hors du commun, qui lui conferent, chaque foia, une singularité qu'ella n'a pas toulours aillaurs. C'est, à l'évidanca, la caa des les, des acciétés peu ou prou insulaires at das peuples disparaéa, qui perdurent comma das archipels de l'histoire.

L'Atlas des diasporas, qua présentent Gérard Chaliend at Jaan-Pierre Rageau, raconte, en quelque sorte, la géographie de ces archipels. Les autaurs se sont intarrogée sur le concapt de diespora, qui ne se confond pas avec celui da migration, et ils l'ont cerné à feide de plusieurs critères dont le plus marquant eat, estimant-ils, e la volonté de durer en tant que groups minoritaire en transmettant un hénitage ». Dans la volume qu'ils proposent, ils n'ont retenu que las grendas diasporas ou las sami-diaaporaa (cellaa dont la majorité de le communauté vit dens eon propra Etat). Ils an décomptent douze : Juifs. Arméniens, Tzigenas, Noirs, Chinois, Indiens, Irlandais, Grecs, Libanaia, Palastinians, Viatnamians at Coréena. Ca choix est discutable. reconnaissent-ils, et ils s'en expliquent volontiers. Si, per example, le peuplement japonais aur lea rives apposéas du Pacifique n'a pas été retenu, c'est parce que l'émigration a pratiquement cessé depuis la fin de la demière guerre. En revencha, les Coréane ont continué à a'axpetrier en Californie et constituent au Japon, à la troisiàme génération, una communauté soumiae à un atatut infé-

Pour le plupart des diasporas recanséee dana cet atlea, leur aventure à travere l'histoire n'est pae achevée et provoque encore des tensions et des problèmes. Ou'elles soiem trèe anciennes et formées de plueleurs vagues, au gré des pareécutions at génocides, comme pour lee Juifs, les Arméniena at las Tziganes, ou le fruit amer de violencee at de misères plus récentes, comme pour les Palestiniens, les Libanais et les Vietnamiens, presque toutes sont toujours dans l'actualité, celle du Proche-Oriani ou de l'Europe de l'Est. Les Juifs russes affluent en Isreël, vouée à accupar, eux dépans des Palastiniens, les fameux territoires occupés, tandia que d'eutres Paleetiniene cont chassés du Kowett : las Libanala qui le peuvent fuient la guerre et le dépeçage da leur pays ; les Tziganes des Belkena reprennent la route vers l'Ouest prometteur.

Iles et archipels

sporas arrive comme un instrument utile et précieux pour rappeler, cae par cas, qui sont et où sont ces peuples en mouvement, sans frontières, qui parviennent à survivre dans le dispersion. Des cartas, blan aur, mais, eussi, des apercus historiques, des chronologias, das données démographiquea et des documants de référence composent la substance de cet elbum des familles séparées.

Les îlas génèrent souvant dens leurs populetione des pardcularismes forts, assez forts pour phiquea extérieurs : l'insularité agit par contagion. C'est einsi qu'à Sète, si l'on n'est pae Sétoie, on la davient. Une Ne, Sate? Oul, d'ebord parca que Paul Valéry, anfant du paya l'a dit, ansuite parce qu'alle est entourée d'eau : la Méditerranée d'un côté, l'étang de Thau da l'eutre. S'il y e la mince bande littorale, e'est pour la plage et le passage du train et des touristes

Sur cette côte languadocianna, à vocation pluri-ethnique, Sète a constitué son propre mélange de communautéa : lea autochtonas qui pechaient sur l'étang, les italiens et las Catalana, qui pêchent an mar, les gans das Causasa venus travailler sur le port ou dans le vignaa, lea professionnels du négoca du vin envoyée par Bordaaux et l'Europa du Nord, puia les Mahgrébins et les Africains, et lea piads-noira. On n'oubilera paa les représentents de quelques autres diasporas, juifs, protestants et aitens.

Créé de soutes piàces, à la faveur d'un des rares escarpements rocheux de cette côte plate et aabionneuse, par la volonté de Colbert, le port de Sète n'aurait pas étá plus qu'un grand centre de pêche, de commerce et d'industrie - ce qui n'est déjà pae mel - si la mosaïque de sa population autant que le mariage des eaux et du soleil n'avaient accentué sa singularité (Valéry, toujours).

Pour rendre compte de tant de diversités, Jean Rieucau, lui-même géographe, e réuni des universitaires venus de plusieure disciplines. En saieissant Sète soue toue leurs éclairages, ils an restituent la densité et la totalité. Il en résulte un nuvrage savant et vivant, dans lequel se retrouvent et se découvrent les Sétola et les populations du Languedoe marí-

Pour Tehiti, pas de doute, il a'agit bien d'una île, le plus connue de l'archipel da la Société, et la point de rancontra da plusieurs diasporas : celles dee Maoris, das Européans an quêta da paradia perdu et des Chinois, Il y a en Palynésie une via politique dont on ne soupconna pas l'intanaité (l'actualité vient d'en donnar une nouvelle preuve). C'ast alla qui, avec les cyclones aux noms charmants (Neno, Orama, Réva, Veena, pour la seule année 1983), sembla alimenter la chronique. La politique, là-bas, tourne autour de 'eutonomia du territoire. Philippe

Mazellier, eprès avoir suivi l'actua-

lité dans la détail depuis des

années, e décidé de la rendre dans

sa duréa. Un premier voluma de ces immémoriaux contemporeine e paru sous le titre. Da l'atoma à l'eutonomie; eujourd'hul paren Tabiti eutonoma, oul couvre la nériode allant de la naissance de l'autonomie en 1977 à son remodelege en 1984; un autre volume sare consecré aux ennées suivantaa jusqu'au centenaire de Papeete. Si elle fait la part belle à la politique, cette chronique largement illustréa n'omet pas tous les autres événements qui ont marqué la quotidienneté insulaire : le débat récurrent sur l'institution de l'IRPP. le défilé des personnalités de passaga, l'anterrement da Jacques Brei dans son fle des Marquises, la mart aubita de Joa Dassin, le répêchaga d'una ancre du grand eapltaina Cook, las essais

> sanglants faits divers. A propos de cetta chronique d'outre-mer, on signalera aux lecteurs intéressés l'axistence d'une aune revue, Ultramarines, dont les buts sont « de collecter et de faire connaître les sources de l'histoire d'outre-mer et d'eider les chercheurs et les amateurs de nombreux pays à communiquer entre euxa. Le deuxième numéro traite. notamment, de l'architecture coloniala française à Brazzaville et de la collecta de térnoignages oraux et de récits de vie susceptibles de contribuer à l'histoire de la coloni-

nucléairea à Mururoa et quelquea

► Atlas des disaporas, de Gérard Challand et Jean-Pierre Ragaau, Editions Odlle Jacob, 189 pages, 220 F.

Les gens de mer, Sète en Languedoc, sous la direction de Jaan Aleucau, L'Harmattan, 320 pages, 160 F.

► Tahiti autonome, de Philippe Mezellier. Sur commende auprès de l'auteur : B. P. 50 Papeete, Tahiti, 935 F.

 Ultramarines, AMAROM, 29, chemin Moulin-Datesta, 13090 Aix-en-Provence.

Le retour du Front national

Suite de la première page

M. Poniatowski ne représente plus que ini-même. Mais M. Lon-. guet, c'est une antre affeire. Il dirige un parti important.

Les centristes, fort chetouilleux sur ce chapitre, font remarquer que l'opposition unanime a pris des positions claires - pas d'eccords, national ou locaux, avec le FN - et que M. Longuet paraît s'en moquer. M. Méhaignerie, président du CDS, y est alle, en prenant son temps, d'une remontrance navrée. M. Bernard Stasi, militant de la pramière heure contre l'extrême droite, eussi. Samedi 30 mars, dans le Figaro, le viceorésident du CDS a affirmé Nous défendons avec la même Intransigeance nos idées au niveau cantonal, départemental ou national. » Les dirigeants de l'UDF, dont le Parti républicam est membre, observent nn silence embarrassé. Le RPR, soucieux de ne pas alimenter une ehronique courrie

par ses alliés, ne dit rien, afin, sans doute, de ne pas réduire ses chaoces de récupération discrète d'un électorat iepéniste déboussolé.

Dire tout haut ce qu'on pense tout bas

On peut, en revanche, compter sur les socialistes pour mettre le doigt là où la droite a le plus mal. Ils ont déjà commence à appuyer. Leur projet de réforme du mode de scrutin régional - deux tours, à la proportionnelle, avec prime au plus fort - présente à leurs yenz un avantage déterminant.

Outre le souci de dégager des majorités de gestlon régionale -version officielle, - ce scrutin, n'us fevorable eux socialistes que le proportionnelle intégrale à un tour. obligera la droite à dire, avant le premier tour, avec qui elle compte faire alliance au second. Ce projet de scrutin a déjà produit ses pre-miers effets sur M. Longuet.

La déclaration de président du

Le président du PR, embarrassé, caresse l'idée de faire trancher le débat par le bureau politique de

son parti. Il prendrait, compte tenu de la composition de cette instance - au sein de laquelle les élus locaux pèsent lourd, - le risque... d'être soutenu, d'amplifier ainsi la polémique naissante dans l'opposition et de faire le bonheur des socialistes chagrins.

M. Le Pen ne manquera pas de nourrir cette campagne, de dénoncer comme de contume la « racaille chiraquienne » qui s'obstine à lni tonraer le dos et de détourner à son profit un rejet de la politique, renaissant après l'embellie consensuelle de la guerre du Goife.

Le retour, même timide, des «affaires» - y compris le feuille ton politico-familial lyonnais, - 12 nonvelle slambée des banlienes seront pour lui tout bénéfice, des lors qu'il aura été réinsére dans le jeu politique, et au premier rang.

JEAN-YVES LHOMEAU

La mort de Paul Thisse

L'homme d'une flamme

Ancian d'Uriaga, Paul Thisse est mort, jeudi 28 mars, dans sa quatre-vingt-quinzièma année (le Monde du 30 mars).

Un prof de maths provincial vient de mourir, nonagénaire, à Annecy, bomme sans publications, qui n'e occupé aucunc charge glo-ricuse. Mais cette modestie n'a pas empêché la vic de Paul Thisse d'être significative, d'évoquer des choses essentielles pour ceux qui ont partagé ses engagements ou profité dans les conversations de la justesse de sa parole.

ll e été l'bomme d'une flamme, la flamme péguyste, entrevue dans des circonstances étonnantes, fin 1914 à Mctz, quand le lycéen de seize ans qu'il est alors entend le nom du poète, tué sur la Marne, de le bouche d'un professeur elle-mand, s'inspirant d'une revue littéraire berlinoise, Die Aktion, qui vient de consecrer un de ses numéros à Péguy, «lo plus pure force morale de la littérature française contemporaine»,

A ce pressentiment devait succé der, eprès la guerre, à Strasbourg, une rencontre décisive, celle de La Note conjointe, au moment de sa parution, doot la découverte est partagée - texte lu à haute voix avec tout un milieu de jeunes juifs alsaciens et socialistes. Après les combats, les tucries, le dernier écrit de Péguy - celui où il dépasse ses peurs, ses colères, ses ressentiments - est reçu per beaucoup (e'est le cas, par exemple, de Wal-ter Benjamin) avec une émotion intense, comme un cn-deçà de la guerre (une œuvre de paix, interrompue par la mobilisation), mais aussi comme un au-delà.

Dans ce dialogue philosophique,

cn cfiet, Péguy montre comment l'admiration (La Note conjointe est une anthropologie de l'admiration) nous décentre, nous fait entrer les uns chez les autres, suscite la transfusion des valeurs, rend concevable un universalisme piurici et internationaliste et un œcuménisme. Ce fut pour Thisse une révélation inaugurale : il ne cessera d'appeler et de méditer une réconciliation chretiens et juis au premier chef), dont on pourrait dire qu'elle a pour horizon une religion de l'humenité (qui redouble et libère le christizoiame) et pour lieu la culture, c'est-à-dire l'édification, le perfectionnement de soi par l'accueil d'autrui. Cela conduira Paul Thisse à Uriage (où l'on cherehait à définir et à inspirer un civisme pluraliste), à Témoignage chrétien, à la propagande contre le STO (service du travail obligatoire) el à soutenir les maquis de Heute-Sa-

A la Libération, il participera à la fondetion et à l'enimation du Ceotre des Marquisats, près d'An-oecy, puis à celle de la Maison de la culture, deux institutions vouces à l'idée d'une culture qui soit le terrain de rencontre de divers milieux sociaux et de diverses

familles d'esprit. C'est sans doute dans les rapports personnels, qu'il savait entretenir et renouveler, que Paul Thisse s'est le mieux exprimé. Il n'a pas écrit de livres, mais il en a inspire à ses amis; il a poursuivi jusqu'au bout avec Hubert Beuve-Méry un échange commence à Uriage, complicité d'hommes qui mettaient les comportements et les valeurs vécues au-dessus des idées et des idéologies.

Le souvenir de cet homme du commun, qui sut aussi être un repère, incite à réflèchir sur l'appauvrissement des références, le manque d'inspiration dans notre

PAUL THIBAUD Ancien directeur de la revue

> Livres anciens sur les

PROVINCES DE FRANCE

2 catalogues par an

Libratrie GUÉNÉGAUD 10, rue de l'Odéon 75006 Paris Tél.: 43-26-07-91

Après les violences et la garde à vue de « casseurs »

M. Delebarre veut ouvrir le dialogue avec les jeunes de Sartrouville

Sartrouville (Yvelines), vendredi 29 mars, au lende- Bezons et Argenteuil (Val-d'Oise) qui avaient été main des violents incidents de la nuit qui s'étaient placés en garde à vue, quatre ont été remis en traduits par l'incendie d'un immeuble près de la liberté vendredi soir, dont les trois « agresseurs prégare, et au cours desquela cinq policiers et daux sumés» de M. Laurent Wetzel, maire (UDF-CDS) de jeunes avaient été blessés (le Monde du 29 mars). Sartrouville. Les camarades de Djernel Chettou, tué Le préfet des Yvelines, M. Jean-Pierre Delpont, a mardi 26 mars par un vigile du magasin Euromardénoncé vendredi « les casseurs qui ont affronté les ché, devaient organiser una marche silencieuse, immédiatement un plan Vigi-bantieues au plan Vigi- associations et des jeunes de Sartrouville à se réunir, samedi après-midi, de la cité des Indes jusqu'à pirate», M. Pierre Cardo, maire (UDF-PR) de Chan-prochainement avec lui à la préfecture des Yvelines.

maire, dont ils jugent l'attitude « provocatrice ». Les Sartrouville, estime que tous les élue ont « le devoir événements de Sartrouville ont suscité des réac- de s'impliquer et de trouver, à moyen terme, des tions dans les syndicats policiers et dans les milieux solutions si nous ne voulons pas développer dans politiques. Tendis que M. Robert Pandraud, député nos cités une population sana foi ni loi ». Quant à (RPR) de Seine-Saint-Denis, ancien ministre de la M. Michel Delebarre, ministre de la ville, il e invité sécurité, demande au gouvernement de « substituer les élus, les fonctionnaires, les représentants des

Un calme précaire régnait dans la cité des Indes à Sur les neuf jeunes gens, domiciliés à Sartrouville, l'hôtel de ville. Certains réclament la démission du teloup-les-Vignes (Yvelines), commune proche de

La réhabilitation avait commencé à la cité des Indes

Sartrouville n'est pas un faubourg à l'abandon. Les pouvoirs publics y avaient déjà engagé depuis deux ans de multiples actions pour atténner ses meux. Certes, on avait tardé à s'intéresser à cette «banlieue rouge» de quarante-six mille habitants, située dans les confins nord-ouest de l'agglomération parisienne. Il y a près d'une vingtaine d'années, les urbanistes y evaient élevé, sur un plateau venteux surplombant de vastes ensembles de pavillons individoels déià anciens, on énorme pâté de tours et de barres, borné, d'un côté, par une zone industrielle et, de l'eutre, par des ateliers SNCF : le cité des Indes. Un pari audacieux, qui portait en lui les prémisses de la ségrégation.

Ces mille cinq cents logements sociaux parurent confortables à leurs premiers occupants mais, comme bien d'antres, ces logements ont mal vieilli. L'urgence de leur modernisation sautait aux yeux : elle e été entreprise en 1989, hien tard sans doute, mais elle avance. A la fin de 1991, 740 logements HLM auront été réhabilités, soit près de la moitié de œux qui nécessitaient une intervention. L'Etet, la région et les sociétés d'HLM auront dépensé plus

RELIGIONS

. 35<u>2</u>

.....

100

. . .

1. 3.

. .

٠.٠

de 54 millions de francs, soit un coût de 73 000 F par appartement. Les espaces extérieurs n'ont pas été oubliés. Le montant des travaux effectués l'an dernier dépasse 6 milions de francs.

Actions de terrain méconanes

Mais les architectes et les urbanistes de la délégation inerministé-rielle à le ville (DIV) se sont vite aperçus que cette politique de réha-bilitation ne suffisait pas. Le minis-tère de l'éducation nationale y a délimité une zone d'éducation prio-ritaire (ZEP). L'au dernier, les associations locales, qui s'emploient à apporter un soutien scolaire eux jeunes immigrés, à organiser des spectacles pour les adolescents, à imaginer des animations pour meu-bler les soirées et les week-ends, oot recu des subventions d'un mootant dépassant 300 000 F.

Tout cela s'est concrétisé le 2 octobre 1990 par la signature, entre l'Etat et la municipalité, d'une cooventioo dile de développement social des quartiers (DSQ) approuvée seulement quatre mois plus tard par le conseil municipal. Un chef de projet - M™ Laronmets - a été chargé d'en suivre l'application. Elle

prévoit, dans le quartier des Indes, l'onverture d'une crèche, d'un club de prévention, d'un centre de documentation scolaire et d'un casé qui serait eussi un lieu d'animation réservé aux jeunes. Il est situé précisément sur la daile où les commercants ont mis la clé sous la porte.

Enfin, un sous-préfet à le ville, M. Philippe Yvin, I'un des treize missi dominici de M. Michel Delebarre (le Monde du 17 mars), venait d'être envoyé dans les Yvelines. Dès son arrivée, il evait rencontré le maire et le chef de projet DSQ de Sartronville. Parmi la douzaine de quartiers difficiles du département. elui-ci n'était pas le plus brûlant. Mais tous ceux qui se préoccupent de la situation des banlieues savent qu'un accident survenant dans n'importe lequel de ces quartiers chauds peul y faire « sauter le couvercle » et, par contagion, enflammer les alentours. M. Micbel Delebarre luimême le répète depuis qu'il est en charge des quatre cents quartiers défavorisés. «Je sais, dit-il, que des événements comme ceux de Vaulxen-Velin et aujourd'hui de Sartrou-ville peuvent se reproduire lei ou là et nous n'y échapperons pas. C'est pourquoi, tout en soutenant une poli-

tique générale à long terme, je suis presse de la faire démarrer pour qu'au moins les gens, sur le terrain, reprennent espoir, »

De fait, M. Philippe Yvin s'est rendn à Sartrouville des le lendemain de la mort de Diemel Chettou pour y rencontrer des jeunes. Il e pu faire deux constatations. D'abord les adolescents lui ont paru parfaitement conscients des risques de la situation et soncieux de calmer le jen. Mais la plupart ne connaissaient pas les actions déjà amorcées en leur faveur ou bien o'en voyaient pas les

Trop modeste, trop tardive, trop abstraite, telle est la politique de la ville, vue du côté des jennes banlieu-sards souvent sans emploi. C'est ce qu'ils diront au ministre, qui e convié les élus locaux, les fonction-naires de l'Etat, les associations et les représentants des jeunes de Sartrooville à se réunit avec lui à la préfecture des Yvelines dans les tont prochains jours. Dialoguer, persuader, redonner l'espoir, mais aussi faire patienter ceux « qui veulent tout, tout de suite», tel est le défi permanent auquel se trouve désormais confronté M. Delebarre.

MARC AMBROISE-RENDU

Dieu en ville nouvelle

A Evry est posée, le jour de Pâques, la première pierre de la première cathédrale construite depuis un siècle. Elle est à quelques mètres de la mosquée encore inachevée

« Nous devions être en plein cen-tre-ville et,autour de nous, il n'y avait rien. Rien que des lapins qui couraient à travers chomps... ». Quand Mgr Guy Herbulot, évêque d'Evry (Essonne), et le Père Alain Bobière, vicaire général, sont venus s'instal-ler, en 1984, dans leur nouvei évêché de briques aux circonvolutions modernes, on voyait seulement à l'borizon l'agora, le centre com-mercial et la gare, à 800 mêtres. Pour l'évêque, qui quittait sa rési-dence de Saint-Germain-lès-Corbeil une ancienne école désaffectée presque à la campagne, - cela ne fai-sait aucun doute : il fallait vivre au cœur de la ville nouvelle, «sentir les choses », eu milieu des grues et des chantiers.

Aujourd'hui, les grues s'activent sur la future place des Droits-del'Homme, à deux pas de l'évêché. La mairie, la Chambre de commerce et d'industrie de l'Essonne, l'école de musique, viennent juste d'être achevées. Dimanche 31 mars, jour de Pâgoes, la première pierre de la cathédrale de la Résurrectioo aura été posée. Si Dieu et les géoéreux doneteurs prêtent vie eu projet de cette première cathédrale construite depuis un siècle, l'édifice s'élèvera à cet endroit, dens quelques années, intégré au cœur de la cité, ni monumentel ni gothique, mais cylindri-que eouleur de feu (en briques d'Albi), evec à son sommet une surprenante couronne d'érables (t).

La création du centre-ville d'Evry-Ville nouvelle ne passe pas inaper-cue. D'abord, parce que la place des Droits-de-l'Homme est le première place piétonne dans la cité à être visible d'une voic routière; ensuite, parce qu'elle révéle un changement de conception dans l'aménagement urbain de la ville. Un retour eux sources : « Au village, avec sa mairie, son église, son café du commerce... », explique M. Jacques Guyard, député (PS) de l'Essonne et maire d'Evry depuis 1983, ancien président de la Ville nouvelle de 1977 à 1983. « Avec le temps, ajoute-t-il, nous nous sommes rendu compte que les habitants avaient besoin de repères, de symboles : la mairie et l'adminis-

tratif, l'église et le spirituel ». Seloo ses concepteurs, la ville nouvelle, créée en 1966, développée an début des années 70, qui compte aujourd'hui 77 000 habitants et 3 500 nouveaux par an, devait s'organiser autour du ceotre commercial. « C'étoit une erreur, remarque Mer Herbulot. On avait fait de lo ville, lieu de vic, un simple lieu de consommation. Or, la vie ne peut se

réduire à la consommation. Les gens ont besoin d'outres lieux que leur domicile ou leur supermarché.» La preuve? La création, en plein agora, d'une Maison do silence, pour échapper à l'écho du béton...

Des « catacombes » à la cathédrale

Les catholiques eux-mêmes ont changé leur manière de concevoir la vie chrétienne en ville nouvelle. La fin des années 60 evait marqué une ère des « catacombes », des petites communeutés disséminées dans les quartiers, des séances liturgiques et des euebaristies dans les apparte-ments. Alors que les immeubles sortaient de terre, que les mormons, les adventistes, la communauté juive, décidaient de construire des lieux de euste, les projets d'implantation d'églises de l'Etablissement publie d'aménagement de la ville d'Evry (Epevry) restaient obstinément dans lenrs cartons, à la demende du clerge. Délibérément, l'Eglise catho-lique se voulait discrète, souterraine, «enfouie» et se contentait de quelques mètres carrés sociaux d'appar-tement en guise de salle paroissiale.

Les temps ont changé. Le presby-tère du village a été fermé. Les prêtres se sont installés dans la cité nouvelle. Aujourd'hui encore, le res-ponsable du secteur paroissial, un Britannique d'une trentaine d'an-nées, vit dans le quartier des Pyramides, à une passerelle piétonne de l'agora. Des religieuses, les dominil'agora. Des religieuses, les domini-caines du monastère de la Croix, ont même quitté, en 1987, les 4 hectares champètres d'Etiolles, où elles étaient installées depnis la guerre, pour emménager dans les 1 640 m² d'un monastère new look, voisin de l'évêché, au cœur de la ville nou-

Désormeis, le besoin d'un lieu permaoent se feit sentir. Ne serait-ce que pour des raisons de place : le dernier synode diocésain, qui s'est echevé en octobre 1990, s'est teno dans les locaux du Syndicat d'agglomération nouvelle (SAN). Les confirmations ont lieu dans une salle des fêtes, à Bondousse, les ordinations sous un vaste chapiteau. Mais la place o'est pas le seul alibi. L'Eglise est en quête d'une meilleure evisibilité». « Il existe une demande maniseste de signe permonent, remarque Mgr Herbulot. Un lieu de beauté, car on o fail trop de choses laides ou insignisionles. » Une

demande ressentie également à la Défense et dans la ville nouvelle de Saint-Ouentin-en-Yvelioes, où vont être construites, dens le même esprit, des églises.

A Evry, la communauté musulmane, elle aussi, se contente encore, pour le moment, d'une modeste salle de prière au rez-de-chaussée d'un immeuble d'habitation. « C'est l'islam des caves», dit ironiquement M. Khalil Merroun, son responsa-ble, membre du Conseil de réflexion sur l'islam en France (CORIF). Mais elle peut, d'ores et déjà, contempler à loisir la large façade et le minaret beiges, fraîchement crépis, qui joux-tent le lycée Georges-Brassens.

Vaste projet architectural, le Centre culturel islamique d' Evry est bien plus qu'une simple mosquée qui pourra accueillir mille fidèles. Une bibliothèque, une école libre, un centre de formation d'imams, des chambres d'accueil, un apparte-ment pour l'imam, une grande saile polyvalente et une morgue y trouveront leur place : le projet - social, culturel, éducatif - s'adresse à toute la communauté de l'Essonne.

Pab et parrainage

L'émergence de ces lieux de culte en ville nouvelle pose évidemment ls question de leur financement. Si les mormons ont pu se présenter jadis en tandem evec la société Digi-tal Equipment et les adventistes evec Coca-Cola, les catholiques et les musulmans, en revanche, n'ont pas en la même chance en mistière de sponsoring. Sur les 60 millions de francs que devrait coûter la cathé-drale dédiée à saint Corbinien, l'évêché d'Evry estime n'evoir obtenu, pour le moment, que la moitié du finsacement total de l'opération.

Sur le thème « Qui peut encore bâtir une cathédrale? Vous!», deux larges campagnes de communication ont été laocées (dont l'une en décembre dernier) auprès du publie (affiches, messages radio). Des chefs d'entreprise ont été joints personnellement. Un comité de par-rainage e été créé, présidé par M. Alain-Dominique Perrin, patron de Cartier international. De leur côté, les Chantiers du cardinal (2) ont epporté 5 millions de francs. Tout comme le ministère de la culture, qui, en tournant eutour de la sacro-sainte loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat, participe au financement d'un Centre d'art sacré de 1 200 m2 dont les murs mêmes seront communs à l'édifice religieux... Quant au conseil général, il debat actuellement d'un possible complément de l'epport de l'Etat

« sur le décor ». La question est tout autre pour la communauté musulmane, à qui l'on reproche souvent sa mise sous tutelle finencière per les pays maghrébins et islamiques. Décidé bien avant l'édification de la cathédrale, le chantier de la mosquée e pu s'ouvrir en 1983 grâce è un prêt de 1,2 million de dollars consenti par la Banque islamique de développement, sur demande expresse de la Ligue islamique mondiale (dont le siège est à La Mecque). La Ligue est aujourd'hui propriétaire de l'édifice. L'aménagement intérieur, ina-

ebevé, n'e pas permis d'ouvrir la saile de prière pour le ramadan 1991. La manne des premiers bienfaiteurs saoudiens s'est tarie, et les eutorités marocaines, récemmen intèressées, o'ont pas encore donné signe de vie pour boucler l'opération, dont le coût total devrait atteindre 35 millions de francs. M. Morroun, qui se dit a l'un des premiers à se féliciter de la construction de la cathédrale», ne peut toutefois s'empêcher d'exprimer son mécontentement envers le ministère de la culture. « Il n'y n pas que du sacrè dans l'église, proteste-t-il en brandissant son projet de centre culturel. Il y o deux poids deux mesures. D'un côté, l'Eint offre à l'Eglise 5 millions - et c'est tant mieux - parce qu'elle abritera un centre d'ort. De l'autre, l'Etat prélève 5 à 6 millions de francs de TVA sur la construction de lo mosquée, alors qu'elle obtitera aussi un centre culturel. Il faudra qu'on me dise ce que laïcité veut dire!»

JEAN-MICHEL DUMAY

(I) La cathédraie, conque par l'architecte spisse Mario Botta, sera formée d'un dou ble cylindre coupé sur un plan incliné. Ses diamètres intérieur et extérieur seront, res-pectivement, de 29 mètres et 37 mètres. Elle pourra accueillir douze cents per-

(2) Organisme chargé de récupérer des fonds pour la construction des églises en

Les policiers autonomes mettent en cause les sociétés privées de gardiennage

Après les violences de Sartrouville, M. Richard Gerbaudi, secré-taire général de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), a mis en demeure le gou-vernement, vendredi 29 mars, de mettre en place « une véritable politique de lo ville », M. Gerbaudi a par ailleurs gravement mis en cause la société de gardiennage Assistance et Sécurité, employeur du vigile qui a tué le jeune Djemel mardi 26 mars, d'un coup de fusil à pompe. Déjà, vendredi metin 29 mars, Ma Michèle Salvat, procureur au tribunal de Versailles où one information pour homicide volontaire e été ouverte et confiée à M. Yves Madre, ne cachait pas sa détermination à « examiner de très près les conditions de travail de l'officine Assistance et Sécurité».

L'organisation syndicale des policiers a, elle aussi, commencé une enquête. Son secrétaire général a présenté un rapport de police, daté du 9 avril 1990, dans legoel on epprend que, le même jour, un enfant de onze ans, accusé d'un vol à la tire dans l'Euromarché de Rosoy-sous-Bois, avait été menacé par uo vigile d'Assistance et Sécurité. Selon M. Gerbaudi, l'agent de sécurité armé d'un revolver 9 mm aurait dit à l'enfant : « Je vais le tirer une balle dans la tête ».

«L'avion

Interrogé par la police, « le vigile o déclaré qu'il avait été armé sur ordre de lo direction. Le responsoble de cette société o lul aussi été interrogé. L'offoire o été transmise au purquet qui l'o classée sons suite. Le vigile o été muté quelques mois dons un supermorché de Bercy, puis il est revenu à l'Euro-marché de Rosny en 1990 », accuse M. Gerbaudi. La direction d'Assistance et Sécurité se refusait, quant à elle, à répondre, vendredi, aux questions des jonrnelistes. « Aucune outre disposition n'o été prise. Il est scandaleux que cette société n'oit pas fait l'objet d'un plus grand contrôle », s'indigne M. Gerbaudi en demandant an gouvernement de se prononcer au plus vite sur les activités des sociétés de gardiennage.

« Il faut saisir rapidement le Porlement pour débattre des problèmes de lo sécurité intérieure, afin de bien déterminer les compétences et le contrôle des polices privées mais aussi des polices municipales.»

Les policiers de la FASP se déclarent par ailleurs « très décus par l'ottitude des élus et des pouvoirs publics » sur le froot des banlieues, « Dès le 25 octobre, dil M. Gerbaudi, nous les ovions alerles sur les risques qu'encourent les grandes cités. Les discours ne se sont pas troduits par lo mise en place de structures et de moyens qu'impliquait l'urgence de lo situation».

« Après Vaulx-en-Velin, la manifestation des lycéens le 12 novembre, la Réunion, et aujourd'hul Sartrouville, poursuit le responsable de la FASP, les décideurs répondent à un réflexe : ils composent le 17, lls tout régler, tout contrôler, tout solutionner. Nous sommes lo balle de ping-pong des élus et des pouvoirs publics. Mais nous, policlers, avec nos collègues gendormes et pompiers, nous nous demandons s'il reste un pilote dons l'avion incontrôlé que constituent les ban-

lieues. » DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5488 HORIZONTALEMENT

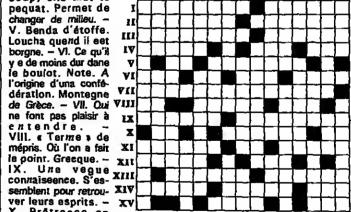
I. Souris qu'on trouvait à Paris. On a de la peine pour les payer. - II. Peut nous secouer quand elle est forte. Tout fait. - Ill. Exercice auquel on peur se livrer sur une nappe. Quand tout le monde est à la fête, - IV. Un fruit charnu. A cheque

coup, elle met le pequat. Permet de

X. Pretregee en sabots. Une grande quantité, Cou-tumes. - XI. Devenir très sombre. Symbole. Pli sur le tapis. - XII. Permet de respirer. Langue étrangère. – XIII. Quand elle éclate, on peut descendre dans la rue. Moment qui précède le départ. - XIV. Qui ne eont done pes eens ressources. Matière pour boucher. Peut blesser quand II est tranchent. - XV. Vraiment sec. D'un auxiliaire

VERTICALEMENT 1. Quend on y songe, on ne

mange pas tout. Abattue quand ca preese. - 2. Un calife. En Auvergne. - 3. Quand on est deesue, c'est qu'il y e eu beeucoup de dépenses. Ún grand front. - 4. Lieu d'arrêt. En France. - 5. Disciple de saint Paul. On peut les avoir dans la nez. - 6. Pronom. Méprisé par la fourmi. - 7. Nettoya les draps, Participe. Se lancer dans les retranchements. - 8. Peut être erdent dens un perc. Qui e done compati. -9. Se met dans la poche quand il est petit. Conjonction. - 10, Des



pieds à mettre dans le plat. Bout de bois. Eau, - 11. Crier comme dans un bois. Une étude qui demande une grande élévation. - 12. Pâques, per exemple. Pour maintenir la motte. – 13. Nom donné à una Angleise. Civil, à la mairie. Criée quand ella ast publiqua. - Terres défrichées. Roulée. Terre. ~ 15. Siège épiscopal. Ont un geste violent.

Solution du problème nº 5487

Horizontalement I. Miroitier. - II. Eros. Anse. III. Godet. - IV. Ane. Orion. - V. Li. Ecot. - VI. ŒIL Léto. - VII. Sape. On. - VIII. Amam. Fun. - IX. Net. Taira. - X. Iris. Ni. - XI. Esseulées.

Verticalement

1. Mégalomenie. - 2. Ironie. Mers. - 3. Roda. Isatis. - 4. Osé. Elan. Se. - 5. Toc. PTT. - 6. Te. Rôle. Ail. - 7. Incite. A I - 8. Es. Tourne. - 9. Réunionnaie.

GUY BROUTY

PHOTOGRAPHIE

Les belles folies Bourdin

Le photographe de mode et peintre Guy Bourdin est décèdé vendredi 29 mars à Paris des suitea d'un cancer. Grand Prix national de la photographie en 1985, il était âgé de cinquantehuit ans,

Que retenir de Bourdin? Dans la désordre, les images aulfureuses, scandaleuses, eux coulaurs qui explosent à la gueule »; les exigances folles d'un photographe imprévisibla; lea presque trente années passéas au megezine Vogue; les campagnes révolutionneires pour lee chaussures Jourdan : l'homme qui e choisi l'ombre. refusant inujours les expueitions, rétrospectives, livres, entretiens et eutres distinctions honorifiques. Le tout donnant, et c'est là l'essentiel, une œuvre incomparable parmi les plus fortes et novatrices da cas cinquanta damières

Né à Paris en 1933, Guy Bourdin découvre la photographie eu début des années 50 en vendant des objectifs à la Sameritaine. Il est impressionné par Man Ray, lu rend sept fois visite, sera reçu à la aaptième et deviendre son emi. Man Ray restera sa seule véritable influence, toujours précente dane see images bourréas d'énigmes. « où le sexy et le vulgeire sont deux éléments au service d'un jeu surréaliste», effirma le photographe Frank Horvat

Guy Bourdin a commencé à travailler pour Vogue en 1955 et prendra sa pleine mesure au début des annéas 60. « Qu'est-ce que Bourdin va oser nous sortir ce mole-ci? a devient la queetion ritualle de chaque amateur d'images de made pendant vingt ens. Il réaliee le première couverture avec un mannequin de couleur an 1966, couvre das petires fillee de cavier, fait placer quatre cants préservatifs usagés sous un lit, plonge des bijoux de plusieurs millions de dollars dans des pots de peinture ou des conserves da petits poie et fait poser Ursule immobile, allongée sur une tabla



Sous le titre « Charades », Guy Bourdin avait publié un portfolio en noir et blanc qui fera date, dans le nº 11 du magazine «Egoïste » en 1989.

de verre, le tempe de trouver les roses dont le rouge sera en harmonie avec le corps de l'actrice.

Les demendes de Bourdin eont si folias que le légende s'empare du personnage. On dit qu'il fait acheter des centainas de kilos de peinture bleue pour modifiar la couleur de la mer; qu'il amène ses mannequins au bois de Boulogne, las laissa en peute tenue, par un froid glacial, le temps qu'elles deviennent violettes, avant de commencer à photographier.

Fou, Bourdin? a Génial », répon-

dent certains, comma Jean-Jacques Neudet, du groupe Filipacchi : « On e traité d'enfants gâtés tous lee grands des années 60 et 70, alors que c'étaient des créateurs exigeants dans une époque où tout était possible : Penn qui engage Doisneau comma assistant: Avedon qui vouleit couper les arbres des Tuileries car ça lui bouchait une perspective; Bourdin qui feit poser des chamaaux devant le Palais-Bourbon en plaine guerre d'Algérie et se fait embarquer par la police qui croyait à une

manifestation en faveur du FLN. > Réputé excellent technicien, un des rares à bien maîtriser la couleur, il se lance dans des cadrages audacieux, il passe un temps fou en préparatifa, mais «shoota» vite. Au cours de ses quinze ans de colleboration avec les chaussures Charles Jourdan, il révolutionna la photo da mode. « Il y a eu un choc dans la presse, avec des réactions du style : Ça ne veut rien dira; pourquoi la chauseure ast-elle si petite?, explique Gerald Tevenas, responsable de Jourdan, dans Znom en 1983. En feit, on ne montre plus le produit, on suggère des idées; c'est touts la force de ces campagnes. » Guy Bourdin est le premier phutographe de mode à «mépriser» le produit pour renforcer l'image de la marque.

La chaussure en'est plue le héros», est à peine visible, parfois ridicule comme sur cette fameuse image perue dene Jours da France : un corps dessiné à la craie eur un trottoir (accident? enlàvement?), pràs d'une voiture, et deux chaussures roses qui trainent dans un coin.

Les années 80 arrivant, lee « folies » Bourdin cessent d'être en phase avec l'époque. La fin da l'aventure avec Vogue at Jourdan le plongent dens un nubli relatif dant il s'accommode, tent il recherche l'enonymat. Il ne bronche pas fece à un collectionneur eméricain qui lui déballe une velise pleine de dollars en échange de quelques-unes de ses photos. Il reste muet quand tal musée veut lui consacrer une rétrospective ou un livre. Il s'ast joué du luxe, mais se contente de son menu favori : une bequette, une buite de sardines et une boite de than. En 1985, dans une situation financièra précaire, il refuse les 70 000 F du Grand Prix de le photo et écrit au ministre de la eultura Jack Lang ; « Merci pour les confiseries, mais j'ai du choles-

MICHEL GUERRIN

DANSE

Hervé Jourdet et ses maîtresses

La Biennale du Val-de-Marne à la mi-temps : quelques déceptions et un bonheur

Les biennales se suivent et ne se ressemblent pas par leurs specta-cles d'onverture. Pour la précé-dente, en 1989, c'était le choc des Noces, d'Angelin Preljocaj, avec leurs mariées de chiffoo violemment mises à mai par leurs époux mêmes. L'actuelle a commencé au Théâtre Romain-Rolland de Villejuif, le 14 mars - par une grosse déception : la création de Lola Montès, de Marcelline Larti-

La première pièce de cette jeune personne, Erzsebet (la comtesse hongroise qui se nourrissait du sang de jounes filles), avait fait dresser l'oreille; apprenant qu'elle s'attaquait à Lole Montes, on se disait qu'elle n'avait pas froid aux yeux et que les mythes féminins pervers étaient peut-être sa spécialité. Hélas, elle ne le traite pas, ce

A part une très brève séquence où Marcelline - belle et singulière danseuse, au demeurant - apparaît dans une immense robe d'infante qu'elle retrousse sur une culotte de illettes noires, on ne voit jamais Lola exhibée comme un monstre à la curiosité mauvaise de voyeurs; eile se fond, en collant rose, dans la troupe de ses camarades de cirque et se livre à de gentils exercices à la corde lisse ou aux galipettes, roues, grands écarts, cuibutes et roulades qui constituent l'essentiel de la chorégraphie. Ratage d'autant plus regrettable que Lartigne disposait de moyens pen courants dans la danse contemporaine : deux orchestres, un petit et un grand, exécutant une musique à la fnis goguenarde et amère de Hugues de Courson.

Erotisme diffus, violence feutrée

A Rungis, Didier Théron et Hervé Jourdet se sont partagé l'affiche du Théstre L'Aroen-Ciel. Le premier, Montpelliéraio formé entre autres chez Duboc. Cumingham, Bagouet, présente une Revue bien tristounette, oce d'une « envie de montrer des femmes et peut-être de l'Influence de Pedro Almodo-YOF A.

Ses cinq danseoses en collants « fantaisie», comme oo dit dans les boutiques de dessous féminins, et bodies bien peu sexy out bezocoop de mai à évoquer les Folies-Bergère ou les Blue Bell Girls; la danse est très pauvre, à l'exception de quelques gestes, par-ci, par-là, qui foot soupconner que Théroo sera peut-être uo choregraphe s'il travaille comme un forcené.

Hervé Jourdet, en revanche, nous fascine avec sa creation, Portraits de maîtresses ou le Rêre d'un curieux. Superbes images, des le lever de rideau : deux « statues » de femmes nues, comme suspeodues dans les airs, vont bouger imperceptiblement sons la caresse de lumières raffinées; à gauche, un couple e'enlace, s'étreiot, s'enroule tendrement; à droite, un autre couple, lui prostré sur une chaise, elle disant par fragments un texte qui paraît très bean quand on le comprend (et pour cause, il s'agit du Lirre de l'Intranquilité, de Fer-nando Pessoa : « J'ai grande envie de mourir, tout ou moins temporat-

La diseuse, dangereusement frustrée d'amour, essaiera en vaio d'éveiller un désir chez le bel indifférent, tandis que les amants de ganche, déseolacés, poursuiveot leur jonte dans une chorégraphie an ralenti, insolite et forte. Erotisme diffus, violence seutrée ; voilà une réussite.

A Orly, au Centre culturel Aragoo-Triolet, Stephanie Aubin 2 crée L'Art de se taire ou l'ADST. Bien entendu, on ne se tait pas dans cette œnvre. Aubin mélange sur scène cinq danseurs et quatre comédiens, lesquels jouent une pièce de théatre de Denise Luccioni - une vague comédie policière. semble-t-il : les dictions laissent à désirer. Ni la danse ni la pièce n'intéressent, rien ne jaillit de leur confrontation, sinco des embarras de circulation. Il faut bien constater cette tritte arithmétique ; A Créteil, à la Maison des arts.

s'est installée avec deux programmes Reichild Hoffmann. l'ane des trois figures de proue de la danse contemporaine allemande avec Pina Bansch et Suzanne Linke. Las! Machandel, inspiré par des contes des frères Grum et antres bons auteurs, et Ich schenk mein Herz, parodie d'opérette viennoise, souffrent du même mal ; une longueur démesurée. L'agressivité, la rage, la violence, l'étrangeté des imeges, se dissolvent dans eet étirement, et l'on sort écrasé d'eonni de spectacles qui, mieux construits, avaient tout pour oous impressionner.

Attendons, après la pause pas-cale, la seconde partie de la Bien-oale avec Michel Kelemenis, Virginio Seni, la Compagnie Casta-fiore et Dominique Bagouet. SYLVIE DE NUSSAC

▶ La seconde partie de la Bien-nale a Seu du 8 au 20 avril. Renseignements au 46-87-78-75.

CINÉMA

Une saison au Harrar

Une ballade contemporaine et onirique sur les traces d'Arthur Rimbaud en Afrique

FARENDS de Sabine Prenczina

Il est retrouvé. Qui? Arthor Rimbaud, Il s'appelle aujourd'bui Anton, écrivain anglais, dépressif et mal embonché, qui s'est laissé entraîner par une activiste fran-çaise de Médeeins sans frontières, dans l'une de ses missions. En Éthiopie évidemment.

Pour son premier film la jeune cinéaste Sabine Prenczina convie à un audacieux voyage, sur les traces contemporaines du poète, à travers le territoire des origines de l'huma-nité, par les dédales de la magie et dn désir. Les ruelles torrides de Harrar menent vers la Rimbo House, superbe bătisse qui atteod les touristes sous la garde hautaine, hostile, de la maléfique et immé-moriale Zeleka.

Anton s'y rendra. Par coriosité un peu, beaucoup par sonvenir d'avoir navigué sur le Bateau ivre. Surtout paree que la vieille le veut : Anton est un farendi, une âme perdue, a décrété Zeleka. Il est peut-être la réincarnation du poète blanc d'il y a cent ans. Elle a peutêtre été aimée et trahie par lui. Yssa la sublime jeune femme, tendre appât sur la route du visiteur, est peut-être la petite-fille d'Arthur. « Petit Poucet reveur », la réalisatrice égrène dans sa course comme autant de rimes ces a peut-être », et à partir de tous ces doutes, tisse une fine et changeante

trame jetée entre réalité et onirisme, entre passé et présent, quo-tidien et magie.

Sabine Prenczina maîtrise mal-

heureosement moins bien les antres récits qu'elle a cru devoir y mêler, avec une amorce de documentaire sur la corruption et le dogmatisme du gouvernement d'Addis-Abeba, embryon d'aventure autour d'un archéologue à la recberebe du trésor de la reine de Saba. Surtout, le choix de son acteur principal entrave l'adhésion au film. Tim Roth (abonné aux rôles de génie incompris : il fint Vao Gogh dans le téléfilm d'Al:man Vincent et Theo) oe fait pas dans la nuance, ses grimaces et ses aphasies rompent le charme eu lieu de le servir. Mais il ressemble physiquement à la célèbre photo de Rimbaud en Afrique. Il a ces « tics noirs », ces « traits [semblant] prouver en lui d'acres hypocrisies » sous lesquels le poète de sept ans se décrivait. Plus encore à la fin de sa vie, il a bien pu être ce vilain casse-pieds.

Après un début long à se mettre en place et à trouver ses lignes de force, queique chose comme une grâce est passée. Et la beanté des deux actrices, Marie Matheron la Française et Hodan D. Stad l'Ethiopienne a brille clair sur l'écran. Avant qu'au bout de son vertige Anton à son tour ne s'évanouisse dans « la mer allée avec le

JEAN-MICHEL FRODON

L'or noir de Chambord

Suite de la première page

all ne s'agit pas de créer un événement supplémentoire foce ou chitenu, indique M. Géroodeau. Mais de présenter lo civilisation de In Renaissance ou grand public à proximité du domaine. » Une étude de prédéfinition est donc demandée à la société CAFÉ (elle fut responsable de la programmation du Centre Pompidou et du Musée d'Orsay). Celle-ci s'associe avec le groupe Argos (gestion, communication) et deux architectes, MM. Jean-Paul Viguier et Jean-François Jodry.

Accueillir, informer, orienter sont les trois axes de l'opération. Le centre devrait s'installer sur un terrain de 33 hectares acquis par un syndicat intercommunal, à 2 kilomètres du château. Outre deux hôtels, des restaurants, des boutiques et un parking, il est prévu d'ouvrir un espace destiné à sensibiliser les touristes à la

Des thèmes sont choisis (découvertes, inventions, vie quntidienne, architecture, imaginaire, pouvoir), une scénographie est ébauchée, une architecture éleborée. Un comité scientifique présidé par M. Jean Guilleume, directeur du Centre d'études supérieures de la Renaissance de l'université de Tours. débat longuement - et conflictuellement - du projet. Il est finale-Celui-ci l'examine, refuse le parti

architectural et retient quelques éléments conceptuels. Dans son rapport du 25 février dernier, M. Roger Goemeere indique que le programme «artistique» est trop riche, ses priorités contestables et ses références trop fraoçaises. Il indique que la présentation historique pourrait se faire à partir d'un cinéma Omnimax.

La tour de Babel revue par Breughel

Les aspects pittoresques de la vie quntidienne pouvant faire l'objet de la « reconstitution » d'un quartier d'une ville de la Renaissance, il suggére de consulter d'autres « experts », en particulier M. Jean Saint-Bris, propriétaire et animateur du Clos-Lucé, une gentilhom-mière où Léonard de Vinci passa ses derniers moments.

Mais, surtout, il développe lonment le versant architectural de l'entreprise, a condition essentielle du succès du centre ». Il réclame aun événement assez extraordinaire pour forcer l'attention des médias et du public, un ouvrage qu'il faut nvoir vu à l'instar de la tour Eiffel, de la statue de la Liberté de New-York ou à un moin-

EN BREF

□ Mort du violouiste Alfredo Cam-poli. – Le violoniste Alfredo Campoli est mort le 27 mars à l'âge de quatrevingt-quatre ans, à Princes-Risborough, près de Londres. Fils d'un professeur de musique de l'Académie Santa Cecilia de Rome, Alfredo Campoli obtenait, à l'âge de treize ans, une médaille d'nr au Festival de musique de Londres. Dans les années 30, il avait abandonné la musique classique pour créer un orchestre de variétés. Quelques années plus tard, il avait repris ses tournées dans le monde entier et enregistré des disques qui n'ont pas ancore fait l'objet de report sur disques compacts. Il avait complétement abandonné la musique en 1955.

D Affaire Depardieu, suite. - Le magazine américain Time affirme, dane une lettre reçue vendredi 29 mars par M. Barry Haldeman. avocat de Gérard Depardieu, que les propos du comédien sur les vinis qu'il aurait commis dans sa jeunesse n'ont été « ni mal compris ni mpl traduits ». Gérard Depardieu maintient-il son intention de poursuivre le magazine en justice? «Time nous luisse très peu de choix », a déclaré l'avocat, qui avait indiqué précédemment que la demaade de rétractation adressée au magazine ne constituait que « la première étape » des actions envisagées. - (AFP.)

dre degré du Centre Beaubourg, de lo Pyromide du Louvre ou des ouvroges les plus originaux du Futuroscope de Poitiers ». Et de décrire longuement, dessin à l'appui, une construction pyrami-

dale, haute d'une trentaine de métres, harmonieux mélange du musée Guggeobeim de New-York, du château Saint-Ange de Roi du Taj-Mabal et de la tour de Babel revue par Breughel. Bien évidemment ce document

est diffusé. Le comité scientifique se transforme immédiatement en Association pour la défense de Chambord (t), qui dénonce « l'im-position nu public d'une vision faussée, appauvrie, laide et vulgaire de lo Renaissance françoise et europeenne .. La polémique s'installe. C'est

dans ce climat que le conseil général du Loir-et-Cher examine les propositions de son président. « La étude, indique ce dernier, aussi intéressante fut-elle, nous a semblé par trop approximative. C'est pourquoi nous avons décide en juin dernier d'inscrire 1,5 million de francs pour la conduite d'une véritable étude de foisabilité. Cette étude, il nous faut aujourd'hui la lancer. »

Loin d'on « Chambordland »

Il reprend l'idée d'un centre dont le concept serait lié à celui de la civilisation européenne de la architectural de MM. Viguier et Jodry et ne fait qu'nne allusion à ses propres propositions dans ce domeine - une hypothèse parmi d'autres. Et de conclure : « Loin d'un Chambordand, d'un parc d'at-troction ou d'une sête foraine sur les terrasses du château, un musée vivant et ottractif est à creer. » Le conseil général suit M. Roger Goe-maere. Par 25 voix cuntre 2 et 2 ebstentions, il a décidé de lancer l'étude de faisabilité.

Il s'agit de préciser ce que sera ce « musée de la Renaissance » dont les « sections » sont néanmoins évoquées (arts plastiques, architecture, découvertes, littéra-ture, société). La construction fera l'objet d'un concours. La SCET pourra assister le maître d'ouvrage (le département). La décision de réalisation sera prise in fine par le conseil général. Rappeloos que l'étude (1,5 million de francs) est subventionnée à parts égales par la région, le département et la Caisse des monuments historiques.

M. Patrick O'Byrne, de la société CAFÉ, est sur la réserve. Il affirme qu'il ne peut exister qo'un seul coocepteur et un seul responsable de la scénographie. Jack Lang. ministre de la culture, qui est aussi maire de Blois, a une double position de principe. Il est, ici comme ailleurs, le garant de la sauvegarde du patrimoine. Mais il ne laut oon plus décourager une collectivité territoriale qui se préoccupe de mieux accueillir les visiteurs. « Je suis fovorable à un tourisme à visage humoin respectueux des lieux et des sites, préciso-t-il. Dans le cas de Chambord, je n'al été, pour l'instant, saisi d'aucun projet. Je ne peux donc porter un jugement sur cette affaire. Mois je voudrois souligner que le rôle de l'Etat n'est pas de se tronsformer en aménageur touristique. Ce n'est pas non plus celui de lo Caisse.»

L'affaire de Chambord, qui ne fait que commencer, va peut-être accélérer la restructuration de la Caisse nationale des monuments historiques, qui gère une part importante du patrimoine national. Il est fortement question de nommer à la tête de cet établissement le directeur du patrimoine (à l'image du directeur des Musées de France, qui est aussi le patron de la Réunion des musées nationaux). Ainsi M. Christian Gérondeau quitterait l'hôtel de Sally et M. Christian Dupavillan pourrait occuper ces deux fauteuils. Celui de la Caisse et celui de la direction du patrimoine. Mais ce débat pose aussi des questions de fond. Comment faire face à la déferlante touristique qui menace, au sens strict du terme, l'existence de certains monuments fameux le Pont du Gard ou le Mont-Saint-Michel, Vézelay ou la cathédrale de Char-

Doit-on créer de toutes pièces des complexes d'accueil complets à proximité immédiate des sites visités? Faut-il les disperser dans un environnement pré-existant? Veut-on privilégier les visites individuelles ou le tourisme de masse? Peut-oo sacrifier le charme de la promenade buissonnière à la pressinn des tours-opérateurs? Les orientations qui seront prises à Chambord seront un début de

EMMANUEL DE ROUX

(1) to. Pierre-Leroux. rue

CINÉMAS

LA CINÉMATHIQUE PALAIS OF CHARLOT

SAMEDI Un regard par le cinéme de Ted un regard sur le constité de Taglachi ima: 163 Tambours de la milit (1958; v.o. 8.1 anglaie). de Taglach brass. 15 b ; Suières festival de court mêtrage de Brast. 17 h ; Siaème festival de court métrage de Brast. 15 h ; Siaème festival de desart métales.

DIBLANCHE .(In regard sur le cintene de Yadeshi Insi: les Nontagnes tieues (1848, 46 S.I. anglass: lère pertie), de Tadeshimet. 15 h; les Montagnes alleues 17948, v.n. 1; anglass 2-partie), de Tadahsi Imas, 17 h; le Tour du tra 17953, v.o. s.t. angless), de Tadashi Insi, 19 h; Osobres en pless jour 17956, v.c. s.t.f.j, de Tadashi Imas, 17956, v.c. s.t.f.j, de Tadashi Imas,

> PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24) SAMEON

Le Festival agrifique de Rocen - Chei-latte Lowenskold (1930), de Gustel Molander. 18 h : le Légende de Gosse Berling (1923-1924), de Meurat Schar.

Le Festivel nordique de Rouen : 4-Petite fille et les échos 17964, « 6. S.Ef.), de A. Zebranes, 18 in Personne. ne voulet meurs (1965, v.n. s.t.f.), de Kytautas Zaleksvicjus, 20 ft. CENTRE

GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE 142-78-37-296 SAMEDI

Les Cinémes d'Asia centrale soviet que: Toro (1986, v.o. s.f.), de Targe Temenov: Baie embra (1975, v.o. s.t.f.), de Kemers Kemalouis, 14 9 70. a.t.1, de harmers d'un rensseau dens le neige qui fond 1982, v.o. a.t.? . de Daviet Knoudenazarov, 17 h 30 : se Jours de l'échpse (1988, v.o. s.t.? d'Aleksandr Sokourov, 20 h 30 DIMANCHE

Lus Cinémus d'Asia cantella sorcia. que : Roussem et Soukhrab ;1972. w.e. s.t.f.l. de Bension Kimiagarav. 14 h 30 ; Sans peur (1971, v.p. s.43, d'All Khamrasv. 17 h 30 ; Tandrasse (1967, v o s 1.f.), d'Eler Ichmoutherne

VIDEOTHÈQUE DE PARIS

2, grande gelerie, rue Beiri Eurosehe. Forum des Helles HO-26-34-30)

Gamins de Parje . Révoltes . Bards amonce : Lasse béton (1963) de Sergi Le Péron, le Bête noire (1983) de Patrick Chaput, 14 h 30 Ecole, C Desse et ses entente maeurs (1986) de Gérard Potou, Des enfants dessinate teurs parente (1967), de Mere Clare. Pstria, le Théâtra à l'école (1968) de Gérard Poizou, la Déesse de ces (1983) de Jacques-Desiel Vernon, les Enfents du musée (1986) d'Agnés Versis: les Printifs du XIIIe (1980) de Pière Gas-baud, 16 h 30 ; Révoltes : Actualité Gaumont, Essais (1984), int Capes verts (1986) de E. Luntz, 18 4 30 Aventures: Banda annunca - Jaks 3 M tifices (1987) de Virgaie Thérenet, se Enfants corribles (1949) de Jest Ford Maiville, 20 h 30.

DIMANCHE Gamins de Paris Ecole Erissis des courants d'elr (1959) de E. Luris. Nous les gosses (1941) de Louis Dequin, 14 h 30 ; Aventures : Spot Proposo (1982), Peris à haureue de gosse (1975) de Jean Schmidt des Quetre Centa Coupe (1868) de François Trutfaut, 16 h 30 ; Aventurés Avent le déloge (1953) d'André Cayette 18 h 30 ; Bévoltee . Lipady, Bélé (1963) de Pascal Kans. 20 h 30

LES EXCLUSIVITÉS LES AFFRANCHIS (") IA. VOL.

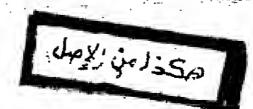
Cnothes, 6- (48-33-10-82) : Les Trais Belonc, 8- (45-51-10-80). ALICE (A., v.o.) ; Ciné Bar ALCE (A. v.o.); Ciré Beaucourg, 2-(42-71-52-36); LiGC Desson, 6-142-25-t0-30); UGC Rothinde, 6-(45-74-94-94); La Pagode, 2-(47-05-12-16); UGC Champs-Elysées, 3-(45-62-20-40); UGC Opéra, 9-(45-74-98-40); 14 Juillet Bantille, 71-(43-57-90-83); Escoriel, 13-(47-07-28-04); 14-Juillet

PARIS EN VISITES

et. Opéra Gernier ». 41 transes es 13 h 30, riel d'artirée (M. Polyan) « L'Hôtel-Disc et la médicare aussi fois s, 10 h 30, autrée Hôtel-Disse, coté parvis de Notre-Deme. «Sept des plus veilles meleum Pens», 14 h 40, métro Hittel-de-V 2, rue des Arctibes Para serven e Le Lours du donjon à le Pyte mide et les apparements revents 11 heures et 14 h 30, 7 place de Palet-Royst, devent le Lours de Antiqueires (Connessance de Patit). Antiqueires (Conneienance de Paris), a Une heure eu Pêra-Lincheires II houses, 14 h 30 at 15 h 15, paris principale, boulevard de Médimons (V. de Langlede).

tanc (V. de Langlade)

« Le Concieroprie : de pelles illes
rots capétiers à la prison résolutions
rots capétiers à la prison résolutions
rots sous la Turceur. Les dervières
jours de Marie-Ansonette a, 14 h 30,
f. gas de l'Hortoge (Atts et catteré
à L'Us Seuri-Louis, de l'hôtes de
Lausun à l'hôtel Chimistr en passers
par des jerdine repetiteiens. Pé la 18,
méen Porsi-Marie (C. Media)



CINÉMAS

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24) SAMED

Un regard sur le cinéma de Tedashi Imai : les Tambours de la nuit (1858, v.o. s.t. anglais), de Tadashi Imai, 15 h; Sodème fessivel du court métrage de Brest, 17 h; Shdème lestival du court métrage de Brest, 18 h; Shdème festival du court métrage de Brest, 18 h; Shdème festival du court métrage de Brest, 18 h; Shdème festival du court métrage de Brest, 18 h; Shdème

DIMANCHE Un regard sur le cinéma de Tadashi Imai : les Montagnes bieues (1949, v.o. Imai : les Montagnes bieues (1949, v.o. e.t. anglais - l'are pertie), de Tadahsi imel, 15 h ; les Montagnes bieues (1949, v.o. e.t. anglais -2-partie), de Tadahsi imai, 17 h ; la Tour du lys (1853, v.o. e.t. anglais -2-partie), de Tadashi imai, 19 h ; Dmbree en pieln jour (1858, v.o. e.t.l.), de Tadashi imai, 21 h 30.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

SAMEDI La Festival nordique de Rouen : Char lotte Lowenskold (1930), de Gustaf Molander, 18 h ; la Légende de Gosta Berling (1823-1924), de Mauritz Stiller,

ECHECKS.

* ::

-1 (EC) (5)

11.12

477

.. x .

14 <u>1</u>

. 3 25

- 1.2

1.325

~ · · · ====

7.722

=-=:

.. : ===

- . 761

. --:::

.

الشامون

9255

A CONTRACTOR

. . 122

· ==

....

DIMANCHE Le Festivel nordique de Rouen ; la Petita fille et les échos (1984, v.o. e.t.f.), de A. Zebriunas, 18 h ; Personne ne vouleit mourir (1965, v.o. e.t.f.), de Kyteunes Zalakavicjus, 20 h.

CENTRE

GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29) SAMEDI Les Cinémas d'Asia centrale soviáti-

ue: Toro (1985, v.o. s.f.), de Talgat Temenov: Baie emère (1975, v.o. s.t.f.), de Kamara Kamalova, 14 h 30; les Murmuree d'un ruisseau dans le neige qui fond (1982, v.o. e.t.f.), de Davier Khoudonezerov, 17 h 30; les Joure de l'éclipse (1988, v.o. s.t.f.), d'Aleksandr Sokourov, 20 h 30.

OMANCHE Les Cinémas d'Asle centrale equiétique : Roustam et Soukhrab (1872, v.o. e.t.f.), de Sension Kimiegerov, 14 h 30 ; Sens peur (1971, v.o. s.t.f.). d'Ali Khemraev, 17 h 30 ; Tendresse (1967, v.o. e.t.f.), d'Elier lehmoukhame-

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

(40-28-34-30) Garnins de Paris : Révotes : Bande emonos : Laisse béton (1983) de Serge

Le Péron, la Bête noire (1963) de Petrick Chaput, 14 h 30 ; Ecole : C. Daste et ses enfants auteurs (1986) de Gérard Poitou, Des enfants dessinent leurs parents (1997) de Marie-Claire Patrie, le Thélitre à l'école (1968) de Gérard Poitou, la Déasse du ciel (1983) de Jacques-Daniel Vernon, les Enfants du musée (1886) d'Agnès Varda, les Primitifs du Xiñe (1960) de Pierre Guilbaud, 18 h 30 ; Révoltes : Actualités Gaument, Essais (1984), les Cosurs verts (1998) de E. Luntz. 16 h 30 ; Aventures : Bende ennonce : Jeux d'artifices (1987) de Virginie Thévenet, les Enfants terribles (1948) de Jean-Pierre Melville, 20 h 30.

DIMANCHE Gamins de Paris : Ecole : Enfants des courants d'air (1859) de E. Luntz, nes courams d'air (1859) de E. Lunz, Noue lee goeses (1941) de Louis Daquin, 14 h 30 ; Aventures : Spot Propsac (1982), Paris à heuteur de gosse (1979) de Jean Schmidt, les Quetre Cents Coups (1959) de François Truffaut, 18 h 30 ; Aventures : Avant le déluge (1953) d'André Cayatte, 18 h 30 ; Révoltes : Liberty Belle (1983) de Pascal Kané, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (**) (A., v.o.) : Cinoches, 6• (46-33-10-82) ; Les Trols Belzec, 8• (45-61-10-60).

AUCE (A., v.o.): Cind Beaubourg, 3' (42-71-52-36); UGC Demon, 8' (42-25-10-30); UGC Rotonde, 8' (45-74-94-94); La Pagode, 7' (47-05-12-15); UGC Champe Elysées. B. (45-62-20-40): UGC Opére, 6-(45-74-95-40); 14 Juillet Bestille, 11-(43-57-90-81);

Beaugrenelle, 15- (45-76-79-79) ; v.f. : Pathé Montpernasse, 14- (43-20-

AUJOURD'HUI PEUT-ÉTRE... (Fr.) Forum Drient Express, 1 (42-33-42-26); Pathé Impérial, 2 |47-42-72-52); Pathé Marignan-Concorde, 8 |43-59-92-82); Sept Parassiens, 14-

LES AVENTURIERS DU TIMBRE

(45-22-47-94). BOUGE PAS, MEURS, RESSUS-

LE BRASIER (Fr.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82(; Studio 26, 18- (46-06-

v.o.) : Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12) ; 14 Juillet Octon, 8- (43-25-59-83) : Gaumont Champs-Elysées, 8-(43-59-04-67) ; La Bastile, 11- (43-07-48-60) ; Gaumont Pernase, 14 (43-35-30-40) ; v.f. : Paramount Opéra, 9-

LE CHATEÂU DE MA MÈRE (Fr.)

Gaumont Opére, 2 (47-42-80-33); Studio des Ursulines, 5 (43-28-18-09); Gaumont Ambessade, 8 (43-99-19-08); Gaumont Alésis, 14 (43-27-84-50).

m-André-des-Arts I, 8- (43-26-48-161.

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Forum Harizon, 1- (45-08-57-57); UGC Dd6on, 8- (42-29-10-30); UGC Triomphy, 8- (49-74-93-50); Para-Triomphe, 8: (49-74-93-50); Farmount Opéra, 9: (47-42-68-31); UGC Lyon Bastille, 12: (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13: (45-61-84-95); Mistral, 14: (45-39-52-43); Sept Parmessiens, 14: (43-20-32-20); Pathé Wapler II, 18: (46-22-47-94); La Gambetta, 20-48-28-10-96)

DANCIN' THRU THE DARK (Brit v.o.) : Reflet Logoe II, 5- (43-94-42-34) : Elyaées Lincoln, 8- (43-59-

DANSE AVEC LES LOUPS (A. v.o.) : Forum Horizon, 1- (45-08-97-97) ; Geumont Opéra, 2- (47-42-97-97); Geumont Opére, 2: (47-42-60-33); Bretsgne, 6: (42-22-57-97); UGC Ddéon, 6: (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, 8: (43-99-18-08); UGC Normendie, 8: (45-83-16-18); Geumont Alésie, 14: (43-27-84-50); v.f.: Rex, 2: (42-38-83-93); Fex (9-60-60); Rex, 12: (43-31-96-88); Geumont Convention, 15: (48-28-42-27); Pathé Wapler, 18: (45-22-48-01); Le Gambatt, 20: (48-38-10-96).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Geumont Les Halles, 1• (40-26-12-12) ; Geumont Opére, 2• (47-42-60-33) ; Pathé Houte-feuille, 5• (48-33-79-38) ; Geumont

ETRANGE SEDUCTION (IL., V.O.) Forum Drient Exprese. 1: (42-33-42-29); Publicia Champs-Elyséss, 8: (47-20-76-23); Gaumont Pamasse, 14-(43-35-30-40).

LES ARNAQUEURS (A., v.o.) : Les Montparnos, 14- (43-27-52-37). ATTACHE-MOI I (Esp., v.o.) : Lucer-naire, 8- (45-44-57-34).

PERDU (Can.) : Letina, 4. 142-7B-47-85) ; Le Serry Zèbre, 11- (43-57-

BONS BAISERS D'HOLLYWOOD (A., v.o.) : Pethé Impériel, 2º (47-42-72-52) : Ciné Beaubourg, 3º (42-71-52-36) : Pathé Hautefeuille, 6º (48-33-79-38) ; Pethé Marignan-Concorde, 8-(43-59-92-82) ; Mistral, 14- (45-39-(43-59-92-82); Mistral, 14- (45-39-52-43); Sept Pernessiens, 14- (43-20-32-20); 14 Julier Besugrenelle, 15-(45-76-79-79); v.f.: Saint-Lazara-Pas-quier, 8- (43-87-35-43); Pethé Fran-cias, 9- (47-70-33-88); Les Nation, 12-(43-43-04-67); Ferverte Bis, 13- (43-31-60-74); Pathé Montparnasse, 14-(43-20-12-06); Pathé Wapler II, 16-(45-27-47-94)

CITE (Sov., v.o.) : Utopia Champolion. 5- (43-26-64-65).

LE BUCHER DES VANITÉS (A.

(47-42-59-31); Les Monsparrios. 14-(43-27-52-37); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé CEchy. 18-

LE CERCLE DES POÈTES OISPA RUS (A., v.o.) : Cinoches, 8- (46-33-10-82) ; George V, 8- (45-62-41-46).

COMING UP ROSES (Brit., v.o.)

COUPS POUR COUPS (1 (A., v.o.) George V, 8- (45-62-41-45); v.f.: Flex, 2- (42-38-83-93); UGC Montpartises, 6- (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9- (47-42-58-31); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-96); Pathé Cichy, 18- (45-22-49-96); Pathé Cichy, 18- (45-24-49-96); Pathé Cichy, 18- (45-24-49-96); Pathé Cichy, 18- (45-49-96); Pathé Cichy,

Ambassade, 8- (43-59-19-08) ; La Bas-tille, 11- (43-07-48-60) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Genmont Pamasso, 14-(43-35-30-40).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) as, 8- (48-33-10-82). EATING (A., v.o.): 14 Juillet Odéon. 6- (43-25-59-83).

L'EVEIL (A., v.o.): Forum Drient Express, 1• (42-33-42-26); 14 Juillet Ddeon, 9• (43-29-59-B3); UGC Rotonds, 8• (45-74-94-94); UGC Nor-mendie, 8• (45-63-16-18); v.f.: Para-

Escurial, 13 (47-07-28-04) ; 14 Juillet

PARIS EN VISITES **LUNDI 1" AVRIL**

a L'Opéra Garnier», 11 heuree et 13 h 30, hall d'entrée (M. Pohyer). a L'Hôtel-Dieu et la médecine autre-fois a, 10 h 30, emrée Hôtel-Dieu, côté parvis de Notre-Dame.

e Sept des plus vieilles maisons de Paris », 14 h 40, métro Hôtel-de-Ville. 2, rue des Archives (Parle eutrefois). 2, rue des Archives (Parie eutreros).

s Le Louvre, du donjon à le Pyramide et les appartemente royaux s.
11 heures et 14 h 30, 2, place du
Palais-Royal, devent le Louvre des
Antiquaires (Connaissance de Paris). s Une heure eu Père-Lacheises, 11 heures, 14 h 30 et 16 h 15, porte principale, boulevard de Ménimon-tant (V. de Langiade).

tant (v. de Langrade).

a La Conciergerie : du palais des rois capétiers à la prison révolutionnaire. La vie quotidienne des prisonniere sous la Terreur. Les derniers jours de Marie-Antoinette », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (Aris et Caerera).

«L'île Saint-Louis, de l'hôtel de Lauzun à l'hôte) Chenizot en passant par des jardins mystérieux », 14 h 30, métro Pont-Marie (C. Merie).

.

Ruelles et jardins du vieux 8elie-ville s, 14 h 30, sortie métro Télé-graphe (Résurrection du passé). s Saint-Euetacha et eon quartier

19 heuree, mêtro Louvre (Lutèce «L'Académie française et le Col-lège des Ouavre-Nations. Coupois, chapelle et tombeau de Mazarin. Aca-démiciens célàbres». 15 heuree, 23, quai de Conti (I. Hauller).

s L'Tie Seint-Louie pae è pees, 11 heures, 14 h 30 et 16 h 30, métro Pont-Merie (Conneissence d'ici et

d'ailleurs). al a patit monde surprenant du jardin de Georges Brassens à l'emplace-ment des anciens abenoirs de Vaugi-rard s. 15 h 30, engle rue des Morillons-rue Brancion (Monuments

« Autour de « Not there-here s : Barnett Newman ici», 18 heures, Musée national d'art moderne (Centre Georges-Pompidou).

mount Opéra, 9- (47-42-58-31) ; Pathé Mompamassa, 14- (43-20-12-06). FENETRE SUR PACIFIDUS (A. v.o.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) : Studio 28, 16 (46-06-36-07). LA FRACTURE DU MYOCARDE

(Fr.): Clos 8 seubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Pamasse, 8 (43-26-58-00); Les Trois Luxembourg, 6 (48-33-97-77); George V, 8 (45-62-41-46); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Gaumorn Convention, 15 (48-28-42-27). GENIAL, MES PARENTS DIVOR-CENT (Ft.) : George V, B. (45-82-

GHOST (A., v.f.) : UGC Montpar-LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) : Studio des Uranines, 5. (43-28-19-09) : Garmont Convention, 15. (48-28-42-27).

28-42-27).
GREEN CARD (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); UGC Denton, 8- (42-26-10-30); Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08); UGC Biarritz, 8- (45-81-94-95); Gaumont Aifsia, 14- (43-27-84-50); 14 Juliet Beaugrandle, 15- (45-75-79-78); Bianvarde Montparnasse, 15- (45-44-25-02); UGC Maillot, 17- (40-88-00-16); v.1.: UGC Momparnasse, 8- (45-74-94-94); Paramount Opérs, 9- (47-42-56-31); UGC Convention, 15- (45-74-93-40); Pathé Cilcity, 18- (45-24-8-01) Clichy, 18- (45-22-48-01).

94-95); Geumont Alésia, 14- (43-27-64-50); Miramar, 14- (43-20-89-52); 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79); Geumont Convention, 15- (48-

MILLER'S CROSSING (") (A., v.o.) Forum Horizon, 1: (45-0B-57-57) Pathé Hautefeuile, 6: (46-33-79-38) Elysées Lincoln, 8: (43-5B-3B-14) Sept Parnessiens, 14: (43-20-32-20).

MISTER JOHNSON IA., V.O.)

43-59-92-821. MO' BETTER BLUES (A., V.O.)

Studio des Ursaines, 5 (43-26-19-09). LE MYSTÈRE VON BULOW (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).

NIKITA (Fr.) : Geumont Les Halles, 1-(40-26-12-12) : Geumont Opéra, 2-(47-42-60-33) : Epée de Bois, 5- (43-

LES FILMS NOUVEAUX

END OF THE NIGHT. Film américain de Keith McNelly, v.a. ; George V, 8- (45-82-41-48).

FARENDJ. Film franco-italo-britennique de Sabine Pranczina, v.o. : Ciné Besubourg, 3- (42-7 1-52-36) ; Les Trois Luxembourg, 6. (46-33-97-77) : Les Trois Salzac, 6. (45-61-

LE PARRAIN, 3- PARTIE, Film américain de Francis Ford Coppola, v.o.: Forum Horizon, 1- (45-08-57-57): Gaumont Les Helles, 1- (40-28-12-12); Pathá Hautefeuille, 8: (48-33-79-38); UGC Odéon, 6: (42-25-10-30); Pethé Marignan-Concorde, 8: (43-69-92-82); Publicis Champs-Elyséas, 8. (47-20-76-23); UGC Biarritz, 8. (45-82-70-23]; USL BIRTHIZ, 5° (40-02-20-40); Max Linder Pannerma, 6° (48-24-88-88); La Bastille, 11° (43-07-48-60); Escuriel, 13° (47-07-28-04); 14 Juliet Beaugrenelle, 15° (45-75-79-79); Bienventle Momper-nass, 15° (45-44-25-02); Knopenorama, 15- (43-08-50-50) : UGC

HALFAOUINE (Fr.-Tur., v.o.): Epée de Bois, 5- (43-37-57-47); L'Entrepôt, 14- (45-43-41-63). HAVANA (A., v.o.) : 14 Juillet Oddon, 5- (43-25-59-83) ; UGC Bierritz,

HENRY & JUNE (7) (Fr., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82). HENRY V (Birt., v.o.): Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26); Panthéon, 5- (43-54-15-04); Elysées Lincoln, 8-(43-99-36-14); Sept Permassiens, 14-

(43-20-32-20). HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (**) (A., v.o.) : Les Trois Luxen-bourg, 6- (46-33-97-77). L'HISTOIRE SANS FIN II (A., v.f.) :

Rex, 2- (42-38-83-93); UGC Lyon Bes-tile, 12- (43-43-01-59); Grand Pavols, 15- (45-54-46-85). HOT SPOT (7) (A., v.o.) : Epés de 80is, 5- (43-37-57-47).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÉTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6 (48-33-J'AI ENGAGE UN TUEUR (Fin. v.o.) : Las Trois Luxembourg, 6- (46-33-B7-77) ; Républic Cinémas, 11- (48-

05-51-33) : Studio 28, 18- (48-06-36-07). LE JOUR DES ROIS (Fr.) : Forum Drient Express, 1 (42-33-42-26); Seint-André-des-Arts 1, 6 (43-28-Seint-Andre-Ges-Arts 1, 5° (43-28-48-18); George V, 8° (45-62-41-46); Seint-Lazere-Feaquier, 8° (43-87-35-43); 14 Juliar Bastille, 13° (43-57-90-81); Sept Pamassians, 14° (43-20-22-20)

KORCZAK (Pol.-All.-Fr., v.o.) : moones, 5- (48-33-10-82). LABYRINTHE DES PASSIDNS

LABYRINTHE DES PASSIDNS (Esp., v.o.): Gaumont Les Helles, 1- (40-26-12-12); Gaumont Dpére, 2- (47-42-60-33); Publicis Seint-Germain, 6- (42-22-72-80); Gaumont Ambasade, 8- (43-59-19-08); 14- Juliet Basade, 8- (43-59-90-81); Gaumont Parnesss, 14- (43-35-30-40); Gaumont Parnesss, 14- (43-27-84-50).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.): Cinoches, 6- (48-33-10-82); v.o.) : Cinoches, 6 (48-33-10-B2) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

Grard Pavois, 15: (45-54-48-55).

LA MAISON RUSSIE (A., v.o.):
Forum Horizon, 1: (45-08-97-57); 14

Juillet Odéon, 5: (43-25-58-93);
George V, 6: (45-62-41-45); UGC Biarritz, 8: (45-62-20-40); Sept Parnassians, 14: (43-20-32-20); 14 Juillet
Beaugrenelle, 15: (45-75-79-79); v.l.:
Rex, 2: (42-36-83-93); Saint-LazaraParamier, 8: (43-87-35-43); Pathá Rex. 2* (42-36-83-83); Sehtt-Lazare-Pasquist; 8* (43-87-35-43); Pethé Français, 9* (47-70-33-88); Les Neston, 12* (43-43-04-87); UGC Lyon Esstillo, 12* (43-43-01-59); Pauvette Bis, 13* (43-31-60-74); Mistral, 14* (45-39-52-43); Pethé Montparnasse, 14* (45-20-12-06); UGC Convention, 15* (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18* (45-22-48-01).

46-01).

MAMAN, J'AJ RATÉ L'AVION (A., v.l.): George V, B- 145-62-41-4Bl;
Seint-tembert, 15- (45-32-91-6B);
MERCJ LA VIE (Fr.): Gaumont Lee
Halles, 1- (40-26-12-12); Rex. 2- (42-38-83-93); UGC Danton, 5- (42-25-10-30); UGC Morrpameses, 6- (45-74-94-94); La Pagode, 7- (47-05-12-15);
Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-58-92-62); UGC Biarritz, 8- (45-52-20-40); Paramount Opéra, 9- (47-42-58-31); Las Nation, 12- (43-43-04-57); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58); UGC Gobelins, 13- (45-61-

28-42-27); UGC Mailot, 17- (40-68-00-15); Pathé Wepler D, 18- (45-22-47-84); Le Gamberta, 20- (46-35-

MISERY (*) (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8- (45-74-93-50) ; v.f. : Rex, 2- (42-38-93-93) ; UGC Montparasse, 8- (45-74-94-94).

Forum Orient Express, 1- (42-33-42-29); Images d'ailleurs, 5- (45-87-18-09); Pathé Marignan-Concorde, 8-

Images d'ailleurs, 5- (45-87-18-09). MR AND MRS BRIDGE (A., v.o.)

NEUF SEMAINES ET DERIE (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71) : Grand Pevois, 15 (45-54-48-85).

Meillot, 17- (40-68-00-1B); v.f.: Rex. 2- (42-38-83-83) : UGC Montpernasse, 6- (49-74-94-84); Para-

mount Opéra, 9- (47-42-58-31) ; Les Netion, 12- (43-43-04-97) ; UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) : Gaumont Alásia, 14º (43-27-84-50) : Pathé Montparnasse, 14-(43-20-12-06); UGC Convention, 15- (45-74-93-40); Pathé Wepler,

20- (48-36-10-96). LA TRIBU, Film français d'Yvas Boleset: Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); UGC Normandie, 9- (45-63-16-1B): UGC Opére, 9- (45-74-95-40) : UGC Lyon Bestile, 12- (43-43-01-59) : UGC Gobelins, 13- (45-81-94-95) : Miramer, 14- (43-20-89-52); Misural, 14-(45-39-52-43); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Wepler II, 18- (45-22-47-94) ; La Gembetta, 20- (46-36-10-961.

16- (45-22-46-01) : Le Gemberta,

37-57-47) : Gaumont Ambassade, I (43-59-18-08); Les Montparnos, 14-(43-27-52-37).

LES NUITS AVEC MON ENNEMI (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-67) : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) : UGC Ddéon, B (42-25-10-30) : UGC Rotonde, 6 (49-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 6-(43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8- 145-62-20-40); UGC Meillot, 17- (40-68-00-1B); v.f.: Rex, 2- (42-36-83-93); UGC Opera, 9- (45-74-95-40); UGC Opera, 9- (45-74-95-40); UGC Opera, 9- (43-43-01-69); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95); Mistral, 14- (45-39-52-43); Pathé Montparnesse, 14 | 43-20-12-0B); UGC Convention, 15 (45-74-83-40); Pethé Clichy, 18 (45-22-48-01); La Gam-

petra, 20- (46-36-10-96). ON PEUT TOWOURS REVER (Fr.) : George V, Br (45-52-41-46); Psihé Français, 9- (47-70-33-88); Fauvette, 13- (43-31-56-86).

L'DPÉRATION CORNED-BEEF (Fr.) : Gaumont Dpérs, 2º (47-42-60-33) : Gaumont Ambessade, 8º (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miremar, 14 (43-20-

89-52). LE PETIT CRIMINEL (Fr.) : Epés de Bois, 5- (43-37-57-47); George V, 8-(45-82-41-45); Gaumont Pernasse, 14-(43-35-30-40).

LA PETITE SIRÈNE (A. v.L.) : Répu blic Cinémas, 11 (48-05-51-33); Den-lert, 14 (43-21-41-01); Grand Pavols, 15- (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15-45-32-91-68) POUSSIÈRES DANB LE VENT

(Chin., v.o.) : Utopia Champolion, 5-(43-26-84-65). PRETTY WOMAN (A., v.o.) : UGC Osnton, B. (42-25-10-30(; UGC Triomphe, 8: (45-74-B3-90); UGC Opéra, 9. (45-74-95-40) ; Saint-Lambert, 15- (45-32-91-6B) ; v.l. ; Bre-

6- 142-22-57-971 REZ-DE-CHAUSSÉE (Sov., v.o.) : Lucamaire, & (45-44-57-34). RDSENCRANTZ & GUILDENS-TERN SUNT MORTS (A., v.o.) : Forum Drient Express, 1* (42-33-

42-261. RUE DU BAC (Fr.) : Les Trois Baltec. 8- (45-61-10-60). SAILOR ET LULA (1) (Brit., v.o.) : Studio Galande, J. (43-54-72-71) : Lucemaire, 6 (45-44-57-34).

SOUVENIRS DE LA MAIBON JAUNE (Por., v.o.) : Latine, 4- [42-78-47-88] : Spirrt-André-das-Arts II, 6-|43-26-80-25|. STAYING TDGETHER (A., v.o.) Epée de Bois, 5- (43-37-57-47).

TELS PERES TELLE FILLE (A v.o.) ; UGC Normandia, 6- (45-63-16-16) ; v.l. : UGC Montparnasse, 6-(45-74-94-94) ; Pathé Français, 9- (47-70-33-BB) ; Fauvette, 13- (43-31-56-88) : Pathé Clichy, 18- (45-22-

45-01). THELONIOUS MONK (A., v.o.) mages d'ailleurs, 5- (45-87-18-09). TILAI (burkinabé, v.o.) ; Imagas d'aileurs, 5- (45-87-18-09). TOMBÉS DU CIEL (Esp.-péruvien

v.o.) : Latina, 4- (42-78-47-86) ; 14

Juillet Parnasse, 6- (43-26-58-00).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.):
Cine Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Le
Berry Zebre, 11- (43-57-51-55).
LE TRIOMPHE DE BABAR Fr.-Cen.): Club Gaumont (Publicis Matu-gnon), 6: (43-59-31-97); George V. 8: (45-82-41-46); Fauvette, 13: (43-31-56-86); Les Montparnos, 14: (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15: [45-32-

UN COMPAGNON DE LONGUE DATE (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36): Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09).

UN FLIC A LA MATERNELLE (A., v.o.): George V, 8- |45-82-41-46|; v.f.: Rex, 2- (42-36-83-93); Fauvette, 13- (43-31-56-86).

13° (43-31-56-66).

UN THÉ AU SAHARA (Brit., v.o.) :
Lucerneire, 6° (45-44-57-34).

URANUS (Fr.) : George V, 6° (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9° (47-70-33-88) ; Les Montparnos, 14° (43-27-

52-37]. LES SÉANCES SPÉCIALES

ACCATTONE (h., v.o.) : Accesone, 5- (48-33-86-86) 13 h 30. ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.): Républic Cinémas, 11-(48-05-51-33) 21 h 40 ; Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68) 21 h. LES AVENTURES DE ROSIN DES

BOIS (A.) : Escurial, 13. (47-07-28-04) 10 h. 10 h.
BIRDY (A., v.o.): Studio Galande, 5(43-54-72-71) 14 h.
BLANCHE-NEIGE ET LE CHATEAU
HANTÉ (A., v.f.): Le Berry Zabre, 11(43-57-51-55) 15 h.
BLUE VELVET (*) IA., v.o.): CinéPlanète magique, 3- (42-78-00-18)
17 h.

CAMILLE CLAUDEL (Fr.) : Ciné-Planets magique, 3- (42-78-00-18)

CHARLOTTE FOR EVER (*) (Fr.): Cind Bassibourg, 3: (42-71-52-36) | 1 h. LE CHATEAU DU DRAGON (A... v.o.) : Mac-Mahon, 17- (43-29-79-89) 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h, LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLE-RAS PAS (Pol., v.o.) : Reflet Logos II, S- (43-54-42-34) . LE DÉCALOGUE S, TU NE MENTI-

RAS PAS (Pol., v.o.) ; Reflet Logos II, 5- (43-54-42-34) 12 h 05. LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRI-CAIN (Can.); Cine Beaubourg, 3- (42-71-52-36) 11 h 30.

L'ECHELLE DE JACOS (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15. (45-54-45-85) 20 h 30. LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranciagh, 16 (42-88-84-44) 19 h. ENTRE CIEL ET TERRE (Eg.) : La

G60de, 19- (40-05-80-00) 10 h, 21 h. EXCALIBUR (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-88) 21 h 15. L'EXPÉRIENCE INTERDITE (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85)

FANTASIA (A.) : Denfert, 14- (43-21-41-01) 17 h ; Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68) 19 h. FASTER PUSSY CAT, KILL (KILL) (") (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3* (42-71-52-36) O h 45. FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS (Esp., v.o.) : Grand Pavois, 15- (4S-54-46-85) 18 h 40.

LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin., v.o.) : Denfert, 14- (43-21-41-01) 12 h. FLESH (**) (A., v.o.) : Ciné Besu-bourg, 3* (42-71-52-36) 11 h 20. LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-88) 17 h. HAIRSPRAY (A., v.o.) : La Bastille, 11- (43-07-48-60) 0 h.

L'HISTOIRE SANS FIN (All., v.f.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 18 h 45. L'INCINERATEUR DE CADAVRES

que, v.o.) : Accetone, 5- (46-33-86-86) 20 h 50.

LE KID (A.): 14 Juillet Parnasse, Be (43-26-58-00) 13 h 50. KILL ME AGAIN (*) (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) 11 h 20. LUNG TA (Fr.): Epée de Bois, 5- (43-

37-57-47) 14 h. MARY POPPINS (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11- (48-05-51-33) 17 h 10.

Crimes, 11. (48-05-51-33) 17 in IU.

MEMPHIB BELLE (A., v.o.): Grand
Pavols, 15. (45-54-46-85) 20 h 15.

METAL HURLANT (A., v.o.): Grand
Pavols, 15. (45-64-46-85) 0 h 30.

MDNTY PYTHDN, LA VIE DE
BRIAN (Brit., v.o.): Cind Beaubourg, 3142-71-52-36) 0 h.

MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Brit., v.o.): Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) 0 h 30. MYSTERY TRAIN (A., v.o.): Républic Cinémes, 11- (48-05-51-33) 12 h.
NÉS DES ÉTDILES (Jep.): La Géode, 19- (40-05-80-00)

LA NUIT DU CHASSEUR (A., v.a.) : dio dee Ursulines, 5- (43-26-19-09) L'DURS (Fr.-All.) : Grand Pavois, 15-(45-54-45-85) 17 h. DUTREMER (Fr.) : Studio des Ursu-

DUTREMER (FT.): Studio des Drau-lines, 5- (43-26-19-09) 18 h. PÉCHÉ MORTEL (A., v.o.): Action Christine, 6- (43-29-11-30) 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h. PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A. v.o.): Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) 12 h, 18 h 05. O h 30. LA PLANÈTE SAUVAGE (Fr.-Tch.):

Grend Psvoie, 15- (45-54-48-B5) 11 h 45. LA PREMIÈRE FOLIE DES MONTY PYTHON (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3. (42-71-52-36) 0 h 15. PRINCESS BRIDE (A., v.f.) : Grand Pavols, 15- (45-54-46-85) 17 h 15.

PURPLE RAIN (A., v.o.) : La Bastille, 11- (43-07-48-80) O h. LES QUATRE CENTS COUPS (Fr.) Les Trois Luxembourg, & (48-33-67-77) 12 h. QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF

? (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5-(43-26-19-09) 22 h. LE RENDEZ-VOUS DES QUAIS (Fr.) : L'Entrepôt, 14. (45-43-41-63) LA RICOTTA (It., v.o.) : Accatone, 5-

(46-33-86-89) 1B h 30. LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Lucer-naire, & (45-44-57-34) 14 h, 19 h 45, 17 h 30. SALO, OU LES 120 JOURNÉES DE SODOME (*) (it., v.o.) : Ciné Beau-bourg, 3- 142-71-52-38) O h 10.

SIDEWALK STORIES (A.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) O h 15. THE LAST OF ENGLAND (Brit. v.o.) : Accatone, 5. (46-33-88-86) 22 h 40. THE ROCKY HORROR PICTURE SHDW (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5-(43-54-72-71) 22 h 30.

TOM, JERRY, DROOPY ET TEX AVERY (A., v.o.): Le Berry Zèbre, 11-(43-57-51-55) 18 h 15. LES TORTUES NINJA (A., v.J.) nt-Lambert, 15. (45-32-91-B8)

13 h 30. 37-2 LE MATIN (*) (Fr.) : Ciné-Pla-nète magique, 3- (42-76-00-18) 19 h ; Studio Galande, 5- (43-54-72-71) 18 h. UCCELLACCI E UCCELLINI (h. v.o.) : Accatone, 9- (46-33-86-88)

UN APRÈS-MIDI DE CHIEN (A. v.o.) : Action Rive Gauche, 5- (43-2B-44-40) 11 h 50. UN MONDE SANS PITTE (Fr.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8- (43-59-31-97) 19 h 45, 22 h.

UNE AUTRE FEMME (A., v.o.) : Reflet Logoe I, 5. (43-54-42-34) 12 h 10. 20.000 LIEUES SOUS LES MERS

(A., v.1.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 19 h 45. ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : Den-ferz, 14- (43-21-41-01) 19 h 10.

JU DOU (Chin., v.o.) : Utopis Cham-pollion, 5- (43-26-84-65) 1B h 10. **THÉATRES**

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de pramière et de relâche sont indiqués entre parenthèses.) LA FILLE DE RIMBAUD, Théatra Artistic Athévalns (lun.) 20 h 30 ; jeu. à 1B h ; sam., dim. à 1B h. (26). LES AVENTURES DE TARTARIN

DE TARASCON, Tourtour (48-87-82-48) (dim., lun.) 1B h 27). CINZANO. Ataisnte (46-06-11-90) (dim., lun.) 20 h 30 (27). CDMMENT SÉDUIRE UNE FEMME. La Vieille Grille (47-07-22-11) (dim., lun.) 20 h 30 (27). LA PASSION SELON G. H. Seint-Denis. Théâtre Gérard-Philips (42-43-17-17) (dim. soir, tun.) 20 h 30 ; dim. 17 h. (27).

20 h 30 : dim. 17 h (27). SUMMER. Théâtre national de le Colline (43-6B-43-60); (dm. soir. km.) 21 h ; dim. 18 h (27). VOLTAIRE-ROUSSEAU. Ls 8ruyère (48-74-76-98) (dim. solr, km.) 21 h; dim. 15 h (28). LES BACCHANTES. Saint-Denis. Théâtre Gérard-Philipe (42-43-17-17). (dim. soir, km.) 20 h 30 ; dim. 17 h (28). LES CHANTS DE L'AUBE. Cergy-

Pontoise (30-38-11-99); 21 h (2). THÉATRE. Théatre de la Main d'or Belle de Mai (4B-09-67-69) (dim. soir, jeu.) 20 h 30; dim. 17 h LE VENT DU GOUFFRE, Renaissance (42-08-18-50) 20 h 30 (2). FESTIVAL DES REMARQUA-BLES. Café de la Gare (42-78-52-51) 22 h (2).

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-82). on n'en meurt pas : 21 h 45.
AMANDIERE DE PARIS (43-8B-42-17). Temps de chien : 20 h 30. ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). En conduisant miss Daley : 17 h 30 et 21 h, dim. 16 h 30, ARCANE (43-38-19-70). Setia rie jaune : 20 h 30, dim. (dernière) 17 h. ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-

LE PRINCE DU PAVÉ. Batsau-

Théâtre (face au 3, quai Malequels) (40-51-84-53) dim. soir, lun.)

ATALANTE (48-08-11-90). Sextuor banquet: 20 h 30, dim. (demière) 17 h. Cinzano: 20 h 30. ATELIER (46-06-49-24). Le Maître de go : 21 h, dim. 15 h 30. ATHÈNÈE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle C. Sérard. Les Appa-rences sont trompeuses : 20 h 30, mar. 18 h 30. Salle Louis Jouvet. Phèdre :

20 h 30.

36-02). La Fille de Rimbaud : 1B h es

BATEAU-THÉATRE (FACE AU 3. BATEAU-THEATRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53). Exercicas de style: 16 h, dim. 16 h. Le Prince du pavé: 20 h 30, dim. 17 h. Lo To Folo ou les Félés d'arrour: 22 h. BEAUNORD-CENTRE WALLONIE-BRUXELLES (42-71-26-16). En sour-dine... les sardines!: 20 h 30. BERRY (43-57-51-55). Brouitions de vie : 20 h 30, dernière) 17 h.
BOUFFES PARISIENS (42-98-60-24). La Fecture : 17 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h 30.
CAFÉ DE LA GARE (42-78-92-51).

Ca eoir, c'est gratuh : 20 h 30. Les Femmes des gans : 22 h. CARTOUCHERIE EPÉE DE SOIS (46-08-38-74). La Merchand de Venise : 20 h 30, dim. 18 h. CARTOUCHERIE THEATRE DE LA TEMPÈTE (43-28-36-36). Salle

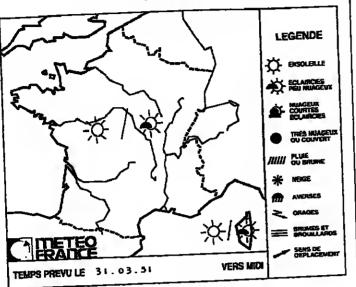
Andromague : 20 h 30, dim. 18 h.

AGENDA

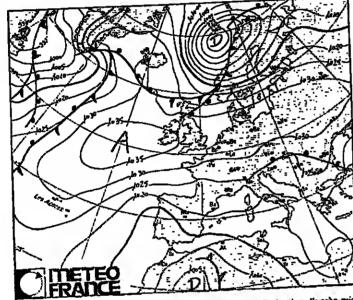
MÉTÉOROLOGIE

12.1

Prévisions pour le dimanche 31 mars 1991 Peu nuageux et ensoleillé



SITUATION LE 30 MARS 1991 A 0 HEURE TU



En début de semaine prochaine, le temps bien ensoleillé se poursuivra. Mais des mardi le ciel se couvrira sur les Mais des mardi le del se courte sur le côtes de la Manche puls sur le Nord et le Nord-Ouest. Ces nuages annonceront une nouvelle offensive du mauvais temps qui gagnera mercredi toute la

Lundi 1= avril : toujours ensoleillé. Cette fin de week-end sera encore placée sous le signe du soleil. Ce sol

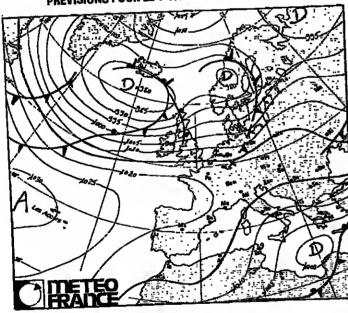
sera belle et agréable. Les passages nuageux seront un peu plus nombreux près des côtes de la Manche et de la Médirerranée mais sans

Les températures marinales seront encore assez fraîches avec roujours des gelées, de - 2 à 3 degrés sur la moitié nord, de 2 à 6 degrés sur la moitié sud. L'après-midi, les températures bien qu'encore inférieures aux températures térieur du pays où des brumes et des brouillards se seront formés dane la qu'encore mieneures aux temperatures de saison seront plutôt agréables, de brouillards se seront formés dane la 12 à 17 degrés du nord au sud.

- - - - Anmar cheerve

conséquence majeure.

PRÉVISIONS POUR LE 1*Avril 1991 A 12 HEURES TU



FRANCE AJACCIO 15 6 D BIARRITZ 13 6 D BORDEAUX 15 3 D BORDEAUX 15 3 D BORDES 11 0 D CAEN 11 1 D CAEN 11 1 D CHERBOURG 16 3 D CHERBOURG 10 3 D ATRÈNES 13 12 N CHERBOURG 10 3 D ATRÈNES 13 12 N BANGKOK 36 26 N BANGKOK 36 22 D NAINCOM 10 - 1 D BEBLIRAD 7 1 C BRILLE 11 - 1 D BEBLIRAD 7 1 C BRILLE 11 - 1 D BRILLE 11 - 2 D BRIL	TEMPÉRATURES maxtma - minime et temps observe Valeurs extrêmes relevées entre le 30-03-91 le 29-03-1991 à 18 heures TU et le 30-03-1991 à 8 heures TU						
A B C D N O P T *	BARBITE 15 3 D BOURGES 11 6 D BREST 11 3 D CAEN 11 1 D CHERBOURG 16 3 D CLERHOURG 16 3 D CLERHOURG 10 - 1 D LID 10 - 1 D LILLE 11 - 1 D LILLE 11 - 1 D LINGGES 11 0 D LYON 11 - 1 D MARSEILE MR 13 4 D NANCY 9 3 3 D NANCY 9 3 3 D NANCY 15 0 5 D NANCY 16 0 5 D NANCY 16 0 5 D PARIS-MONTS 11 5 D PARIS-MONTS 11 3 D PREPIGNAM 14 3 D PREPIGNAM 14 3 D ST-ETTERNIE 13 3 D ST-ETTERNIE 10 - 3 D	ÉTHAI ALGER AMSTERDAM ATHÈNES BANGKOK BELGRADE LESANGULES COPENHAGUE DALAR DJERRA CENÈVE ESTANBUL BUSALEM HONGKONG LE CAIRE LESBONNE	. 10 0	D - CDNNDPGDNBCDPDCDND	MADRID MARRAKECI MELIO MILAN MIOTTREAL MONTREAL MOSCOU NAIBOBI NEW-YORK OSSLO PALMA-DEM PERIN STOCKHOL SYNNEY TOKYO TENIS VARSOVE VENISE VENISE	18	9 NC 113 D D D D D D D D D D D D D D D D D D
COUTEST Order Down	A B C	D	N.	_		T tempête	

TU = tempe universel, c'est-à-dire pour le France : neure moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hives. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

TÉLÉVISION

Samedi 30 mars

1	
	TF 1
	Sport : Football. Championnat d'Eurape (match de qualification France-Albanie, en direct Parc des princes.
21.30	Tirage du Loto.
21.45	Sport : Football (suite).
22.40	Magazine : Ushuaia.
1 22 40	Magazine :

Formule sport 0.35 Journal et Météo. 20.45 Téléfilm : 20.45 Téléfilm : Le vol du siècle. 22.15 Magazine : Bouillon de culture. 23.50 Journal et Météo. 0.10 Série : Médecins de nuit. 2.00 Magnétosport : Athlétisme.

FR 3 De 20.00 è 0.05 La Sept -0.05 Série rose : L'épreuve d'emour. 0.35 Megazine : L'heura du golf.

CANAL PLUS

Vidéo gag.

17.55 Magazine : Téléfoot.

Les professionnels.

Les eventures de Rebbi Jacob.

Beethoven-Landowski.

Ciné dimanche.

La rivière.

0.45 Journal et Météo.

1.10 Musique : Soirée

13.20 Dimanche Martin

(et à 16.00). 15.00 Séne : Mac Gyver. 16.45 Série : Euroflics.

du monde. du monde. 18.30 Magazine : Stade 2. 19.30 Série : Maguy. 20.00 Journal et Météo.

20.45 Série : SOS Disparus.

L'équipa Cousteau à la redécouverte

17.40 Documentaire :

A2

16.30 Disney Parade.

18.55 Loto sportif.

20.00 Journal, Météo

et Tepis vert. 20.50 Cinéma :

22.30 Magazine:

22.35 Cinéma :

19.05 Série :

20.30 Téléfilm :

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > signalé dans « le Monde radio-télévision » ; p Film è éviter ; symboles : > mande dans » le Monde radio-télévision » ; p Film è éviter ; symboles : > signalé dans » le Monde radio-télévision » ; p Film è éviter ; son de la complet de la compl

L'amour maudit de Leisenbohg. 22.00 Les Nuls... l'émission. 22.50 Flash d'informations. 23.00 Cînéma : Shocker. 0.45 Cinéma : La fille des collines.

2.20 Cinéme : Démoniaque présence. LA 5 20.50 Téléfilm : Acte d'amour.

22.25 Série : Kojak. 0.00 Journal de minuit. 0.10 Magazine : Intégral. M6

20.35 Téléfilm : Choisir sa mort. 22.15 Soirée epéciale : Les Piars 91. 23.50 Six minutes d'informa 23.55 Musique : Rapline. 2.00 Rediffusions.

LA SEPT 21.00 Magazine : Cinéma de poche. 22.30 Soir 3. 22.50 Documentaire :

A fleur de terre.

Dimanche 31 mars

TF 1	22.05 Megazine : L'équipe du dima
13.20 Série : Hooker. 14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.	0.50 Cinéma : La chempignon des Carpatés.
15.10 Série : Agence	LA 5
16.05 Divertissement :	13 20 Divertissement :

13.20 Divertissement : André Lamy. 14.25 Série : Riptide. 15.25 Tiercé à Auteuil. 15.50 Dessin animé : Denis le malice (et à 16.55). 16.00 Série : Lou Grant.

17.05 Série : Soko, brigade des stups. 18.05 Série : La Loi de Los Angeles. 19.00 Série : L'Enfer du devoir. 20.00 Journal. 20.40 Journal des courses.

20.50 Cinéma Perole d'homme. 22.45 Cinema: Rue des praines. **«**

0.15 Journal de minuit.

M6 13.25 Série : Madame est servie. 13.55 Série : La Famille Ramdam.

14.20 Téléfilm : La Clown et l'Assassin. 16.00 Série : L'ami des bêtes. 16.45 Série : Roseanne. 17.10 Série : L'Aventurier. 17.40 Série : L'Homma de fer.

22.20 Magazine : L'Œil en coulisses. 18.30 Série : Les Routes du paradis. 23.20 Journal et Météo. 23.40 Courts métrages : 19.25 Megazine : Culture pub. 19.54 Six minutes d'informa-Histoires courtes.
0.10 Série : La Saint (rediff.). 20.00 Série :

L'oiseau eu.plumage de cristal.

0.25 Six minutes d'informe-

LA SEPT

13.30 Histoire parallèle. 14.25 Danse : L'Oiseau de feu. 15.20 Téléfilm : Moi, Antoine de Tounens.

roi de Patagonie. 17.00 Opéra : Echo et Narcisse

18.40 Concert : James Galway.

22.00 Court métrage : Le Vago.

Film français de Jean-Pierre Mocky (1988). 23.50 Court métrage : Chicago

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER

«ZAPPINGE»

Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNICK COJEAN et la collaboration du « Monde ».

19.00 Réflexions faites. 20.00 lci bat la vie.

20.30 Cinéme : Omar Gatlato.

22.30 Cinéma : Divine enfant.

Digest.

tions. 0.30 Magazine : Sport 6. 2.00 Rediffusions.

Medame est servie. FR₃ 20.30 Magazine : Sport 6. 13.30 Magazine : Musicales. 20.35 Téléfilm : Commando sur Singapour. 14.30 Magazine : Sports 3 Images. 22.45 Capital. 17.30 Magazine : Montagne. 18.30 Amuse 3. 19.00 Le 19-20 de l'informa-22.50 Cinéma :

tion. De 19.12 à 19.30, Mag-Cité. 20.05 Série : Benny Hill. Divertissement : La classe sonne les cloches.

22.00 > Magazine : Le divan.
22.20 Journal et Météo.

22.45 Cinéma : La tigre du Bengale. 0.20 Magazine :
Belles et bielles.
0.50 Musique :
Carnet de notes.

CANAL PLUS 14.00 Téléfilm : La mur du silence. 15.30 Magazine : 24 heures.

16.20 Magazine : Dontact. 16.40 Dessin animé : Les Simpson. 17.05 Les Nuls... l'émission. 18.00 Cinéma : Pacific palisades. □

19.30 Flash d'Informations. 19.35 Ca cartoon. 20.30 Dis Jérôme...? 20.35 Magazine:

L'Equipe du dimanche. Cinéma : 20.40 Une outre femme. 21.55 Flash d'informations.

Décès

CARNET DU Monde

On nous prie d'annoncer le décès

The second secon

Mª Yvonne AMBRUNN. Suite à sa volonté, l'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité, le ven-dredi 29 mars 1991.

On rappelle le souvenir de sa sœur, Lucie AMBRUNN,

décédée le 27 avril 1976, aux perso qui l'ont connue et estimée

Cet avis tient lieu de faire-part. 103, avenue de Villiers, 75017 Paris.

Michel Saudrais, Ses amis, ont le chagrin d'annoncer la mort de

Jean-Paul BAGGIONI, survenue à Paris, le 29 mars 1991.

Cet avis tient lieu de faire-part. 75, rue des Morillons, 75015 Paris.

(Né en 1943, aneien président d'AIDES île-de-France, Jean-Paul Bag-gioni a été chargé de mission an cabi-net de Bernard Kouchner, jusqu'en août 1988.)

Mes Pierre Bally. Ses enfants et petits-enfants, on! la douleur de faire part du décès de

M. Pierre BALLY, ancien HEC,

survenu dans sa quatre-vingt-sixième année, à son domicile, le 27 mars 1991. Une messe sera célèbrée le mardi 2 avril, à 14 heures, en la chapelle Saint-Martin-la-Forêt, 4, chemin du

Figuier, à Angers. L'inhumation suivra au cimetière de l'Est, à Angers (Maine-et-Loire).

Cet avis tient lieu de faire-part.

70, rue de l'Amiral-Monchez, 75014 Paris.

- Elisabeth Chammier, Etienne Chaumier, prêtre de Saint-Sulpice, Jean et Jacqueline Chaumier, Louis et Anne-Marie Chaumier, François et Marie Chaumier, Anno-Marie et Jacques Ménérier, Ses petits-enfants Et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Madeleine, Valentine, Marie

nee Billioque,

survenu le 29 mars 1991, à l'hôpital Saint-Calais, dans sa quatre-vingt-quin-zième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 2 avril, à 14 h 30, en l'église de

Bessé-sur-Braye.

Cet avis tient lieu de faire-part.

42, rue Jean-Jaurès, 72310 Bessè-sur-Braye. Me Ime Chottcan

Ses enfants, Axel et Karen, M. Georges Chotteail, Et leurs familles, ont la douleur de faire part du décès de

Michel CHOTTEAU, survenu le 28 mars 1991, à l'âge de

Les obsèques auront lieu le mercredi 3 avril, à 11 h 3D, au cimelière de

CARNET DU MONDE

40-65-29-94 ou 40-65-29-96 Tarif : le ligne H.T.

Communicat, diverses 95 F Thèses étudients 5D F es étudients ...

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la basa de

deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoirea et facturées. Minknum 1D lignes.

Loctholary Les docteurs Drystan et Paule Leth et leurs enfants.

- Les docteurs Pierre et Olwen

et leurs enfants, M= Annwen Loth
et ses enfants,

on la tristesse de faire part de décès du

Doctour Suzanne W. LOTH, ancienne interne des Höpitaux de Paris. licenciée ès sciences,

survena dans sa qualre-vingt-quator-zième année, le 19 mars 1991.

La cérémonie religieuse et l'inhuma-tion ant en lien à Guéméné-sur-Scorff (Morbihan), dans la plus stricte inti-

« Je suis le Chemin, la Versiè et la (Jean, XIV, 6.)

7, rue Marie-Bonsparte, 9221D Saint-Cloud. 3, rue Molitor, 75016 Paris. 20, rue Caudy. 75015 Paris.

 M. et M. Alain Monnier.
 M. et M. Jean-Christophe Renon,
 ont la douleur de faire part du cècès de M= Jean Renos.

colonel (er.) Jean RENON, de la Légion d'hermeur.

survenu le 28 mars 1991, à Toulon.

Cet avis tient lieu de faire-part. - Maiz Wentland-Rozenbele, 52 fille, Alexandre et Caroline,

ses petits-cafants.

Et Eddy Forte,
ont la grande tristerse d'annoncer à
tous ceux qu'il avait su faire rue de
rèver la mort, survenue le 28 mars
1991, de

Joseph WENTLAND. Il sera inhumé dans l'incimité à Luc-

Cet avis tient lieu de faire-part.

Chemin de Sorusis, 10, CH-1009 Pully (Suisse). Remerciements

- Lucie Soboul,
Denis Pavier
Et Maxime,
Ainsi que letr familie,
très loucle's par loutes les marques
d'affection et d'amitie reçues à l'occa-

sion du décès de Irène SOBOUL,

liennent à experimer sei l'expression de leur profonde reconnaissance, et à remercier tous ceux qui se sent associés à leur peinc.

Anniversaires

- Paris, Athènes, Strasbeurg. l= avril 1990-1= avril 1991.

In memorium,

Yves BEQUIGNON.

- En souvenir de notre char fils,

Joshua Lew MEYERS.

qui nous a quittés, il y a trois ans, pour

continuer son voyage. Heureux qui comme Ulsise... .

- A l'occasion du ciaquième tani-versaire du triste décès du docteur Leon PEREL (31 mars 1986).

sa famille prie tous ses proches, ses amis et lous ceux qui l'ont connu d'avair une pensée profonde pour

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal official do jeudi 28 mars: UN DÉCRET

- Nº 91-318 do 26 mars 1991 portant création d'un trailement automatisé nécessaire à la tenue du fichier général des électeurs inscrits sur les listes électorales du territoire de la Nouvelle-Calédo-

LE BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1990

200 pages - 47 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Les sou

Avant d'être c est écrit par les 2.

ORSE organisation territoriale de la République, cooperation sore-communale, réforme de la dote-tion globale de fonctionnement (DGF), sufidante entre les communes, nouveau statul des fonctionnaires les act. des collectivites incates [Line. L.]
deux cent trente soutiers du Juni local et de la décentralisation y travaillent Lean les passes dans un immemble bourgeoix de la passe d

Au sein du ministère de l'interseat de l'pour la plupan des Français, est d'abusé de ministère des préfets et de la politor. Bio DGCL peut apparaître comme une anomalité, voire un anachronisme, ve serviciones judicieox qu'elle fusionne avec la décontrate. I l'amenagement du terratoire (DATAR) quand on sait le rôle grandrissant que misest les collectiones locales dans le descapation ent économique et l'equipement du mises et depuis que la décontralitation propurate à pas de géant, nombreus sunt trea que Et, depuis que la décentralitation proposité à pas de géant, nombreus sont tres que s'étonnent de cont encore, à Paris, aux sont nistration ministérielle que, réquérant 1980-1981 n'avait qu'une philos, pair en tête : la tutelle uniforme de l'Etat planté que le désordre à parfum autonomisse de licration. Perpignan.

THE ROLLABOR BY de Guizat

La DGCL est la pius ant enne des grandes directions du ministère de l'acteurer. Elle est créée en 1802 par la consentant de l'acteurer départementale et communatée La public, les préfets, seront organises plus taris par la préfets, seront organises plus taris par l'appellaion. Elle traite non seniement directions des proprenent directions les hôpitaux. les enfants aucheurs les hôpitaux. les enfants aucheurs du l'acteur non locales. C'est elle, notamment, du partir la loi fondamentale du l'acteur de l'acteur qui définit les fondements de l'acteurs de l'acteurs qui définit les fondements de l'acteurs de l'acteu qui définit les fondements de l'organisment des communes tool en maintenant le prin cipe d'une julcile vigilante de l'Esta

La DGCL a toujours cie rattacher, as ministre de l'intérieur, soit directiones comme aujourd'hui, soit par le frais d'at secrétaire d'Etat ou d'un ministre destait 1978-1980. Eves Galland ontre 1986 et 198

Les « mira

M. Roger Fauroux annonce Du coup, la pope SAINT-GIRONS ...

de notre envoyée spéciale

ALGRÉ la pluie, le Miss. et la boue, plusieurs familles se sont renduce sur la zone industrielle de Saint-Girons, samedi 23 mars.

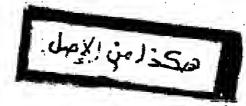
de Saint-Girons, samedi 23 maria, de Saint-Girons, samedi 23 maria, de pour voir le mioristre-marre, M. Roger Famoux (pronomer «Famoux en poser la première pierfo d'une usine de charpentes métalliques. Elles ont eu la bonne surprisé d'apprendre la création de quaire-vingi-dix emplois qui s'ajouteront aux quaire-vingi-dix déjà annonche en septembre dernier.

Surprise? Our et non. Ces emplois en septembre de rie non. Ces emplois en septembre dernier.

Surprise? Our et non. Ces emplois en ses attendais depais longtemps. Si ron avait placé un ministre à la têle de la commune, en inars 1985, e'était bien « pour moir de saine. Au boul de quelques mois, on a'est impaire letsqu'il a tenté de persuader saint-Girons que sa casquote de ministre ne faisant pas de ministre magistrat comme s'il s'étant aga de Père Noti en personne.

M. Roger Fauroux la tesse poundre une la faisa poundre une faisant pas de ministre de la faisa poundre une la faisa poundre une faisa par la faisa poundre une faisa par presente de la faisa poundre la faisa poundre

M. Roger Fauroux lauss poundre M. Roger Fauroux lasse possere une légère émotion en évoquant crite poursée. Mainfestement, le grand technocrate, insuistre de l'industrie et de l'aménagement du territoiré, ancien PDG de Saint-Gobien, pestit directeur de l'ENA, a les touché par le grâce de la démocratie locale. Il de entré en politique voics deux aux. Il la demande, dir-on, du président de la République, qui ambitique soit de la République, qui ambitique soit de la République, qui ambattat soit les ministres d'opverture posséder que mandat électif. Il a chois Saint Ca-



Les soutiers de la décentralisation

Avant d'être débattu au Parlement, puis appliqué sur le terrain, le droit local est écrit par les 230 fonctionnaires de la direction générale des collectivités locales

ORSE, organisation territoriale de la République, coopération inter-communale, réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF), solidarité entre les communes, nouveau statut des fonctionnaires locaux comme celui des professeurs de conserva-toire de musique. Avant de devenir des réaloire de musique. Avant de devenir des rea-lités administratives et des enjeux de batailles politiques, tous ces sujets prennent d'abord la forme de textes, nvant-projets de loi, projets de décret, arrêtés, circulaires adressés aux préfets pour expliquer le RARa d'une procédure. Et la machine à adressés aux préfets pour expliquer le B.A.-Ba. d'une procédure. Et la machine à concevoir, à fahriquer, à remettre à jour la prose compliquée qui forme l'ensemble du droit des communes, des départements et des régions, de leurs agents, et des relations avec l'Etat, s'appelle la direction générale des collectivités locales (DGCL). Quelque deux cent trente soutiers du droit local et de la décentralisation y travaillent tous les jours dans un immeuble bourgeois de la place des Saussaies.

HTOJ. W. LOTH

is l'erité et la

...... XIV. 61

AMERICAN SERVICE RENON.

and the second second

AND.

emerciements

#2:ques #::::70es

-1305 × 2017

्रा स राज्यां

THE THE GOOS.

THE YEARS.

: tress and pour

me Juni

-artes ses on consu

eral efficiel du

:: -- == mars logi

173itement

ecteurs ins

a tenue du

errorales du

LANCE FOREL

100

- Lan 6.

والمراجعة والمعين أوال

-

200

....

N. Santa

沙雷 大學 子

Anniversaires

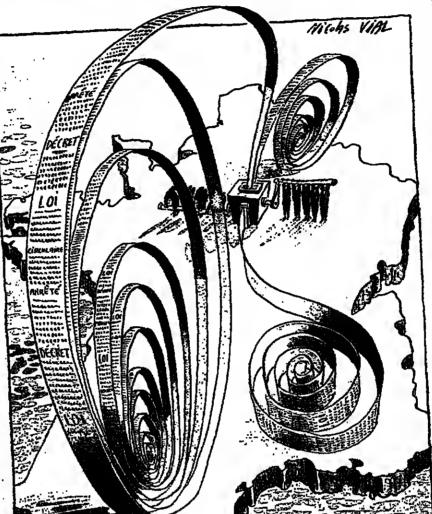
**** : 20000007 3

Au sein du ministère de l'intérieur, qui, pour la plupart des Français, est d'abord le ministère des préfets et de la police, la DGCL peut apparaître comme une anoma-DGCL peut apparairre comme une anoma-lie, voire un anachronisme. Ne serait-il pas-indicieux qu'elle fisionne avec la délégation à l'aménegement du territoire (DATAR) à l'aménegement du territoire (DATAR) quand on sait le rôle grandissant que jouent les collectivités locales dans le développement économique et l'équipement du pays? Et, depuis que le décentralisation progresse à pas de géant, nombreux sont ceux qui s'étonnent de voir encore, à Paris, une administration ministérielle qui, jusqu'en 1980-1981 n'evait qu'une philosophie en tête : la tutelle uniforme de l'Etat plutôt que le désordre à parfum autonomiste de Brest à Perpignan.

Le souvenir de Guizot

La DGCL est la plus ancienne des grandes directions du ministère de l'intérieur. Elle est créée en 1802 par le conventionnel François de Nantes sous l'eppellation Direction départementale et communale. La police, les préfets, seront organisés plus tard par Napoléon, Elle traite non seulement les affaires communales programme dites, mais aussi communales proprement dites, mais aussi les bôpitaux, les enfants assistés, les élec-tions locales. C'est elle, notamment, qui pré-parera la loi fondamentale du 5 avril 1884 qui définit les fondements de l'organisation des communes tout en maintenant le prin-

cipe d'une tutelle vigilaote de l'Etat. La DGCL a toujours été rattachée eu mioistre de l'iotérieur, solt directement comme aujourd'bui, soit par le biais d'un secrétaire d'Etat ou d'un ministre délégué : Marc Bécam avec Christian Bonnet cu 1978-1980, ves Galland entre 1986 et 1988



avec Charles Pasqua. Mais Gaston Defferre - qui racontait volontiers que, s'il n'en avait enu qu'à lui, il aurait souhaité s'appeler ministre de la décentralisation et de l'intérieur, et non pas l'inverse - voulait travailler en direct avec la DGCL. A tel point qu'il fit nommer, en novembre 1982, son conseiller technique chargé de la décentralisation à son cabinet, Eric Giuily, à la tête de la prestigieuse direction, ce qui provoqua un tollé dans le petit monde des hauts fonctionnaires : il n'avait que trente ans et n'apparteneit pas à la préfectorale. Pierre-René

Lemas, quarante ans, administrateur civil au ministère de l'intérieur, sorti de l'ENA il y a dix aus, successeur d'une longue lignée de commis tel Guizot, l'ancien ministre du genéral de Gaulle, Bernard Cornut-Gen tille ou Pierre Richard, ingénieur des Ponts et Chaussées devenu banquier, occupe la fonction depuis fevrier 1989. « Contrnicement à de grosses directions, comme les impôts ou la police nationale, je dirige un assez petit nombre de fonctiannaires. Mais la majorité sont des cadres A de haut niveau. A ce titre, cette direction ressemble un peu à la

DATAR au au Commissariai du Plan. » Pierre-René Lemas s'appuie sur un directeur adjoint (depuis quelques jours), sur trois sous-directeurs (finances, élus et fonction publique, compétences et institutions) et sur deux chefs de service (études et techniques, publications et documentation). Comme un ministre - c'est la tradition, - il s'est entouré d'un cabinet de cinq ou six personnes qui s'occupe de la gestion interne de la direction, de la distribution des primes aux agents et du suivi d'affaires qui « prennent du temps : par exemple, les questions d'harmonisatian européenne, le statut de la Carse, les affaires internationales telles que lo coopération avec les collectivités locales des pays de l'Est ».

La « mise en musique » des vœux et des propositions

Dans le cadre de la politique de modemisation de l'administration, la DGCL s'est lancée depuis plusieurs mois dans un « pro-jet de service» : cent trente fonctionnaires ont participé le 11 janvier à Mame-la-Vallée à un séminaire pour définir les objectifs et les programmes d'action à appliquer de manière déconcentrée, sous-direction par sous-direction. « Nous n'hésitons pas, lors de nos réunions, explique Pierre-René Lemas, à nous poser des questions existentielles. nous poser aes questions existentielles.
Fnui-il encore qu'une ndministration centrale
s'occupe de décentralisation? Ne vaudrait-il
pas mieux solder les comptes? »

A propos de comptes, la DGCL gère des fortunes. La DGF, dont on parie beaucoup, atteint 85 milliards de francs et l'ensemble des concours de l'Etat aux collectivités, 230 milliards. Les fonctionnaires de la DGCL doivent être generoie à trates les cub DGCL doivent être aguerris à toutes les sub-tilités des procédures interministérielles : financières d'abord, mais aussi sociales lors-qu'il s'agit d'organiser les transferts de comqu'il s'agit d'organiser les transferts de com-pétences de l'Etat aux départements à pro-pos de l'aide aux moins fortunés ou scolaires lorsque l'Etat se décharge sur les régions de la construction des lycées. Michel Delebarre ou Philippe Marchand acceptent, pour arra-cher les voix des centristes, d'introduire un système de péréquation plus volontaire entre système de péréquation plus volontaire entre départements riches et pauvres? Il faut en quelques heures évaluer les conséquences juridiques, politiques et bien sûr financières de l'amendement. Bref, « mettre en musique», point par point, un vœu gouveme-mental ou une proposition parlementaire.

Musique? C'est le mot idoine. En sortant de l'immeuble de la place des Saussales, retournez-vous et levez la tête vers la plaque apposée sur la façade : «Le compositeur Francis Poulenc est ne dans cette maison le 7 janvier 1899. »

FRANÇOIS GROSRICHARD

Conseils municipaux fantômes à Roscoff

BREST de notre correspondant

NE affaire de conseils municipaux fantômas à Roscoff, commune côtière de 3 700 habitants du Finistère nord, fait grand bruit dans le départament. Deux réunions du consail municipal ont été enregistrées en dates du 23 juillet 1990 et du 16 jan-viar 1991. Les élus sont censés y avoir pris dix-huit délibérations, portant notamment sur des passations de marchés (peu importants), la rééchelonnement de la dette communale, l'octroi de primes

au personnel communal. Saulemant voilà : ces deux réunions n'ont jamais eu lieu, mais les délibérations ont été transmises à la sous-préfactura « pour aller vite». La commune allait devoir payer des agios, pleident le secréteire général, M. Petrick Nicodème, at le premier adjoint, M. Victor Gulvarch, afin d'expliquer le « réunion » du 16 jenvier, d'eutant que le meire, M. Morven (PR), conseiller régionel, était en convelescence suite à un accident de voiture. Un même désir d'urgence eurait présidé à celle de juillet. A cette époque, le meire était là, mais il dit tout ignorer du procédé.

Depuis que l'affaire a éclaté, le premier adjoint a remis sa démission et le secrétaire général a demandé se mutetion. Le préfet, M. Maurice Saborin, consulte pour sa part le président du tribunel administratif avant de prendre une décision. Le procureur de la Républiqua de Morialx s'est, lui eussi, saisi de ce dossier. « S'ils se révélalent établis, ces faits pourraient constituer des faux en écritures publiques, tels que prévus par les articles 145, 146 et 147 du code pénal », a-t-il décleré en annoncant l'ouverture d'une anquête judiciaire.

GABRIEL SIMON

Les « miracles » d'un ministre-maire

M. Roger Fauroux annonce la création de 180 emplois dans sa commune de Saint-Girons (Ariège). Du coup, la population semble rassurée sur l'influence de son premier magistrat

SAINT-GIRONS

de notre envoyée spéciale

ALGRÉ la pluie, le froid et la bone, plusieurs familles se sont renduces sur la zone industrielle de Saint-Girons, samedi 23 mars, de Saint-Girons, samedi 23 mars, pour voir le ministre-maire.
M. Roger Fauroux (prononcer «Faurouxe»), poser la première pierre d'une usine de charpentes métalliques. Elles ont eu la bonne surprise d'apprendre la création de quatre-vingt-dix emplois qui s'ajouteront aux quatre-vingt-dix déjà annoncés en septembre demier.

Surprise? Oui et non. Ces emplois.

Surprise? Oui et non. Ces emplois, on les attendait depuis longtemps. Si l'on avait placé un ministre à la tête de la commune, en mars 1989, c'était hien « paur nvoir du boulot », et vite. On s'est même étonné de ne rien voir une sont de suite. Au bout then your venir tout de suite. Au bout neu von venir tout de suite. Au bout de quelques mois, on s'est impatienté. On a difficilement eru le maire lorsqu'il a tenté de persuader Saint-Girons que sa casquette de ministre ue faisait pas de miracles. Mais lorsque la bonne nouvelle est tombée on s'est précipité à l'hôtel de tombée, on s'est précipité à l'hôtel de ville pour applaudir le premier magistrat comme s'il s'était agi du Père Noël en personne.

M. Roger Fauroux laisse poindre une légère émotion en évoquant cette journée. Manifestement, le grand technocrate, ministre de l'industrie et de l'angles constructed de l'aménagement du territoire, ancien PDG de Saint-Gobain, ancien directeur de l'ENA, a été touché par la grace de la démocratie locale. Il est entré en politique voici deux ans, à la demande, dit-on, du président de la République, qui souhaitait voir les ministres d'ouverture posséder un mandat électif. Il a choisi Saint-Gi-

l'avait en effet prié de prendre sa succession, estimant que esi un ministre n'arrivait pas à enrayer le déclin de la commune, touchée par la chute de la papeterie et l'hémorragie de la jeunesse, personne ne pourrait le

C'est donc sur la place du marché de cette jolie ville commerçante, entre les vendeurs de croustades et les fromagers de Bethmale, que M. Roger Fauroux a appris la technique du toco manetos, ou serrement de mains électoral, en gascon. Les électeurs ont fait confiance à ce monsieur d'allure sobre et intimidante, portant costume brun et lunettes carrèes, dont la grande simplicité, pour-tant, e le généreux pouvoir de mettre à l'aise. Ils l'ont magistralement étu,

plus, desservi le maire de Saint-Gi-rons, qui s'est employé à tisser une véritable toile d'araignée régionale pour attirer des emplois dans sa

Un sous-préfet développeur

M. Roger Fauroux a, hien sûr, place dans son arrondissement l'un des soinante-neuf «sous-préfets développeurs», dont il a créé la fonction loppeurs », dont il a cree la fonction en 1988, pour coordonner les actions locales d'expansion industrielle. A la direction régionale de la recherche et de l'industrie, un ingénieur a été spé-cialement affecté au développement... du Couserans (partie ouest de

LIRE ÉGALEMENT Les grands ensembles et la qualité de la vie

La rébabilitation des cités ne peut se limiter à la réparation des cages d'escalier et des boites aux lettres. Des artistes lyonnais, réunis en coopéra-tive au sein de la « Cité de la création », travaillent depuis près de quinze ans en collaboration avec les collectivités locales pour aider les habitants des grands ensembles à mieux vivre leurs murs. Les fresques qu'ils y peignent, comme dans le quartier des Etats-Unis à Lyon, ne sont pas seulement un décor, mais l'aboutissement d'une démarche sociologique avec la population. L'art an service de la politique de la ville?

■ Des athlètes américains à Narbonne ■ La Bretagne compte ses bretonnants | Les Hauts-Pyrénéens contre le colonialisme administratif | A Camembert, les «fromages» d'un bicentenaire

rons, terre de ses grands-parents paysans, où il possédait déjà une ancienne ferme. Son homonyme, maire PS sortant, l'avait en effet prié de prendre sa triels intéresses et marier des partenaires financiers ou commerciaux. Les industriels « ferrés » étaient envoyes à Saint-Girons où les ettendaient un adjoint spécialement charge du développement économi-que ainsi que le chef de cabinet du ministre, qui remontait l'information

«Si nous avons obtenu cent quatre vingts créations d'emplais au bout de deux ans, c'est grace à la mobilisa-tion de ce réseau industriel et à une uon de ce reseau maustrier et à une prospectian très prafessionnelle, remarquent les collaborateurs de M. Fauroux. On ne peut pas forcer des entrepreneurs à s'installer dans un des entrepreneurs à s'installet dans un lieu qui ne leur conviendrait pas, même si le maire est ministre. Mais lorsqu'ils hésiten. entre deux sites comparables, la rapidité de réaction est essentielle. Il est important aussi de pales la même longue C'est le cas est essentiette. It est importate dassi de parier la même langue. C'est le cas avec M. Fauroux, qui est très respecté pour son passé d'industriel »

Pour mener à hien ce projet, le maire de Saint-Girons a crée, non sans mal, un district réunissant six communes (soit douze mille habitants) et devant gerer la zone indus-trielle. Anjourd'hui, le Couserans peut se vanter d'avoir des terrains disponibles à une heure du marché toulousain et à trois heures de Barcelone. Il lui reste encore à former de la main d'œuvre, d'ou la nécessité de creer des sections de techniciens supérieurs et de BTS. D'ici trois ans, la terre d'émigration ariégeoise pour-rait retrouver une nouvelle jeunesse.

RAFAĒLE RIVAIS

Guerre des pierres à Vingrau

Un petit village des Pyrénées-Orientales se mobilise face à un projet de carrière

PERPIGNAN de notre envoyé spécial

EST un cirque grandiose. Sur plus de six kilometres de diamètre, des felaises enchâssent 650 hectares de vignes sagement alignées autour du village catalan de Vingrau. Quelques dizaines de vignerons y produisent d'excellents AOC. Aux beaux jours, des dizaines d'adeptes de l'escalade empruntent quelques-unes des trois cents voies tracées dans le grès. La population quasi unanime de ce village de quatre cent trente habitants s'oppose depuis un an à l'ouverture d'une carrière. Et certains se disent « préts à tout » pour l'empêcher.

La société Omya, une des deux entreprises déjà présentes dans la com-mune voisine de Tautavel, voudrait en effet poursuivre l'extraction de calcaire blanc entamé sur plus de 100 hectares à l'est et au sud du cirque de Vingrau. Pour Jean Crespon, son président, les réserves de Tautavel seront épuisées dans moins d'une dizaine d'années : «Ce carbonate de calcium très par, que nous vendons aux industries du papier, des plastiques et de la peinture, ne se trouve en qualité et en quantile suffi-santes que dans cette zone.»

A la suite d'une demande de cette société déposée en juillet 1989, une enquête publique est ouverte fin 1989. Le commissaire enquêteur remet un evis défavorable le 15 janvier suivant Un comité de défense est créé le 30 mars 1990 à l'initiative du maire. Alors que le premier projet est retiré, une manifestation réunit plus de trois cents personnes le 28 avril 1990. Les adhérents du Club alpin français his-

sent une gigantesque banderole « Non aux currières » sur les falaises qui font face au site.

L'agitation atteint son apogée le L'agitation attent son apogee le 22 novembre dernier. Une réunion publique, organisée à l'instigation du maire, au cours de laquelle la société Omya présente un nouvel aménagement devant les élus de la région et represente de la requisition grandue. rensemble de la population, manque de dégénérer. Le député Pierre Estève (PS), qui s'est fait huer en annonçant que «les carrières se feront de toute façon », réplique en accusant le comité de défense d'être « manœuvré par la droite». Le président et le vice président, Henri Castany et Roland Chastagent, rienn Castany et Koland Chasta-gnol, ne décolèrent pas : « Dire cela dans un village qui a voie à 81 % pour François Mitterrand. »

Le comité de défense de Vingrau regroupe en effet la quasi-totalité de la population. Les viticulteurs d'abord. Autour de Louis Raynaud, le président de la cave coopérative, ils dénon-cent les conséquences qu'aurait l'exploitation d'une carrière à 200 mètres des premiers vignobles : «Les poussières qui se déposeront vont fragiliser lo vigne. Il faudra traiter contre des maladies dont elle était jusqu'à présent préservée. Cela coûtera plus cher et nos vins perdront le caractère naturel qui assure une partie de leur reputation. Les vignerons de Vingrau ont à l'esprit l'expérience de leurs collègues du vil-lage voisin de Cases-de-Penc, qui se batteni contre l'exploitation des car rières. Mais les représentants de la société Omya répliquent que les vigno-bles situés à proximité du site de Tautavel produisent un vin de qualité.

CHRISTOPHE DE CHENAY Lire la suite page 12

ie Monde LE BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL 1990

DÉBAT

Lycées : un test pour un véritable partenariat Etat-régions

par Patrice Martin-Lalande

NTRE les années 70 et l'an 2000, la proportion de jeuoes poursuivant leurs études jusqu'au uiveau d'un bac eura été multipliée par trois. Cette vertigineuse démocratisation du secondaire constitue un vertiable défi.

Grâce à la décentralisation, les conseils régionaux se ont montrés des partenoires efficaces pour relever le « défi immobilier ». Aujourd'hui, pour éviter la crise du « lycée de masse », et réussir la mutation du sys-tème éducatif qui s'impose, l'Etat doit trouver un oou-vel équilibre grâce à un partenariet élargi avec les

Il est facile de constater la réussite des régions dans leurs réponses sux nouveaux besoins éducatifs. Réus-site immobilière : partout les régioos ont su construire, dans des temps records, les milliers de places oécessaires pour accueillir à chaque rentrée le flux de nouveaux lycéens. Réussite architecturale : une fois mis uo terme so carcan des cormes ostionales, qualité et diversité sont devenues la règle. Réussite financière : en respectant à la lettre les lois de décen-tralisation, les régions agraient pu se ecotenter de répartir la pénurie en distribuant les maigres dotations traoférées par l'Etat. La déceotralisation surait échoué, et surtout les lycées auraient connu une explosioo autremeot plus ravageuse que le mal-vivre de l'eutomne dernier. Les cooseils régionaux oot décidé un lourd effort fiscal permettant d'investir cinq fois

Au-delà du défi immobilier, les régions ont pris en charge l'« aménagement do territoire éducatif ». Les compte du « schéma régional des formations » défioi par le conseil régional en fooction, ontamment, des besoins de l'économie et de l'aménagement do terri-

En iotroduisant pour la première fois dans le champ clos de l'éducation un partenaire ayant la compétence, la volonté et les moyens de décider, la décentralisation a démontré l'efficacité d'un oouveau dialogue. Ce par-tenariet doit être élargi daos trois directioos pour contribuer à rendre le système éducatif epte à accueil-lir et à former 80 % des jeunes, et oon plus seulement

1) Certaines décisions stratégiques relevant de la compétence de l'Etat oot des conséquences lourdes, directes et immédiates pour les régions.

Ne serait-il pas légitime que les présidents de conseils régionaux soient, officiellement et préalable-ment, associés à la réflexion et à la décision sur les objectifs stratégiques du système éducatif qu'ils auroot, eux aussi, la charge de mettre en œuvre? Les conseils régionaux oe peovent eccepter d'être réduits au rôle de «tiroir-cajsse».

Ce oouveau parteneriat stratégique oe peut se créer un lieu national de dialogue, d'échange, de l'éducation.

constructioo - enfio concertée - de l'éducation lycéenne de demain.

2) Autre manière de créer un nouveau partenariat : compléter la décentralisation en transférant oux régions de oouveaux domaines de compétence pour lesquels il serait plus efficace de rapprocher le centre de décision de l'usager. Les lycées soot ectuellement très pécalisés par le manque de postes en personnel chargé de l'entretien des bâtiments et de la restauration; ponrquoi ne pas confier aux régions lenr gestion ? Pourquoi aussi oe pas élargir les compétences régiocales eo matière de formations reliées aux besoins locaux, d'eoseignement par elternance, d'échanges européens ?

3) L'égalité était le fondement de la centralisation. dans le mythe français d'un même enseignement partout. La diversité extrême des oouveaux publics scolaires impose la «déceotralisation» à l'intérieur et à l'extérieur de l'éducation nationale. La complexité du système scolaire doit être gérée non plus par le centre mais par la périphérie, e'est-à-dire les établissements

Un voiet de la redistribution des responsabilités

Le « projet d'établissement » va dans le seos d'une mobilisation des ressources locales pour mieux répondre aux besoins. Il est évident que les régions vont développer de ooovelles reletioos cootractuelles avec les lycées dotés d'un tel projet. A coodition que soient recoooues à ces lycées des marges suffisantes de liberté et que soit renforcée la position du chef d'éta-

Le oouveau partenariet des régions pour les lycées oe constitue bien évidemment qu'un des volets de la redistribution des responsabilités éducatives. L'effort financier à réaliser d'ici quinze ans exige aussi un vrai partenariat evec les autres collectivités : communes et départements, et avec le monde des entreprises ; et un partenariat couvrant, ou-delà des lycées, l'ensemble du système de formation initiale et contioue. Le partenariet de demaio soppose que l'éducation nationale reconnaisse - sans restrictioo - qu'elle o'est pas détentrice de la seule légitimité pour traiter des questions éducatives. Uo parteoariet élergi appelle eussi la transparence des enjeux et des résultats : l'évaluation des politiques éducatives devient une exigence foodamentale à tous les niveaux : lycée, commune, départe-

Patrice Martin-Lalande (RPR) est président l'éducatioo. Entre les régions et l'Etat, il est urgent de du Centre at mambre du Conseil supérieur da

L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

«LE MONDE»/POLITIQUE/OIP

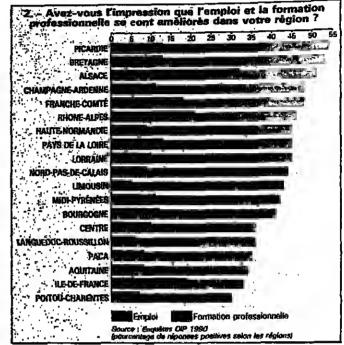
L'Observatoire intarrégional du politique (OIP) a été créé en 1985 par le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP), en partenariat avec les conseils régionaux, pour recueilfir et diffuser les données nécessaires à l'enalyse des phénomanes politiques à l'échelon régional. L'OIP offre à ses régions partenaires un tableau

da bord annuel de la politiqua sociale et économique dens chaque région ; un baromètre de l'image de la région et des ettentes de l'opinion à son égerd ; des analyses sur des problèmes spécifiques. Toutas les quatra semaines, nous publierons ici un indicateur politique, fruit des travaux de l'OlP.

Oui à un surcroît d'impôts pour l'emploi et la formation

ES Français, en règle générale, eont hootilee à tout surcroft d'imposition. Les impôts régio naux n'échappent pas à la règle 42 % d'entre eux, eeulemant, d'eprès l'enquête de l'OIP (1), aceaptant une telle éventuelité pour assurer la développement da eur région. Pourtant, les préoccupations en matière d'emploi et de formetion aont si fortes qu'un effort pour les eméliorer constitue una motivation suffisante pour renversar la tendance. Dens tous les groupes sociaux, une nette ité de l'opinion (de 53 % à 70 %) accepte l'éventuslité d'une eugmentation d'impôts pour développer emploi et formetion dans leur région. En regard, le lycée fait un peu figure de perent peuvre (34 % à 53 % d'opinions favora-bles) la reletion contro favorables). La reletion entre insertion professionnelle et emélloration des conditions matérielles des lycées n'est pas toujours percue par une opinion qui raisonne sur le eourt terme, msigré la diffusion dens les milieux populeires (employés, ouvriers) de la nécessité, pour tous les enfants, d'un pesoage par la lyeée (graphique 1).

L'investissement que les régio-neux sont prêts à faire en matière d'emploi et de formation risque, à terme, de créer des difficultés.



Une proportion notable de réglo-naux (entre 30 % et 54 % selon les cas) sont prêts à reconnaître

la formetion professionnelle dans leur région. Sauf exception, bien peu d'entre eux (5 % à 32 %) portent le même jugement sur l'emploi (graphique 2). Les attentes de l'opinion, dont le chômage reste le premier sujet d'inquiétude, ne saront satisfaites que lorsqu'alle comprendra mieux que l'effort pour la formation professionnelle est une des conditions de l'amélioration de le situation de l'em-

(1) Enquêtes régionales réalisées en 1990 auprès d'échantillons représentatifs de 700 personnes agées de dix-huit ans es plus par région. Méthode des quotas.

Les régions partenaires de l'OIP en 1990 étalent : Alsace : Aquitaine : Bour-gogne : Bretagne : Centre : Champagne-Ardenne : Franche-Comte : Ile-de-France; Languedoc-Roussillon; Limousin : Lorraine : Midi-Pyrénées : Nord-Pas-de-Calois : Haute-Normandie : Pays-de-Loire : Picardie ; Poisau-Charentes; Provence-Alpes-Case d'Azur;

BLOC-NOTES

AGENDA

 Nouvelles règles pour les marchés publics. – Les règles applicables en matière da marchés publics ont été ou vont être profondément modifiées par des directives communautaires. des loio et das décrets. Ellao seront présentées, avec toutes leurs conséquanceo en matière de procédura, d'efficacité et de eoncurrence, au cours d'une journée d'études organisée par la Fondation nationala pour la gastion das Meison de la chimie, à Pane. ► Fondation pour la gestion des villes. 59, rue La Boétie, 75008 Paris. Tél. : 42-56-39-70.

O Villes et entreprises. -- Les d'études villes entreprises, - Los troisièmes Journées netionales d'études villes entreprises, organisées par la municipalité et le groupe de l'école supérieure de commerce de Clermont-Ferrand, porteront cette année sur la communication. « levier du développement local». Elles auront lieu les 11 et 12 avril et feront intervenir des directeurs de la communication, des élus, des hauts fonctionnairea ainsi que des responsablee d'agences

de communication. ► Renaeignements au |16-1| 73-42-63-63.

 S'implanter. – Le dauxième Salon international de l'implantation d'entreprise et du développement local, «S'implanter», se tien les 10, 11 et 12 avril. anter », se tiendra à Pane Cette manifastation veut mettre en rapport les collectivités territoriales souhaitant développer leur économie et les d'un terrain d'accuell. Près de 250 collectivités ont loué un stand pour mettre an valeur leurs atouts : infrastructure, services, environnement, main-d'œuvre... Les organisateurs ont, pour laur part, lancé 500 000 invitations auprès de décideurs français et étrangere. Ils proposeront per

44

ailleurs des conférences sur las stratégias d'implantation (ehoix immobiliers, outila juridiques at financiers, fiscalité...). ► Renseignements au |16-1) 40-76-45-00.

o SEM et montagne. -- La Fédération nationala das sociétés d'économie mixte ouvrira le septièma e Randez-vous dea SEM et des élus da montagne » le 12 avril à Grenobla, il portera aur la dysfonctionnement des stations et sur les solutions que peut apporter l'économie mixte. Les participants feront auesi la point sur le question du calendriar scolaire.

➤ Renseignements au |16-1) 47-42-81-18.

PUBLICATIONS

 Guida économique de la Normandie. – Le Crédit industriel de Normandie et les viennent da publier la seconde édition du *Guide économique de la Normandie*. L'ouvrage, de 640 pages, présente les secteurs économiques et sociaux ainsi que les structuras edministratives et territoriales de la région. En vue des élections cantonales, il paese eu peigne fin les 253 cantons et les 3 235

▶ 120 F. Renseignements au (16) 35-72-75-25.

o Un bilan officiel de l'activité des collectivités locales. – La direction générale des collectivités locales publia pour le huitième année consécutive la Rapport du gouvernement au Parlement sur le contrôle a posteriori des actes des collectivités locales at des établissements publics locaux. Ce repport présenta les mesures prises par le ministre de l'intérieur, en lieison avec les eutres ministères, pour facilites ee contrôle ainsi qu'un rappel des règles epplicables, tant pour la contrôla da légelité que pour le contrôle budgétaire. ► SPID, 2, place des Saussaies, 75008 Paris.

□ Toulouse, autrement... - Le collection « France » dae éditions Autrement viant da a enrichir d'un nouval ouvrage, consacré cetta foie à Toulouse, e épicurianna, subtila et tolérante ». Du cathariome à l'aéronautiqua, l'histoire de cette villa est recontéa par des apécialiotes : universitaires, romaneiare, journalistao... ▶ 185 p., 95 F.

Un guida des muoées et collections en France. collections en France. –
Présenté par départemente et par ordre alphabétique des lieux, es guide, rédigé par Alain Moreley et Guy Le Vevasseur, répertone 6 000 musées et collections en France. Il eignale évidemment leurs horaireo d'ouverture et les conditions d'sccès, maio aussi leur intérêt

► Guide Seat des 6 000 musées et collections en France. Le Cherche-midi éditeur, 496 p., 99 F.

EXTES

 Le statut des fonctionnaires territoriaux à tempa non complet. – Le *Journal officiel* du 22 mars a publié le décret aur les dispositions statutalreo applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet : conditions de création et de recrutement, positioo at avancement, intégration à la fonction publique territoriale, etc.

 Comment eppliquer le
CSG? - Le ministre de l'Intérieur
et le ministre délégué au budget viennent d'adresser aux préfats de département una circulaire relative à la mise en œuvra de la contribution eociale généralleée par les collectivités et les établissements publics locaux Ce texte indique le champ d'application, l'assiatte et la taux à prendre en compta, ainsi que les méthodes da recouvrement.

Formation professionnysio Guerre des pierres à Vingrau

1. - Acceptez-vous un surcroît d'imposition régionale

pour les lycées, la formation professionnelle et l'emploi ?

Les commerçants s'inquiètent eux aussi des conséquences sur l'image de la commune. L'engagement de la société Omya de financer en partie la construction d'une route pour permettre le passage des dizaines de camions qui devront transporter jus-qu'à Salses 450 000 tonnes de minerai par an ne rassure qu'à moitié Francis Caparros. L'épicier do vil-lage voit déjà fuir les touristes qui remplissent gîtes et chambres d'hôte: « Les locations rapportent près de 600 000 francs par an au vil-lage. C'est plus que la taxe profes-sionnelle si un concasseur était installé sur la commune.»

Francis Caparros fait ainsi allusion aux rumeurs qui courent depuis quelques semaines sur l'atritude du maire. Bien qu'il soit « en tant qu'élu et en tant que citoyen hostile au projet », le socialiste militant Marcel Torredemer ne cache plus que Vingran doit profiter d'une décision qui lui paraît inéluctable. A la taxe professionnelle pourraient en effet s'ajouter des taxes d'exploita-tion de 700000 francs par an retrocédées par l'Office national des forêts, auquel appartiennent les ter-rains concernés.

M. le maire, qui caresse de grands projets pour Vingrau (aérodrome de vol à voile, ceotre culturel polyva-lent), se heurte depuis treize ans qo'il est à la mairie à la modestie (2 millions de francs) du budget de la commune. Mais son conseil municipal eyant adopté avec lui à l'unanimité, le 2 janvier dernier, un avis défavorable au projet, Marcel Torredemer se retrouve aujourd'hui dans une situation inconfortable.

Lorsqu'il déclare, en faisant allusion aux difficultés de la viticulture dans la région : «Ce n'est pas de la car-rière que Vingrau risque aujourd'hui de mourir», ses adversaires lui répondent qu'il ne tient pas compte de l'effet désastreux qu'elle produirait sur tout projet d'aménage

Jusqu'aux larmes

Les adeptes de l'escalade ont déjà annoncé qu'ils fuiraient un site défiguré. Les résidents do Pas-de-l'Echelle, dont le lotissement s'élève assez inesthétiquement sur le pla-tean, assurent que leurs maisons vont perdre la moitié de leur valeu ou même qu'elles devieodroot invendables si une carrière s'ouvre à moins de 1 kilomètre de leurs répondent que leur deuxième projet prévoit des dispositions pour dissimuler l'exploitation. Depuis quelques semaines, des expériences sont menées sur le site de Tautavel pour colorer les entrelles deux les les entrelles des les les entrelles deux les entrelles colorer les entailles dans les parois

Monique Balayer, one habitante du Pas-de-l'Echelle, présidente de la Société catalane de botanique et Société catalane de botanique et d'écologie végétale, remarque que ces mesures risquent d'être inefficaces: «La carrière s'étendra sur la moitié des 200 hectares de forèts qui ont survécu aux incendies en 1985 et 1986. Chênes verts, oliviers, pistachiers, ainsi que des plantes rares comme les orchidées sauvages vont disparaître.»

disparaître. 🔊 L'ampieur des atteintes portées au paysage autour de Tautavel et le peu de précautions prises par Ornya pour les premiers forages sur le site de Vingrau oe sont eo effet guére

A la suite d'une deuxième enquête publique qui s'est poursuivie jusqu'au 4 janvier dernier, c'est un evis favorable au projet qui a été déposé sur le bureau dn préfet des Pyrénées-Orientales. Celui-ci, Jean-René Garnier, rendra avant l'été une décision qu'il affirme aujourd'hui ne pas avoir encore prise. Il a déjà repoussé par deux fois le POS présenté par Vingrau : « l'ai considéré dans l'intéret national de garder la possibilité d'y exploiter une carrière. » Même s'il ne cache pas avoir été « ¿mu jusqu'aux larmes » par le désespoir des habitants de Viograu, le préfet démonte cependant un par un leurs arguments: « L'exploitation du gisement sur Opoul et Saises, avec l'accord de ces communes voisines de Vingrau, ne sera pas économiquement viable en raison de la moindre qualité du minerai. La beauté du cirque de Vingrau est déjà gâchée par le lotissement du Pas-de-l'Echelle, »

Coofient dans l'efficacité des mesures réglementaires qui seraient imposées pour limiter les nuisances, Jean-René Garnier estime qu'il est primordial de permettre à la société Omys de poursuivre son activité dans la région. « Elle emploie directement une centaine de personnes et près de cent cinquante sous-traitants dans un département qui détient, avec 18,4 % de lo populotion sans emploi, le triste record métropolitain du chômage. p

CHRISTOPHE DE CHENAY

Des athlètes américains à Narbonne

Le Languedoc-Roussillon souhaite valoriser son image en devenant un « lieu de répétition générale » pour les participants aux J.O. de Barcelone

de notre envoyé spécial VEC plaisir, M. Jacques
Binne, président du
conseil régional Languedoc-Ronssillon, savoure
l'instant. Dans le salon de cet hôtel d'indianapolis, à denx pas du tem-ple du basket américain, il s'upprête à concrétiser un rêve. Cette idée, légèrement prétentiense, de transformer son pays d'Oe eu base avancée des pro-chains Jeux olympiques de Barce-lone devient enfin réalité. Sa signa-ture et celle du directeur général du TAC, la Fédération américaine d'athlétisme, au bas d'une conven-tion de partenariat matérialisent la réussite de l'entreprise.

Pempione: a formation

erre des pielles à Vingrau

and the second

25 miles

· W ...

A

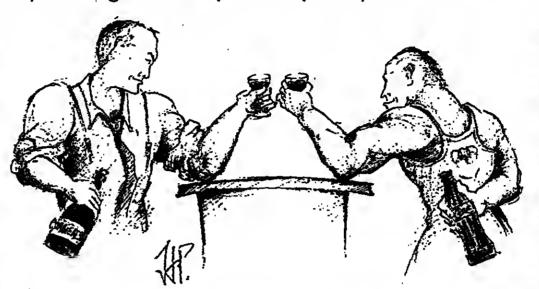
عدة. مراجعة مراجعة مراجعة

المثنا د

A same

e Je souhaitais montrer qu'une région est capable de lancer un grand projet sportif qui valorise son image », explique M. Jacques Blanc. Dès son élection à la présidence de la région, en 1986, l'ancien secrétaire général du Parti républicain s'efforce d'obtenir l'organisation des Jeux méditerra-uéens au pays du rugby. La tâche est rude pour une manifestation dont l'audience demeure limitée aux Etats riversins de la Grande Albènes, pour l'édition 1991, ne le décourage pas. Devenu président du comité de candidature, il muitiplie les démarches et mobilise les éoergies locales pour « vendre la région Languedoc-Roussillon ».

Cette nouvelle aventure se transforme en succès à la fin de l'année forme en succès à la fin de l'année 1988. « A la majorité des voix, notre candidature est enfin retenue pour les XII» Jeux méditerranéens en 1993 », racanto-t-il avec un brin d'émotion. Mais ces avoées de démarches, de « lobbying sportif », selon son expression, lui permet-



tent de découvrir que la région a une carte à jouer suprès des Jeux des a grands ». « Les infrastructures que nous prévoyons pour accueillir les athlètes méditerranéens peuvent aussi intéresser des fédérations sportives qui préparent les Jeux de Barcelone, comme lieu de répéti-tion générale avant le mois de juillet 1992. »

L'idée d'un Espace olympique Languedoc-Roussillou est née. M. Jacques Blanc, homme d'action, ne se contente pas d'agiter son nonvean drapeau qui fait sourire les babitants du Sud. Il crée une structure, confiée à M. André Cazenave-Vergez, un ancien colo-nel commandant du bataillon de Joinville, chargée de présenter les atouts d'une région proche de la

Catalogne. Démarches auprès des fédérations et visites des sites se multiplient pendant l'année 1990. L'équipe de football des Emirats arabes unis passe un mois près de Nimes pour préparer le Mondial italien, alors que les demoiselles de la gymoastique américaine s'entraînent dans la même ville avant les Championnats du monde

Le « paquet-cadeau » de la ville

La signature de la convention avec le TAC est le résultat de ces contacts, de ces déplacements, de ces beures de discussions avec des responsables américains aussi soucieux des cooditions de sécurité que de la qualité des breakfasts

servis à leurs nthlètes. « Narbonne est le meilleur endroit pour l'envainement de nos ashiètes, au terme d'une étude des diverses possibilités proposées », affirme M. Ollan C. Cassel, directeur du TAC. Les candidatures de villes italiennes on de cités de la Costa-Brava n'ont pas pesé lourd face au « calme de la ville de Narbonne ».

Moyennant le versement de 130 000 dollars, l'équipe US d'athlétisme bénéficiera du 7 juillet ao 4 août 1992 d'un stade de l'Egassiairal rénové, d'un bôtel trois étoiles directement relié aux pistes d'entraînement et d'une salle de musculation. Un a paquetcadeau» offert par une municipa-lité de Narbonne quelque peu poussée par M. Jacques Blanc. Ce

premier contrat rend crédible un dossier qu'il porte avec constance dusieurs années. Il n aussi valeur d'exemple pour d'autres équipes tentées de suivre les traces de la bande à Carl Lewis dans les

villes aux toits de tuile rouge. An cours de leur séjour anx Etats-Unis, nu début du mois de mars, les responsables du Cumité d'organisation des Jeux méditerranéens ont rencontré les dirigeants des fédérations américaines de natation, de lutte, de volley-ball, de cyclisme et de gymnastique. Les visiteurs à l'anglais déformé par le chewing-gum vont hanter les sites sportifs de Nîmes à Montpellier en passant par Carcassonne et in Lozère, dans les mois qui viennent.

« Nous avons aussi des contocts avec des fédérations canadiennes, australiennes et coréennes, ain von être favorablement impressionnées par la signature du premier contrat », remarque M. Jacques

Le président du conseil régional est persuadé que son Espace olympique va rapidement convaincre de nouveaux elients. « Grace au sport, nous allons faire rayonner l'image du Languedoc-Roussillon », assuret-il, en imaginant les journalistes et les caméras de télévision en embuscade dans les rues de Narbonne pour guetter les sorties des stars du sprint.

L'objectif de M. Blane est de vendre, grâce à ces visiteurs de marque, les « qualités économiques el agricoles » de sa région en espérant séduire quelques industriels à la recberebe de nouveaux lieux d'implantation en Europe.

SERGE BOLLOCH

REPÈRES

AUVERGNE

Le Puy voit grand

Le département de la Haute-Loire ayant pris pour slogan «Dévelop-pous nos richesses», les autorités civiles et religiouses ont décidé de montrer l'exemple en mettant à l'étude un programme ambitieux d'adaptation d'un vaste ensemble hospitalier. Le Puy-en-Velay est en effet ricbe d'un hôtel-Dieu et d'un hôpital général, des bâtiments char-gés d'histoire, mais inadaptés à la vie

L'hôtel-Dieu a été fondé en 596 pour accueillir les pèlerins qui venaient au Puy par dévotinn à la Vierge noire ou qui faisaient étape sur le chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle. Au treizième siècle les pèlerios étant moins numbreux, l'hôtel-Dieu fut essentiellement ouvert aux pauvres. Enfin, nu scizième siècle, le pouvoir royal se subs-titua aux autorités religieuses pour l'accueil des malades et construisit des hôpitaux généraux. Celui du Puy fut inauguré en 1687.

Cet énorme ensemble intéresse d'une part, le conseil général, qui « vise » l'hôpital général pour y éta-blir le futur bôtel du département et y regrouper tous ses services. D'autre part, l'évêché et la ville du Puy envisagent de mouer une opération conjointe dans l'hôtel-Dieu, qui pourrait abriter une cité épiscopale une cité d'étudiants et des locaux à vocation socio-culturelle.

Les chiffres avancés pour le moment donnent une idée de l'importance du projet : plus de 100 milfions de francs pour chacune des deux opérations. Le seul concours d'architectes, lancé pour donner des éléments d'appréciation aux diffé-rents décideurs, est doté de 1 million de francs. Des chiffres qui prement toute leur signification quand on sait que la Haute-Loire, avec ses quelque 200 000 habitauts, figure parmi les 200 000 habitauts, righte parmi les vingt-cinq départements les plus pauvres de France. Son budget est de 600 millions de francs et celui du chef-lieu de 150 millions.

A Camembert : les «fromages » d'un bicentenaire

Les monifestations commerciales pour célébrer l'invention de Morie Harel aiguisent les appétits et la concurrence en pays d'Auge

ALENÇON

de notre correspondent

EST injuste, la renommée du vil-lage de Camembert a éré occuliée par son fromage a explique Marie Vver-nat, maire adjoint, présidente du syndicat d'initiative de cette petite commune de 185 habitants, accrochée sur le versant ornais d'une colline herbue du pays d'Auge.

On s'apprête à fêter le bicentenaire de l'ainvention» de Marie Harel, En 1791, la belle fermière trouva, grâce aux conseils du prêtre réfractaire, qu'elle avait recueilli durant la tourmente révolutionnaire, le secret de l'affinage d'un fromage fermier fabriqué dans les fermes alentour. En 1813, son gendre, Thomas Phynel, offrit ce fromage à Napoléon III, inaugurant slors le Paris-Granville. L'empereur, séduit par son goût, demanda le nom du village d'origine et... décida de le donner au fromage. Aiusi, Camembert allait connaître une réputation

« Réputation qui nous est quelque peu usurpée par Vimoutiers », rous-pète le maire du village, Jean Gau-bert. En effet, ce chef-lieu de canton possède deux statues de la fromapossoc deux statues de la homa-gère. L'une, décapitée par le bom-bardement des Anglo-Américains, le 14 juin 1944, qui fit 144 morts alors qu'il n'y avait aucun Allemand à Vimouniers. L'autre, offerte grâce à une souscription par les Américains, pour se faire - un peu - pardonner cette erreur stratégique.

Une boîte de 4 mètres de haut à Paris

De nombreuses manifestations De nombreuses manifestations vont débuter en même temps que la Foire de Pâques, dont le point d'orgue est la traditionnelle course cycliste Paris-Camembert. « Qui ne fait pas étape au village d'ailleurs », remarque Marie Yvernat. Alors que faire pour marquer le coup, pour que Camembert ne soit pas tout à fait occulté? Avec un budget global de 500 000 francs. la commune est de 500 000 francs, la commune est limitée dans ses ambitions.

 Nous avons réalisé, grâce à l'appui financier (90 000 francs) des fromageries Lepetit, à Saint-Pierre-sur-Dives, grâce aussi à ma fille et une collègue préparant à Caen un BTS action commerciale et tourisme, un montage audiavisuel sur la fabrication du fromage, des affiches, un logo, des porte-clès et des pin's »,

explique-t-elle. Ces représentations émaillées de Marie Harel en coiffe remportent un bean snecès. On se les arrache, on passe commande par téléphone. Bref, Camembert se porte à la boutonnière. Il aura aussi les honneurs de la capitale : Jacques Chirae va faire ériger nue boîte de fromage de 4 mètres de haut devant l'Hôtel de Ville de Paris. On parle même d'une exposition à la tour Eiffel. « Mon mari est conseiller municinal d'un neth village corrézien. Margerides. Nous avons rencontré Jacques Chirac. Nous lui avons parlé de notre village normand. L'histoire de Camembert l'a beaucoup amusé et il nous a promis son appui dans le

cadre des fessivités », précise la prési-dente du syndicat d'initiative. Début juin, le maire de Paris devrait être iotronisé par la Confrérie du

Pour l'beure, le petit village observe avec un peu d'amertume le chef-lieu de canton s'agiter pour « récupérer » ee bicentenaire. Pugnaces, toutefois, les Camembertois ne désespèrent pas de retenir les voyageurs en antocars qui viennent en cortège se faire immortaliser sur pellicule devant la pancarte routière du village. Ils se prennent à rèver tout haut : « Et si on créait une maison du fromage?v

La Bretagne compte ses bretonnants

Les collectivités locales s'efforcent de souvegarder la langue dont la pratique est en diminution

de notre correspondant OMBIEN de Bretons savent encore leur langue?

Une question qui fait épi-sodiquement l'actualité en Bretagne, notamment quand les collectivités débattent du soutien à apporter à la culture régionale. Un sondage réalisé par un journaliste de FR 3, Fauch Broudic, par ailleurs chercheur à l'université de Brest, donne une appréciation chiffrée du nombre des bretonnants. Sur une population estimée à 1 200 000 personnes de plus de quinze ans, 665 000 comprennent le breton et MICHEL LORET | 250 000 le parlent. L'enquête, effec-

tuée selon la méthode des quotas, par la société TMO de Nantes, avec le concours des conseils généraux du Finistère et des Côtes-d'Armor, sur un échantillon de 1 000 personnes, ne considère que ce qu'on appelle la base bretonne, c'est-à-dire un qua-drilntère Vannes-Quimper-Brest-Paimpol, qui est historiquement In Bretagne bretonnante.

Le sondage dessine les caractérisriques de cette population. Elle est plutôt âgée, d'origine agricole, peu diplômée. C'est dans les Côtes-d'Armor (devant le Finistère) et dans les petites villes que le breton demeure le plus usité (24,5 % des habitants des communes de moins de 1 000 bubitants le savent contre habitants). C'est la première fuis qu'un tel sondage est mené. Au moment du recensement général. plusieurs voix s'étaient élevées pour regretter que l'on n'en profite pas pour compter les bretonnants. Une occasion manquée, fnute de relais politique suffisamment fort pour faire pression auprès de Jacques Chirac, premier ministre à l'époque de la préparation de cette opération. et président du comité national des langues de France. L'INSEE doit cependant se pencher sur la ques-tion. Il a commence à constituer un échantillus de l 300 ménages, qui servira de base à une enquête sur la pratique du breton - difficile à cerner - dont l'intéret sera d'affiner le sondage de M. Broudic.

10.5 % pour celles de plus de 50 000

Mort lente

Mais les craintes d'une mort leme du breton se font sentir, même si d'après cette étude, 81 % des Bretons restent attachés à leur langue Un chiffre donne la mesure de l'avenir: seulement 8 % des 20-39 ans parlent le breton. Combien d'en-fants le sauront plus tard? Fanch Broudie estime que le numbre de pratiquants a baissé de 12,6 % en sept ans

Un contexte qui amène les collec-tivités à redoubler d'effurts pour le breton. Le conscil général du Finis-tère, qui a nommé un M. Langue bretonne, le chanteur Yann Fanch Kemeneur, a débloqué 1 million de francs pour les panneaux hilingues à l'entrée des communes et 2,5 milliuns de francs pour le soutien à l'enseignement du breton dans les écoles privées et les collèges publics. Il participe aussi pour 6 millions de francs à l'apurement de la dette des écoles en breton (diwans) auxquelles il a offert un collège au Relecq-Ker-huon, près de Brest.

Les élus ne rechignent pas euxmêmes à pratiquer le breton. Loiez Laurent, directeur de l'INSEE en Bretagne, a établi que, dans le Finis-tère, 144 maires utilisent le breton dans leurs relations avec leurs administres, 107 dans les Côtes-d'Armor, et 24 dans le Morbihan, 30 conseillers généraux du Finistère unt, pour leur part, créé un groupe de Langues et cultures régionales. Un département qui a aussi un ministre bretonnant, Louis Le Pensec.

GABRIEL SIMON

Les Haut-Pyrénéens contre « le colonialisme administratif »

Malgré la décentralisation, l'intransigeance de l'administration peut-elle s'opposer à un cansensus palitique lacal ? Trois exemples

TARBES

de notre correspondant ES Haut-Pyrénéens sont en

colère. Ils reprochent à l'administration de bloquer des projets de développe ment touristique quand ça l'ar-range, et d'imposer a contrario ses décisions dans d'autres dossiers portant atteinte à l'environnement. Deux poids, deux mesures, mal acceptés dans un département très affecté par la crise économique et dont la seule échappatoire est liée à l'exploitation de ses richesses naturelles.

Vice-président du couseil régio-oal de Midi-Pyrénées, conseiller général de Lourdes-Onest, M. José Marthe (RPR) ne cache plus son desappointement devant une situation inextricable provoquée par les interférences successives écartelant le pouvoir centralisateur et la classe politique locale toutes éti-quettes confondues. Il le crie haut et fort : « Malgré lo décentralisotion, nous sommes restés dans des relotions de type colonial entre le centralisme étatique et les élas locaux, seuls représentatifs de l'inièret général. * « C'est aux hommes de ce pays de décider ce qui est bon pour eux ou ne l'est pas. Il ne faut pas se laisser impressionner par l'impériolisme des administrations», lui répond en écho le député MRG Claude Gaits. «!! faut respecter la volonté démocratique des communes », surenebérit M. Philippe Douste-Blazy (CDS), député européen, maire de Lourdes. On retrouve la même annlyse dans les propos de M= Durieu (PS), conseiller général de Saint-Laurent-de-Neste.

Trois raisons de mécontentement

Si l'on excepte tous les projets conceroant des sites riverains du Parc national des Pyrénées, comme celui du Pont-d'Espagoc, à Canterets, ou du Grand Site, à Gavarnie veritable sanctuaire naturel pu toute initiative d'expansion se doit d'être domestiquée conscienciense-ment, les élus haut-pyrénéens ont actuellement au moios trois boones raisons de mécontente-

Primo: la ligne à très hante tenslon qui doit traverser la vallée do Louron. Autour du président du conseil général des Hautes-Pyrénées, M. Habert Peyon (MRG), les élus sont bloc pour sorcer EDF à

accepter une contre-proposition afin d'éviter de défigurer un site essentiellement touristique. Ils entendent, aujourd'bui, non plus s'upposer à ce projet énergétique, mais mieux le maîtriser en remplaçant le projet initial de ligne à courant alternatif (400 000 volts) par une ligne à courant continu. Mains de cables, moins de pylones, davantage de possibilités d'enterrer la ligne. Après avoir levé leurs bou-eliers contre le projet, les écologistes semblent pencher eux aussi pour une solution de consensus.

Secundo: le projet de viaduc à la sortie de la cité mariale en direction d'Argelès-Gazost. Cet ouvrage, appelé à voir le jour en 1992, suseite un désaceurd entre élus et habitants des cantons concernés, et la direction départementale de l'équipement. A ce viadne enjam-bant 13 bectares de terres agri-coles, la trentaine de villages intéresses préférent la solution proposée, là encore de concert, par les élus : le dédoublement de la voie existante. Non seulement ce viaduc va défigurer le site du gave de Pau mais, en plus, il risque de provoquer une mort lente des communes riveraines, isolées sur le

plan économique par cet ouvrage.

Tout le monde est d'accord pour changer le tracé, sauf l'administration concernée. Tertin : le lac des gaves d'Arge-

lès-Gazost. Là encore, l'unanimité politique s'est faite pour appuyer ce projet de création d'une zone de loisirs à 10 kilomètres de Lourdes. Cette fois, e'est le conseiller général, maire de la station thermale, Rubert Coll (divers droite), qui peste contre le blocage de l'administration, obtenant au passage l'assentiment des autres partenaires locaux et départementaux, dont celui du sénateur maire, François Abadie (MRG).

Ce lae artificiel avait sensibilisé la préfecture des Hautes-Pyrénées par le biais de la direction départementale de l'agriculture, qui y était favorable. Mais un directeur s'en va, un autre arrive, et voilà que le projet est remis en cause.

Dans ces trois dossiers litigieux de développement économique, le préfet des Hautes-Pyrénées, M. Jacques Coeffe, se retranche derrière la striete règle du droit dont il est le mandataire.

JEAN-JACQUES ROLLAT

HEURES LOCALES

LES GRANDS ENSEMBLES ET LA QUALITÉ DE LA VIE

Les sapeurs-artistes de la Cité de la création

Une bande d'anciens des Beaux-Arts de Lyon a choisi d'aider les habitants des cités lépreuses à mieux vivre leurs murs

de notre envoyée spéciale

N nous appelle les Red Adair des cités difficiles. » A l'image du célèbre pompier américain spécialiste des incendies pétroliers, la bande de la Cité de la création s'est attaquée à un autre foyer, non moins violent : celui du mel de vivre qui couve sous le béton hostile des grands ensembles. A grands coups de pinceaux et de fresques géantes en guise de lances, la quinzaine de « sapeurs-artistes » de cette entreprise lyonnaise ont, en effet, choisi depuis cinq ans de redonner vie aux cités lépreuses et oux murs aveugles des quartiers et bantieues dits « difficiles ».

Dans leur sillage, plusieurs pignons burgues de Lyon ont ainsi recouvré la mémoire : à la Croix-Rousse. Guignol apostrophe désor-

quertier des Etats-Unis, les plans futuristes de Tony Garnier sont mis en perspective à même les feçades de la célèbre cité réalisée par l'erchitecte. Perellèlement, les bâtiments se réconcilient avec leurs occupents, comme ces écoliers d'Oullins qui ont l'impression d'entrer dans leur cahier en pénétrant dans l'école peinte en papier quedrillé, tandis qu'à l'extérieur, l'abribus symbolise un immense svion

« Les murs des maisons constituent la seconde peau de leurs habitants, estime Gilbert, l'un des sapeurs de la Cité de la création; s'ils arrivent à se sentir bien dedans, ils n'auront plus envie de se mutiler. » Histoire de lui donner raison, les taggers vengeurs de la cité Jean-Mermoz de Lyon se sont srrêtés là

mais Gnafron par-delà la traboule peints sur chaque bâtiment, par sertion professionneile en passant du « mur des canuts »; dans le l'équipe de la Cité. Mieux encore, ce sent les gamins eux-mêmes qui protègent ce qu'ils considèrent comme «leurs» fresques. « La réhabilitation des grands ensembles ne peut pas, selon Gilbert, se limiter à la réparation des boîtes aux lettres ni au blindage des portes parce que cette réhabilitation-là ne prend pas en compte la dimension humaine.»

Des fresmes mais pas l'essentiel

Inversement, reconnaissent-ils, ia création artistique tombe à plat si elle ne s'eccompagne pas d'une politique générale de réhabilitation traditionnelle. Et faute d'une bonne synchronisation, les élus se retrouvent devoir gérer les frustrations des habitants qui voient les fresques se réaliser alors même qu'il leur manque toujours « l'essenoù commencent les panneaux tiels : du chauffege central à l'in-

par les foyers d'accueil d'adolescents, les commerces, les espaces

Pour faire leurs classes. Gilbert.

Patrick, Pomme, Alim et les autres, pour la pinpart anciens e gones des Beaux-Arts » de Lyon, not sillonné le monde à la découverte des gens de toutes sensibilités, de Bamako à Mexico. « Où au'ils soient. les hommes et leur environnement expriment une culture, à charge pour nous de savoir l'écouter, de la traduire et de la respecter, explique Gilbert, même si cela ne correspond pas forcement à ce que nous souhaiterions. » Dans la cité Jean-Mermoz, par exemple, l'équipe de la Cité a demandé sux hahitants quels mnts étaient, pour eux, chargés de sens. Et c'est einsi qu'une marelle est représentée sur l'immeuble M. un safari sur l'immeuble S et un... téléviseur sur l'immeuble T. « De

quel droit les jugerions-nous, s'insurge Gilbert, ce sont eux qui y givent, non?»

Pour la bande de la Cité de la créatina, le réussite de cette approche sociologique préliminaire qui peut darer de quelques semaines à quelques mois, conditionne le succès de tont projet de réhabilitation ertistique. « Nous nous contentons ensuite d'utiliser l'art comme un outil, vecteur de tolérance, pour transcrire les attentes de la population que nous

Le caractère novateur d'une telle démarche - a révêler leur identité aux habitants tout en les initions à l'art contemporain » - n'a, au départ, suscité qu'un enthousiasme limité de la part des milieux artis-tico-culturels. Me Merie-Claude Jeune, conseillère artistique à la direction régionale de l'action cul-turelle en Rhône-Alpes, dénonce, par exemple, le caractère « inintéressant » du travail réalisé par la Cité de la création sur l'œuvre de Tony Garnier, dans la mesure où ce travail a, sur le plan esthétique, a trahi ». effirme-t-elle, le sens de l'ouvrage de l'architecte. Une prévention qui oe l'empêche pas, loutefois, de reconnaître la qualité de le communication menée suprès des locataires.

Une aventure collective »

Depuis quelques mois, Gilbert et ses camerades ont resseotl que le comportement des élus avaient changé et que la réhabilitation des quartiers difficiles o'apparaissait plus comme e une démarche d'intellectuels», «Les élus viennent de plus en plus souvent nous chercher. constatent-ils, car s'ils savent analy ser le malaise des cités, ils se rendent compte qu'ils ne savent pas comment le traiter. » De fait, les dossiers s'accumuleot sur les bureaux de la Cité de la création en Mulhouse, Paris, Nogent-sur-Marne et même bientôt Barcelone où la préparation des Jeux olympiques bat son plein. Parallèlement, leur projet de « Musée urbain Tony-Garnier» vient de se voir décerner le label de la Décennie mondiale du développement culturel, une distinction remise par l'ONU et et l'UNESCO et qui o's consacré, cette fois-ci, qu'an seul ouvrage français parmi les cent récompen-

La bande de la Cité de la création souhaite toutefois garder le tête froide face à ces succès. L'organisation même de l'équipe ne résisterait pas à l'accumulation des chantiers. a Nous sommes quinze et entendons le rester pour que chacun d'entre nous continue de toucher le ballon de la création artistique, effir-meot-ils. Organisés en société coopérative de production - «la seule formule crédible à l'extérieur et conforme avec notre éthique». précise Patrick - ils souhaitent continuer de vivre svant tout l'a aventure artistique collective » qu'ils se sont tracée depuis 1977. « A l'époque, nous étions déjà les immigrés des milieux culturels. C'est peut-être pour cela que nous les comprenons mieux aujour-

VALÈRIE DEVILLECHABROLLE

Cité de la créetion, 44, Grande-Rue, 69600 Oul-lins. Tél : (16) 78-50-44-57.

Le réveil des « Etats-Unis »

fe me souvenais même plus que c'était comme cale », s'exclame la petite grandmère en s'extasiant devent les poignées de porte en porcalaine de l'eppertement témoin, version 1932, reconstitué per les locateires du quartier HLM des Etats-Unis, à Lyon. L'illusion est pourtant parfeite : la velsselle bleu et blenc ebendonnée dens l'évier en plerre, les murs recouverts de papier peint bicolore moucheté, les photos de femille jeunies, les lourds maubles d'avent-guerre... Et tous les menus objets de la vie quoti-dienne de l'époque jusqu'eux interrupteurs électriques et eux missels élimés ont été rassemblés là, comme dans un musée.

« Avec le réhebilitetion en cours, le quartier des Etets cet en pieine révolution et nous avons eu peur d'y perdre notre mémoire», explique l'une des membres de l'easocietlon des locataires de ce quartier qui rea-semble 90 % des hebitants. Le vent de le rénovation qui souffle depuis 1985 sur ces hult barres d'habitations « à bon marché » · les premières construitss è Lyon dens lee snnéss 30 per l'erchitecte Tony Gemier - a, en effet, chemboulé le vie de cee locateirss, dont certeins vivent là depuis quatre générations.

Las logaments resteurés (460) sur 1 567) sont méconnsissebles et lea fresquee du futur Musée urbain Tony Gamier mettant en scène les projets de Cité industrielle de l'erchitecte, habil-Isnt déjà six des seize pignona de ces immeublea. Lea unea eprès les eutres, les boutiques font peau neuve elors que certeins commerces de proximité s'éteignent. Perallèlement, la liste des demendss s'ellonge à l'Office HLM de ls communauté urbaine ds Lyon (COURLY), propriéteire des logements, pour venir vivra dans ce quertier de tradition nuvrière qui, jusqu'à meintenant, viveit replié aur

Les touristes font le détour pour vanir edmirar les fresques et notamment l'horloge à vingt-



Une des seize peintures murales du Musée urbain Tony Gamier

quatre chiffres qui e été intégrée è l'un des murs et dont pea un des hebitants n'ignore ls fonc-tionnsment grâce è un bulletin publié par la Cité de la création. Ouvert deux jours per semaine depuis novembre dernier, l'eppertement témoin e, pour se part, déjà accuelli près de cinq cents visiteurs. « On e même eu un groupe d'erchitectes indonéaiens I », s'exclame une eutre Inesteire. Une essocietion devrait d'eilleurs être créée pour occuper des visites, assu jusqu'ici bénévolement per les

« En créant ce musée, noua evons voulu recréer l'etmoephère de l'époque où nous evons pris possession de ces appartements», explique Eddie Gilles, président de l'associetion. « Tous les Incatairee mus ont donné quelqus chose pour l'eméneger », paursuit-il et même perfois dee objets de

valeur : lampe Gallé, collection de bijoux sn or erts déco... L'Of-fice HLM de ls COURLY a, pour sa pert, mis gracieusement à disposition l'eppertement, dont il prend en charge l'électricité et le chauffage, ce qui n'a pas manqué de susciter une esrtaine emertume dans la liste das demendeurs en ettente.

Un exemple de « tissu urbain intelligent »

L'Office, qui a injecté 23 millions de france dans la réhabilitation de ces immeubles (dont 5,3 millions consacrés à la réalisation des fresques), en e aussi profité paur se décentreliser et se rapprocher de ses locetaires. Paur le première fais, san pouvoirs dans l'edministration des immeubles et la gestion des dossiers individuels.

Reste que cet éveil du quartier ne s'est pas fait sans jalousies ni grincements de dents. « On s danné de l'argent pour peindre des fresques elors que les immeubles n'ont toujours pas d'esceneeurs », regrette toujours M. Henri Vienay, meire du huitième errondissement de Lyon. « Je ne peux être que favorable è cette valorisation, ejoute-t-il, mais eur le fond, elle me dérange... > Catte velorieation sociale et culturelle doit fairs figure d'exemple d'un ∢tissu urbain intelligent», eatime au contraire M. Philippe Velade, vice-président délégué de l'office HLM de la COURLY. Le débat n'est pas clos, maia c'est dire si la route est encore longue pour faire eccepter la combinaisan « valorisation anciela et cadre de vie asthédque ».

REPÈRES

ALSACE

Des parcmètres trop intelligents à Ŝtrasbourg

Strasbourg renonce aux hnrndateurs « intelligents » installes dans le centre-ville en septembre 1989. Ces eppareils de marque Radioparc acceptaient indifféremment des pièces de monnaie ou une carte de paiement spéciale Transparc. Ils encaissaient ainsi la durée exacte du stationnement, remboursaient éventuellement le trop-perçu et évitaient d'evoir à poser une ettestation derrière le pare-brise. A l'expérience, les sutomobilistes stras-bourgeois et les visiteurs étaient désemparés par ces machioes complexes sur lesquelles il falleit pianoter son numéro d'immetriculetion; d'après le mairie, clies nat connn également de sérieuses défaillances techniques.

La ville de Strasbourg eo a donc tiré la leçon et renonce eux quinze appareils déjà posés pour contrôler 270 places de stationnement. Ces horodateurs ont été démontés il y a quelques mois, mais le cooseil municipal a dû délibérer officiellement pour svaliser le remboursement des certes megnétiques encore inutilisées.

POITOU-CHARENTES

Un observatoire atlantique des formations

L'arc stiantique s'organise, en particulier dix de ses vingt-deux régions regroupées au seio du Sud-Europe-Arlantique, Réunies peo-dant deux jours eu Futuroscope, près de Poitiers, pour échenger leurs vues sur la coopération et la formation, celles-ci ont décidé la création d'uo observatoire atlantique des formations : il eura ootammeot pour missioo d'assurer le suivi et la gestioo des opérations engagées et de faciliter les échanges de programmes pédagogiques. Sa première réuninn de travail sura lieu le 23 evril à Madrid.

La formatioo constitue uo axe majeur des politiques régionales ; le Poitou-Charentes en fait sa priorité, le Centre y consacre 56 % de son bodget et le gouvernement bas que de José Antonio Ardenza fait également de la formation son leitmotiv: « Nous voulons ojouter notre marque à la construction européenne », souligno-t-il. Les présidents des dix régions du Sud-Europe-Atlantique ont profité de leur rencontre pour plaider en faveur d'uo TGV Atlantique qui se prolongerait josqo'à Madrid et à Séville avec des connexions vers Santiago, Porto et Lisbonne.

11 44 12

RECRUTEMENT

Vers un consensus sur la formation territoriale

Le groupe de travail sur la fonc-tion publique territoriale, invité en décembre dernier par Philippe Marchand à étudier le problème crucial de la formation, s'est à nouvesu reuni le 21 mars. Pour inciter les élus à embeucher les recrues des concours (plutôt que des contractuels ou des agents détachés, immédiatement disponibles), il s'est montré largement fsvorable à une réforme du dispositif.

La pinpart des participaots se sont prononcés pour un découpage de la formation en un tronc com-mnn de courte durée et une période d'adaptation à l'emploi plus tardive et plus étirée dans le temps. Ils ont rejeté l'hypothèse la plus avantageuse pour les agents, qui consistait à les former et à les rétribuer dès leur succès au concours. Ce dispositif déplaisait fortement aux élus, poisqo'il exi-geait une hausse de ls cotisation versée su CNFPT. De plus, il ne permettait pas de mettre fin à la pratique des «reçus-collés», les collectivités ayeot tonjours le liberté de choisir leurs collabora-

Le groupe de travail e demandé Le groupe de travau e demande la nominetion d'un rapporteur, chargé d'élaborer no aménagement des statuts. Il a également réclamé un élargissement de ses compé-tences à l'ensemble des problèmes de la fonction publique territo de la fonction publique territo-riale: rémuoéretios, primes, seuils démographiques. Le prochain rendez-vous aura lieu après les grandes vacances.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de nos correspondants : Jean-Pierre Foron (Le Poy), Michel Lévêque (Poitiers) et Jacques Fortier (Stras-

ı,

Le skate-board : une nouvelle pratique de la ville par Michel Fize

Pour réconcilier les adolescents avec la ville, le sociologue Michel Fize prèconise que les municipalités réhabilirent la fonction ludique de l'espace urbain, notamment par l'aménagement d'équipements pour la pratique

N connaît le mauvais eiustement entre les jeunes et la ville. Combien sont-elles les jeu est prévue? L'univers de la ville moderne est fonctionnel. Il répond d'abord aux principes d'utilité sociale. Résultat : la fonction ludique est souvent négligée au profit des fonctions commerciales et administratives. Il en résulte une rareté d'espaces pour les ennes, improductifs par nature. Cette situation est d'outant plus grave

qu'ont aujourd'hui disparu ces terrains vagues où les enfants pouvaient se livrer à des jeux improvisés. Il s'ensuit des phénomènes d'appropriation ou de réappropriation de territoires interdits, des réaménagements d'espaces publics et collectifs à des fins ludiques. Et cels d'autant plus que l'espace apparaît aux adolescents comme la seule ressource dont ils disposent encore pour se forger une identité, donner un sens à leur « galere ».

Investissement illégitime? Non, si l'on veut bien considérer que «l'espace public est un espace accessible n'importe quand... par n'importe qui, sans aucune discrimination, pour des activités qui ne sont pas nécessaire-ment explicitement déterminées » (1). Oui, répond l'eutorité publique, qui

en perd le contrôle. En effet, ces territoires occupés deviennent des espaces privés, sur lesquels s'affirme une maîtrise exclusiva. Els traduisent le rejet par les jeunes des lieux assignés, désignés, non transformables. D'où le relatif échec des maisons des jeunes et de la culture, mais aussi des mouvents sportifs traditionnels. L'adolescent a besoin de construire et d'organiser lui-même son espace. Amsi à propos du skate-board : la ville devient «le lieu de tous les affrontements ..

Les adolescents-skaters opèrent, aux yeux du pouvoir, un véritable détournement des lieux et biens publics. Trottoirs, places et autres parkings perdent leur destination première pour devenir des objets ludiques. Un banc devient une rampe, une poubelle En revanche, le skate est bruyant.

un obstacle à franchir, la rue redevient un vaste terraio d'aventures et de rencontres. La culture adolescente s'affirme avec ses normes, ses cadres spécifiques, sa musique, son langage

Régulation de la violence

Désordre urbain, viol de la sécurité publique, crie la collectivité. Jugée dangereuse, pour les biens (elle dégraderait le mobilier urbain) et les personnes (elle agresserait les usagers des voies publiques), la pratique du skate-board est alors condamnée, et parfois sanctionnée, de paines d'amendes. Or, si la dégradation des biens ne paraît guère cootestable, quoique légère, les accidents causés eux tiers sont peu fréquents et rarement graves.

An lieu de sévir, certaines municipalités préférent prévenir : elles aménagent des espaces avec implantation de rampes et création de clubs. Autrement dit, on éponge la violence adolescente, et on garde la maîtrise de l'espace. On sait, en effet, depuis longtemps que le sport organisé est un instrument discret de régulation sociale de la violence physique, qu'il permet de pacifier les corps et de tempérer l'usage illégitime de la force.

(i) J. Rémy, L. Voye, Ordre et violence, PUF, 1981, 93p.

▶ Michel Fize est sociologue au CNRS, auteur de la Démocratie familiale, aux Presses de la Renaissance, 1991.

> _ __....

Ouverture sociale en Europe

La proposition de le Commission de Bruxelles visant à favoriser, chaqua fois que cela sera possible, un accord cadre interprofessionnel eu niveau européen est accuellie avec intérêt par les partenaires sociaux (le Monde du 30 mars). Le secrétaire général de la CFDT, M. Jean Kaspar, juge un tel engagement « positif », même s'il est entouré encore de bien d'ambiguttés et d'incertitudes. tant il est vrai que l'esquisse de l'Europe sociale tarde à se

Mais le fait le plus nouveau est qu'au sein du patronat européen, traditionnellement opposé à des négociations européennes centralisatrices et contraignantes, lea positions évnluent. Dana l'entourage du CNPF, on juge ainsi que « l'approche envisagée apporte plus d'evantages que d'inconvénients », des lors que certaines conditions sont réunies. L'idée est de définir plus clairement les domaines d'intervention sociale, l'articulation entre les niveaux de

négociation et surtout la notion de « subsidiarité », afin de faire le tri entre ce qui est de la compétence nationale et ce qui est de la compétence européenne, contractuelle ou

Pour l'heure, ni l'Union des industries de la Communauté européenne (UNICE) ni la Confédération européenne des syndicats (CES), qui réfléchissent ensemble aur ces sujets eu sein d'un groups ad hoc avec le Comité européen des entreprises publiques, n'ont officiellement pris position. Un gentlemen's agreement entre des parteneires sociaux reconnus et la Commission n'est pourtant pas hors de portée. Encore faut-il que l'UNICE at la CES eient un mendat pour négocier. Encore faut-il établis aussi une liste de négociateurs habilités, la Confédération européenne des cadres n'étant pas reconnue, la CGT n'étant pas à le CES, les PME à l'UNICE,

Une autre question est de savoir quel sort sera réservé à ces accords-cadres. Le projet de la Commission prévoit qu'une décision du conseil pourra les rendre abligatoires. Mals ces textes contractuels se suffirent-ils à eux-mêmes ou seront-ils traduits en instruments communautaires ? Ces interrogations nourrissent le débat au sein de l'UNICE, où les patronats britannique et allemand paraissent les plus réticents. Pourtant, l'idée d'un coup de frein à la réglementation bruxelloise, les règles sociales communautaires étant négociées par les praticiens du social, séduit une partie du patronat. Comme le confie M. Zygmunt Tyszkiewicz, secrétaire général de l'UNICE, « si l'autre branche de l'alternative, c'est une evalanche de directives, elors l'accord cadre serait un moindre mal ».

فشنا وزور

 $\gamma_{+} \leftarrow \frac{\gamma_{+} \pi}{2}$

12.0

.....

. -- 255

بميتن تياس

Un réalisme prometteur. MICHEL NOBLECOURT Suppression du monopole de douze entreprises publiques

Relance de la révolution néolibérale au Pérou

En suporiment le monopole de dnuze entreprisea publiques péruviennes, M. Carlos Bolonia. nommé ministre de l'économie et des finences Il y a quarante jours, a porté un nouveau coup au capitalisme d'Etat qu'il veut démentaler pour implanter un modèle néolibéral.

correspondence

Ces douze entreprises publiques avaient été créées il y a une ving-taine d'années, pendant le régime militaire du général Velasco : cer-taines étaient censées assurer la commercialisation de produits de première nécessité, d'autres prien-taient le crédit vers les mines et l'agriculture; d'autres, enfin, étaient responsables de l'information officielle. Désormais, ces entreprises seront soumises au jeu de la libre concurrence, et l'abolition des privilèges toucheta prochainement un potrueire les d'autres des des la libre concerner.

La privatisation du secteur public est pourtant loin de marcher aussi vite que le voudrait M. Bolnnia, Il reconnaît svoir du céder eux presns présidentielles pour réduire de 30 à 8 les premières entreprises dont l'Etat a commencé à se défaire début mars. Les réformes structurelies vont poortant bon train. En quarante jours, cet économiste that-chérien s'est attaqué à la fois à la diminution de l'activité productive de l'Etat, à la libéralisation du commerce extérieur en abaissant brus-quement les barrières douanières de 50 % à 15 % et à la législation du

Il reconnaît des lacunes parce que, dit-il, « nous n'avons encore rien fait de significatif en agriculture et nous avons trop négligé le colu social ». En effet, trois jours de grève générale, décrétée par les syndicats paysans dont le compresse et une servaire dans les campagnes, et une semaine d'affrontements dans la capitale entre forces de l'ordre et grévistes (entre autres des infirmières, des salariés de l'Entreprise générale des eaux - cela en pleine épidémie de choléra - et aussi des éponses de policiers et de subalternes de l'armée) mettent en relief le coût des mesures adoptées par le régime Fuji-mari. Tout d'abord avec l'ajuste-ment draconien du 8 anût 1990 pour juguler l'hyper-inflation, puis avec le nouvean train de mesures lancé la veille de Noël; enfin, avec les réformes structurelles du minis-

Un « tron » de 800 millions de dollars

Le schéma néolibéral est bien connu : le Pérou de M. Bolonia oe fait que suivre le sentier abrupi emprunté par son voisin bolivien. Mais le « miracle bolivien » est à démontrer et il reste à prouver que l'expérience bolivienne paisse s'ap-pliquer mécaniquement au Pérou. Tout d'abord parce que le poids de la cocaîne pèse davantage dans l'économie bolivienne; ensuite parce que l'industrie péruvienne, même si elle est souvent obsolète, est une importante source d'emplois urbains. Enfin, et surtout, parce que la violence subversive fait toujours de nouveaux adeptes et que les mesures oéolibérales risquent de jeter dans le désespoir ou la révolte un nombre croissant de laissés-pour-compte, M. Bolonia ne veut pas céder eux pressions sociales parce qu'il reconnaît que ele talon

d'ichille du programme, c'est le défi-cit fiscal ». En effet, il dnit couvrir un « trou » de 800 millions de dol-lars (4,56 milliards de francs) dans son budget 1991. Une partie impor-tante de ce mantant correspond au remboursement des créances vis-à-vis des organismes multilatéraux de financement et au coût de la réinser tion au sein de la communauté monétaire internationale.

M. Camdessus, directeur du FMI, s'est personnellement engage à débusquer ce crédit-relais de 800 millions de dollars, mais, jus-800 milions de dollars, mais, jusqu'à présent, l'npération sauvetage a été un êchec que les autorités mettent sur le compte de la guerre du Goife. Aujnurd'hui, M. Bolonie entreprend une tournée aux Eints-Unis et au Japon, afin de relancer personnellement cette proposition, l'activit du médit selait trat uital octroi du crédit-relais étant vita pour épauler le précaire processus d'ajustement économique et de réformes structurelles. Il ne part pas les mains vides, puisque, depuis août dernier, le Pérou a appliqué à la lettre les recom tions du FMI et de la Banque mon-diale.

Les premiers résultats sont posi-tifs: le taux moyen d'inflatinn men-suelle est inmbé de 40 à 10 %; le déficit budgétaire s'est considérable-ment réduit. L'envers de la médaille, ce sont les 300 000 à 500 000 nouveaux chimeurs qui viendront disputer aux millions de travailleurs informels la place sur le marché et, surtout, les 12 à 15 mil-lions de Péruviens qui luttent quoti-diennement pour leur survie, le choléra - un des derniers fléaux à s'être abattu sur le Pérou - n'étant qu'un des muloiples stigmates de l'extrême

NICOLE BONNET

Dixième plan économique en vingt mois

Le gouvernement argentin tente de stabiliser le taux de change entre le dollar et l'austral

lancement d'un nouveau plan économique, le dicième en vingt mois de gouvernement péroniste, qui sera applique à partir du 1ª avril. Annoncé depuis plusieurs jours per le ministre de l'économie, M. Domingo Cavallo, ce plan, qui s'engage résolument sur la voie de l'économie de marché choisie par le président Carlos Menem dès son anivée au pouvoir en juillet 1989. e valeur de loi. Après avoir recu l'avel du Sénat, il a été approuvé. mercradi 27 mars, par la Chambre des députés, eprès plus de douze heures de débats et l'opposition des radicaux et des partis de

gauche. **BUENOS-AIRES**

de notre correspondente

Le dixième plan économique du gouvernement péroniste garantit la convertibilité entre le dollar et l'eus-tral, une baisse des taux d'intérêt; l'ouverture de l'économie argentine aux importations étrangères. L'objec-tif est audacieux puisqu'il s'agit d'obtenir la stabilité des prix, d'enrayer l'inflatinn, de combler le déficit des finances publiques et de rebnoer l'acuvité économique. Il vient, en fait, renforcer les mesures prises par M. Cavallo dès sa prise de fonctions la politique de rigneur et de réforme de l'Esst entreprise par M. Menem.

« Dollarisation » on monnaie forte Alors que la presse locale parle d'une «dollarisation» de l'économie argentine, M. Cavallo préfère évoquer «la création de conditions en faveur

d'une monnaie forte». C'est avec l'appui des milieux financiers que le gouvernement, qui se réserve le droit de modifier le nom de l'austral ou de le dévaluer, espère atteindre une stabi-lité des prix, soumis jusqu'à présent aux variations du taux de change du dollar et aux alcas de l'inflatinn. A présent, le cours du dollar devrait être garanti à 10 000 australs. Le flambant ministre de l'économie s'apprête à court terme à livrer une hataile cruciale puisque, dès le mois d'evril, il souhaite faire tomber le taux d'inflation annuel à moins de 15 % (contre 27 % pour le seul mois de février). Avant même l'application do «plan Cavalin 2», les tarifs publics ont été augmentés de 5 à 29 %, et le ministre de l'éconnuie a promis qu'il n'y aurait pas d'autre augmentation. Il a aussi menacé de sévères sanctions les

entreprises privées, qui se sont empressées de faire monter les prix: 20 % pour certains produits laitiers. Plutôt qu'un plan, les détracteurs de M. Cavalln estiment qu'il s'agit d'une série de réajustements qui ne font que répéter des mesures déjà

Le début de l'automne austral en février (le Monde du 5 février), appliquées sans succès en Argentine après la coute brutale de la devise depuis M. José Alfredn Martinez de agentine, et s'inscrit dans le cadre de Hoz, ministre de l'économie sous la dictature militaire. Au rang des mécontents : les industriels, déjà affectés par la récession, qui critiquent l'ouverture pratiquement totale du marché aux importations étrangèces. «C'est la carte de la dernière chance du président Menem. » Co commentaire d'un banquier argentin résume le ressentiment qui prévaut à Buenos-Aires à six mois d'élections partielles (gouverneurs des provinces renouvellement d'une partie de la Chambre des députés, maires) qui s'annoncent difficiles pour le parti péroniste. Certains observateurs comparent ces mesures au «plan austral» de l'ancien président Raul Alfonsi (radical), lancé avant les élections de 1985. Malgré les déclarations du pré sident Menem, qui se défend de toute M. Cavallo de s'assurer l'approbation du Congrès est interprétée comme la recherche d'un appui politique en

> Sur le plan social, la politique de rigueur imposée par le président péro-niste entraîne un malaise croissant. Le produit intérieur brut par habitan en 1990 a baissé de 6 %, et plus de 42 % de la population du grand Bue nos-Aires vit dans une pauvreté extrême, ce qui explique sans aucun doute la chute de la cote de popularité du chef de l'Etat : 68 % de mécontents selon un dernier sondage

> > CHRISTINE LEGRAND

pleine année électorale.

Hausse de 1,1 % de l'indice composite en février

Des signes encourageants pour la conjoncture américaine

pour la première fois depuis plu-sieurs moin, un Indicateur économique glabal indiquant une reprise de l'activité. Selon les etatistiques publiées vendradi 29 mars par le département du augmenté de 1,1 % en février, eprès avoir chuté de 0,5 % le mois précédent. Il s'agit de la première hausse de cet indice -raffet de résultats enregistrés dans la plupart des secteurs de l'éconnmie – depuia le mais de juin 1990. Sur les noze critères pris en compte dane l'In-dice, seules les statistiques de l'emploi et cellee ralatives aux carnets de commandes étaient négatives an février. La pro-gression de l'indica est surrout liée à la forte hausse des cours de la Bourse et à la reprise de la confignce des consommateurs.

Le publication de l'indice composite survient quelques jours après les décleratione du secrétaire au Trésor, M. Nicholae Brady, Indiquant que l'éco-nomie américaina montrait

Les Etats-Unis ont enregistré, désormals des aignes « tangibles » de raprise. Merdi 26 mare, le Conference Board, organisation patronale américeine, e fan savoir que, selon ses calculs, la confiance des Américalns dans leur économie avelt fortement progreses en mare. Vendredi, la département du commerce a également annoncé que les ventes de logements neufs evalant progressé de 16,2 % en février.

Après le fort recul du PNB enregistré au quatrième trimestre de 1990, l'indice composite, de la conjoncture économique à court terme (de six à neuf mnis), pourrait signaler que les Etats-Unia sont eur le point de retrouver le chemin de la croissance. Compte tenu du climat très perticulier prévelant an février, en raison du conflit dena le Grife at de l'euphorie boursière, la prudence a'impose

L'OCDE satisfaite de la croissance de l'aide française au développement

d'aide au développement (CAD) de POCDE, tenue vendredì 29 mars à Paris et consacrée à la France, les experts de l'Organisation internatio-nale se sont «felicités de la progres-sion continue de l'aide française». En 1989, le montant de l'aide française au développement (qui n'inciut pas celle aux départements el territoires d'autre-mer) a progressé de 11,9 %, s'élevant à 5,2 milliards de dollars (33,2 milliards de francs au taux de change de 1989), soit 0,54 % du PNB, contre 0,50 % l'annce procedente.

En moyenne pondérée, les vinetquatre pays membres de l'OCDE nnt consacré, eo 1989, 0,33 % de leur PNB à l'aide au développement. Le CAD estime que les versements français ont « encore nug-menté en 1990, tant en volume qu'en pourcentage du PNB», et a appouvé « l'assouplissement continu des conditions financières de l'aide fran-çuise ». Malgré cette évolution, la Fraoce n'a pas encore atteint le pourcentage de 0,7 % dn PIB que les Nations unles considérent comme référence pour l'aide au développement des pays industrialisés.

L'inflation au Japon a atteint 3,1 % pour l'année budgétaire 1990

Les pressinas ioflatioooistes ne s'apaisent pas au Japon. La hausse des prix à la consommatinn au mois de mars aura été de 3,7 % par rapport à mars 1990, selon l'agence économique gouvernementale qui vient de publier les indices. En février, la hausse annuelle avait été de 3,9 %. Sur l'année budgétaire oippone, qui s'est achevée fio mars, l'inflation onra été de

D Les Japonais achètent moins d'imobles nox Eints-Unis. - Les achats iappnais d'immeubles et de bătiments aux Etats-Unis ont baissé en 1990 de 20 %, seinn le cabinet cenneth Leventhal, pour atteindre 13 milliards de dollars (65 milliards de francs). Déjà, avec 14,8 milliards de dollars, 1989 avait marqué une réduction sur 1988, anoée record avec 16.5 milliards de dollars. Les grands investisseurs que sont les banvers d'autres investissements et la décroissance devrait se poursuivre. En six ans, les Japonais auront tout de même acheté pour 70 milliards de dollars aux Etats-unis dnnt des

immeubles de prestige comme le

Rockfeller Center de New-York.

La menace est prise au sérieux par la Banque du Japon qui a resserré la politique monétaire depuis deux ans et qui estime occessaire, an vu des indices, de maintenir le corset serré. Les analystes fioanciers ne partageot toutefnis pas cette opinioo et ils pensent en général que l'institut d'émission nippon devra abaisser légèrement ses taux d'intérêt nour contrecarrer le ralentissement de l'activité.

D La croissance de la Corée du Sud a atteint 9 % en 1990. - Sclon un rapport de la Banque de Corée. public vendredi 29 mars, le taux de croissance du produit national brut de la Curée du Sud s'est élevé à 9 % l'an dernier, contre 6.8 % l'année précédente. Cette augmentation très rapide de l'activité s'explique principalement, selon les eutorités, par la forte hausse de la demande intérieure, et non par le dynamisme des exportetions. Au cours des deux premiers mnis de 1991, le déficit commercial coréen s'est élevé à 3,3 milliards de dollars (16,5 milliards de francs), contre 1,2 milliard seulement au cours de la période correspondante

Avec France SCAPI ou Immoption

Les financiers veulent appliquer les techniques boursières à l'immobilier

L'immobilier Intéresse les financiers qui envisagent d'y appliquer leurs techniques pour rendre plus aisées les transactions. France SCAPI, firme rassembiant les grands de l'essurance, se propose de coter directement les immeubles en Bourse. De son côté, Finacor. premier courtier sur le MATIF. crée immoption, une structure d'intermédiation permettant de traiter de e gré à grés das options d'achats ou de ventes d'immeubles

Depuis les premiers jnurs de mars, la Société des Bourses françaises (SBF), organisme charge du fonctionnement du marché, étudie le principe d'une cotation des immeubles à la suite du dépôt

d'un dossier par France SCAPI. Cette jeune firme créée en octobre 1990 à l'initiative de M. Roger Papaz, ancien directeur général des AGF, a développé une nouvelle notion, la SCAPI (société en commandite par actions de propriété d'immeuble), poor permettre de oégocier en Bourse des immeubles anssi facilement que des titres mobiliers. Le priocipe est le suivant : se rapprocher le plus possible d'une détention directe d'une part d'actif immobilier prestigieux situé dans les grandes avences parisiennes. Chaque SCAPI sera constituée d'un immeuble détermint, et sera diviste en un nombre d'actions correspondant au numbre da mètres carrés (nu fraction de mètres carrés selon les quartiers) du bâtiment. Le dividende verse sera composé des loyers eprès déductions des charges.

Pour les institutionnels, les SCAPI leur permettront de vendre en tranches une partie de leur patrimnine pour réaliser ainsi des plus-values de cessinn. Ce marché pourra être accessible aux particu-liers, désireux de s'affrir des mètres carrès en cœur de Paris et d'acheter des valeurs dont la décote, théoriquement, devrait être inférieure à celles des autres titres fonciers actuellement oégociés en Bourse. La SCAPI pourra-t-elle être opésble? Oni, en principe, affirment ses initiateurs, mais i faudra lancer une offre d'achat sur l'intégralité du capital pour ne pas léser les minoritaires. Toutefois, le changement de gérance ne se fera pas par une simple prise de enntrôle de l'affaire. D'eutres conditions voot être définies par France SCAPI qui sera alors chargée de veiller à leur application.

Ce projet, tnujnnrs à l'étude, intéresse en particulier les assu-reurs, d'ailleurs très présents dans le capital de France SCAPI. Les AGF, le GAN, l'UAP et AXA détiennent chacun 12,5 % des parts, les 50 % restants étant entre les mains d'Acofi (Actions commerciales en Finance), un holding de participations nù figurent parm les premiers actionnaires le Crédit national, GFF, Altus, La Mondiale et le groupe Harwanne.

Si les négociations d'actions de SCAPI seront effectuées sor le marché officiel, Immoptinn, la structure d'intermédiation créée par Fioacor, a chnisi le gré à gré pour lancer son marché d'options. Le principe est, pour un investisseur, de « gérer le temps » et de se soustraire en partie aux fluctuations des cycles immobiliers. Pour cela, l'iotervenant effectue un

plement en achetant ou en vendant une option à un prix fixé d'evance concernant un immeuble bien défini, option qui sera abandonnée ou encaissée par l'acheteur ou par le vendeur s'il choisit de na pas effectuer l'achat ou la vente de son

En effet, les promoteurs ont besoin d'assurer leur marge contre les aléas de la conjonctore et de protéger leurs programmes dont l'échec peut, le cas échéant, les faire disparaître. Dans ce cas, ils achèteront tes nptions de vente, c'est-à-dire le droit de céder leurs programmes plus tard à un prix fixé d'avance. Inversement, les banques ou compagnies d'assnrances, propriétaires d'un immenble, pourront, si elles venlent ceder, vendre one option d'achat, toujours à un prix fixé d'avance à

senr par exemple, qui, lui aussi, veut se garantir contre un éventuelle chute des prix, notamment en abandonnant son option d'achat. Quant au propriétaire actuel, même s'il ee vend pas, le lancement de l'option d'achat amélinrere la rentabilité de son immeuble. Autre eible d'Immptinn, le eredit-beil immnbilier avec, là aussi, des possibilités de oégoce d'aptina, d'echet au de vente, qui se seront de gré à gré avec la garantie mutuelle de Finacor. Présidée par M. Michel Roche, directeur général de Finacor et dirigée par M. François Touuer nvee comme conseiller M. Ican-Loup Telinge, Immoption a déjà trouvé l'appui de deux banques, Sofal et Warms.
D. G. et F. R.

ECONOMIE

Encouragé par les services du premier ministre

Un accord est en vue entre Angoulême et ses créanciers

Un accord est en vue entre la ville d'Angoulème et le Crédit local de France (CLF), son plus important créancier, à l'issue d'une négociation qui a réuni, vendredi 29 mars, à l'hôlel Matignon, M. Georges Chavanes, maire (CDS) de la ville et M. Pierre Richard, président du CLF. Vivement encouragées par les services du premier ministre, les deux parties ont rapproché leurs points de vue sur le plan à mettre en œuvre pour rétablir la situation financière catastrophique de la cité charentaise (Je Monde du 5 février).

Le groupe Caisse des dépôts-Crédit local de France accepte le principe d'un abandon d'une partie de ses intérêts, l'autre partie étant différée pendant cinq ans. Pour sa part, le maire d'Angoulème, après avoir dramatisé la situation en menaçant les

prêteurs et les services de l'État de poursuites en contentieux, admet un étalement du plan de restructuration sur dix ans au lieu de cinq. Afin d'accélérer le remboursement des petits prêteurs - essentiellement des mutuelles et des compagnies d'assurances - le CLF consentira à la ville un prêt à intérêts réduits d'environ 120 millions. L'effort de l'Etat portera sur une aide de trésorerie. D'accord sur la démarche amiable voulue par M. Michel Rocard, les deux parties sont convenues de se revoir une dernière fois le 9 avril pour concrètiser l'accord. Entre-temps, une com-mission d'experts indépendants sera chargée de mettre au point « les chiffres prévisionnels de recettes et de dépenses de gestion de lo ville pour les

Au tribunal de Paris

Les demandes d'interdiction de la publicité comparative des centres Leclerc ont été rejetées

Le tribunal des référes de Paris a rejeté, vendredi 29 mars, les demandes formulées par la Confédération nationale de la boulangerie française, la Fédération nationale des chambres syndicales des horlogers-bijoutiers et le Conseil national de l'ordre des pharmaciens, qui souhaitaient obtenir la condamnation des centres Edouard Leclerc et de l'agence RSCG pour une campagne de publicité comparative diffusée les 18 et 19 mars.

En constatant que la campagne est terminée, le tribunal note dans son jugement que les demandes d'interdiction apparaissent désormais sans objet. Cependant, les bijoutiers et les boulangers avaient sollicité une indemnité provisionnelle à valoir sur les dommages et intérêts qui pourraient leur être accordés ultérieurement par les juges civils. Mais les magistrats relèvent que le litige ne présente pas le caractère de l'« évidence », indispensable pour assurer la compétence d'une juridiction de réfé-

O Grèves à Air France : pen de perturhations. – Les arrêts de travail de trois heures quarante organisés, du vendredi 29 au dimanche 31 mars, parmi le personnel au sol d'Air France de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle par les syndicats CGT, CFDT, FO et SNMSAC n'ons pas provoqué, le 29 mars, de retards significatifs pour les passagers. Afin de poursuivre leur action contre le plan d'économies décidé par la direction pour limiter le déficit consécutif à la guerre du Golfe, les syndicats essaient d'étendre le mouvement à l'aéroport d'Orly, où des mots d'ordre de grève de vingt quatre-heures ont été lancés, le samedi 30 et le

a La Générale des eaux prend le controle de Gagnerand. - La CGEA (Compagnic générale d'entreprises automobiles), filiale de la Générale des eaux, dont l'activité est pour 40 % environ consacrée aux transports routiers de voyageurs, urbains ou interurbains (avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 1.8 milliard de francs en 1990), va se renforcer dans le transport interurbain en prenant le contrôle de Gagneraud. Cette société régionale forte de quatre-cents salariès, possède notam-ment les Rapides de Lorraine et les Rapides de la Côte d'Azur. Le montant de la transaction n'est pas

COMMUNICATION

Télévision et protection de l'enfance

Le CSA assouplit sa position sur la censure des films

Le Conseil supérieur de l'audiovi-suel assouplit sa position sur la diffusion à la télévision des films pouvant beurter la sensibilité des enfants. Dans une lettre adressée le 25 mars aux chaînes, M. Jacques Boutet substitue un contrôle o posteriori à une censure o priori pour les films interdits aux moins de douze ans. Les télévisions seront libres « d'apprécier si l'évolution des maurs et des mentalités et l'effet sur la perception du film de sa transposition à la télévision rendent lo diffic sion de ces œuvres compatibles avec la présence de jeunes téléspectateurs devant le petit écran ».

En revanche, les longs métrages interdits au moins de seize ans restent exclus du petit écran avant 22 b 30. De même, le CSA « recommande nyec insistonce » aux télévisions de faire le mardi et pendant les congés scolaires des soirées tout

C'est en juillet 1989 que - réagis sant à la programmation en pre-mière partie de soirée de nombreux films érotiques par la Cinq et de Portier de nuit par FR 3 - le CSA avait décidé d'appliquer dans toute sa rigueur l'article 15 de la loi sur l'audiovisuel (le Monde, nos éditions des 7 et 8 juillet 1989). Un article qui confere au Conseil le devoir de protéger l'enfance contre les agressions de l'image, et en vertu duquel les «sages» avaient proscrit, sur le petit écran avant 22 h 30 tous les films interdits aux moins de douze ans. La décision avait soulevé de nombreuses protestations dans les milieux du cinéma et une certaine irritation chez M. Jack Lang, soucieux des conséquences d'une lelle mesure sur le septième art.

Les chaînes, premiers partenaires économiques de la production cinématographique française, ont en effet immédiatement réagi. « Nous n'allons pas continuer à investir dans des films de cinema sans être certnins de pouvoir les dissuser aux heures de grande écoute», décla-

rait alors M. Etienne Mougeotte, vice-président de TF 1. De fait, de nombreux contrats de coproduction entre la télévision et le cinéma ont fait figurer des clauses suspensives liées à l'obtention d'un visa tout public. Seuls des scénarios aseptisés pouvaient garantir l'argent du petit ecran, et la protection de l'enfance risquait de devenir consure de la création.

Le CSA a pris conscience des effets pervers de sa décision. Il a estimé que, depuis un an ct demi, la programmation des chaînes aux heures de grande écoute s'était sensiblement assagie. Une rencontre récente avec la Chambre syndicale des producteurs et le Centre national de la cinématographie a permis d'élaborer un compromis qui permet d'éviter la censure économi sans négliger pour autant les impératifs de vigilance morale chers au

Selon le président de la Fédération française des sociétés de journalistes, le groupe Hersant aurait enfreint la loi ser les concentrations. - Selon M. Denis Périer-Daville, ancien journaliste au Figaro et président de la Fédération française des sociétés de journalistes, le groupe Hersant, qui vient de racheter le quotidien le Bien public de Dijon (le Monde du 29 mars), est en infraction avec la loi de septembre 1986 qui interdit à un groupe de presse de contrôler plus de 30 % de la diffusion totale des quotidiens. Dans un entretien avec Libéra-tion du 30 mars, M. Périer-Daville indique que le Service juridique et technique de l'information (SJTI) se penche sur cette question. Le probléme est de savoir si, en plus des quotidiens régionaux récemment tachetés - l'Est républicain et le Bien public -, le groupe Hersant contrôle ou non une partie du groupe Midi libre de Montpellier, qui fait actuellement l'objet d'un procès (le Monde

REVUE DES VALEURS

BOURSE DE PARIS

Semaine du 25 au 28 mars | NEW-YORK

+ 2.5 % L'œuvre de Pâques

LES PLUS FORTES VARIATIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES

nst. Mir. INTI

musobil Phinix

1.h. R. Beton.

Valents

SODECCO_

9.8 Cepd 9.7 Fives Like 8.8 Nordon et Co.

Art Sea. Avenu H.M.

RA ALSPI

La courte semaine pascale aura permis d'effacer la déposer des demandes d'enregistrement de ce médicaquasi-totalité des pertes enregistrées aa cours des minze jours précédents dans un marché toutefois relaquinze jours précédents dans un marché toutefois relativement caime. Le bilan des quatres séances écoulées, la Bourse étant traditionnellement fermée le Vendredi saint, se solde par un gain de 2,5 %. L'indice CAC 40, en terminant jendi à 1816,36 points, se retrouve à 0,8 %) de son pins bant niveau de l'année, atteint le 7 mars dernier (1831,85). Ce regain, après deux jours de panse (+0,08 % lindi, +0,09 % mardi), a été encourses par le redressement de Wall Street permattent à rage par le redressement de Wall Street, permettant à la place française de s'apprécier de 1,24 % mercredi et

Les bonnes nonvelles sont vennes d'outre-Atlantique mardi. A la publication de statistiques économiques favorables, s'est ajoutée la dernière étude du patronat américain, le Conference Board, sur la consommation des ménages nux Etats-Unls, témolgnant d'une nette évolution de leur état d'esprit. L'indice de configuee des consommateurs pour le mois de mars e été mailleur en consommateurs pour le mois de mars e été mailleur. consommateurs pour le mois de mars a été meilleur qu'attenda, passant à 81 contre 59,4 en février. Cette progression, la plus forte jamais enregistrée depuis 1967, date de la création de ce baromètre, a été bien-accueillie par les investisseurs. Pour eux, la récession, amorcée en octobre 1989, a pris fin au début de ce

Cette interprétation, reçue favorablement en France, masqué en partie les manvaises nouvelles économi-nes purement nationales, comme la brotale aggravation du chômage en février (+1,8 %), les résultats décevants des entreprises et, dans une certaine mesure, le ralentissement de la croissance cette année, ramenée à 2 % an lieu des 2,7 % prévus lors de la mise au point du budget 1991. Toutefois, cette prévision gouvernementale implique, compte teum de la baisse d'activité enregistrée fin 1990, une nette accélération de la croissance à partir

Le sida et... Saddam Hussein

Tout cela, bien sûr, sur fond de hansse du dollar, la fermeté du billet vert et l'affaiblissement du mark suscitant toujours des interrogations sur la politique monétaire allemande et ses réperenssions sur les taux d'intérêt en France.

Vedette de la semaine, l'Institut Mérieux doit sa forte hausse à la publication, dans l'édition du 27 mars dn JAMA (Journal of the American Medical Association), d'un article relatant l'efficacité de l'Immthiol pour réduire les infections et ralentir le progression du sida. Dans ces conditions, la filiale de Rhône-Poulenc va

413 443 404	011101124 1		-
VALEURS LE TRAITI	PLUS AC ES AU RI	TIVEMENT V (*)	
	Nore de titres	Val. en cap. (F)	
VHM Moči ennessy	547348 837606 1 205 295 911 822		

	145-0	embe (r)	
LVHM Moči			
lennessy	547348	2 102 038 112	
Alc. Alsthom	837606	505 075 301	
uez Comp. de .	1 205 295	419100416	
afarge Coppec	911822	.371 160 796	О.
201 (G. des)	137441	350 453 321	
BSN	411 829	334 247 804	
Penneor SA	531 899	316304171	•••
Elf Aquitaine	738 031-	~247 627 298	
Eurol SA-PLC	4 903 605	241 591 302	
L'Air liquide	336 649	229 161 732	
Carrefour	62 860	223 825 664	
Total (Fr. P.)	294 769	208 358 410	- 6
Saint-Gobain	475 497	202 279 165	
Paribas act. A.	415112	199081 387	
(°) Ou vendre 28 mars 1991 inch	ii 22 mars m	1991 au jeudí i	

	TE NOTE	IME DES	FRANSAC	TIONS (er dredi au jeudi	milliers d	e francs	
		22-3-91	25-3-91	26-3-91	27-3-91	28-3-91	
	RM Comptant	2 533 558	1 847 153	2 277 809	2 188 413	-	
	R. et obl.	11 561 387 144 673	12 997 695 88 621	24 311 644 200 447	8 197 760 268 634		
	Total	14 239 618	14 933 469	26 789 900	10 654 807	-	
١	INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)						
	Françaises . Étrangères .	115,7	116,0 110,8	116,0 111,7	117,2 112,2	=	
١							

	INDI	CES CAC	lu lundi au ve	adredi)	
	25-3-91	26-3-91	27-3-91	28-3-91	29-3-91
-	(be	se 100, 31 d	lécembre 19	81)	
Général	474.4	473,4	476,3	479,7	clos
	(ba	se 1 000, 31	décembre 19	87)	
CAC 40 l	1 773,55	1 775,09	1 797,06	1 816,36	cios

Accor augmente ses bénéfices de 36.4 %

Le groupe hôtelier français Accor vient de dépasser le milliard de francs de bénéfices consolidés sur l'année 1990, soit un accroissement de 36,4 % sur 1989. Sur le total, 210 millions proviennent d'éléments exceptionnels (mais 'achat de la chaîne américaine Motel 6, par l'intermédiaire de la filiale à 40 % IBL, en sens inverse, a fait perdre, dans un premier temps, 50 millions de francs) ce qui ramène la hausse « normale » à 31,1 %. Pour 1991, le groupe table sur un résultat net de 1,2 milliard de francs (900 millious sans les résultats exceptionnels).

Le chiffre d'affaires a atteint 22,8 milliards de francs contre 19,9 en 1989 (+ 14,6 %). Cette progression a touché la plupart des secteurs : l'bôtellerie en Allemagne, Autriche, Belgique, la restauration commerciale (l'Arche et Pizza del Arte), la restauration collective en France, en Italie et en Allemagna, et les titres de service en France, Italie et Belgique, Accor a ouvert 100 hôtels en 1990 soit plus de 9 000 chambres, dont 47 Formule I (une étoile)

ment dans les différents pays européens. A l'inverse, une information en provenance également

des Etats-Unis 2 provoqué un recul des cours d'Ha-chette. Selon la chaîne de télévision CBS, le président irakieu, M. Saddam Hussein, détiendralt, à travers une série de sociétés écrans, d'importants intérêts dans les firmes occidentales. L'une d'entre elles serait Montana Management, société de droit panaméen, possesseur de 8,4 % d'Hachette depuis 1989. Après avoir rappelé que tout le monde peut acheter des titres cotés en Bourse, le ne d'édition de M. Jean-Luc Lagardère précisalt que Montana ne jonait aucun rôle dans la gestion de l'entreprise, celle-ci étant entièrement contrôlée par le holding fermé Marlis. Tontesois, Hachette a décidé d'enquêter sur l'identité des actionnaires de Montana et s'est déclaré prêt à racheter les actions en question.

Quelques événements, comme la reprise des byper-marchés Montlaur par Carrefour, l'entrée d'American Express dans le capital (environ 2 %) et an conseil d'administration de Club Méditerranée on encore l'association du groupe Lyonnaise des Earx - Dumez avec la firme bavaroise de génie civil et d'assainissement Hans Brochier, n'ont pas provoqué de réactions notables sur les cours des valeurs concernées. La plupart des variations împortantes ont été provoquées par les annonces de résultats.

Côté pertes, les 6.8 milliards enregistrées par Bull out entraîné sur le marché an comptant une vive dépression des Machines Bull, dont le titre, incotable à la baisse pendant plusieurs séances, perdait 7,87 % mer-credi, jour de la présentation des résultats. La division par trois des résultats de Nord-Est, holding industriel contrôlé par Paribas, ou le recul de 35,5 % des profits de l'équipementier automobile Valeo ont pesé sur ces

A l'inverse, les investisseurs ont salué les fruits de la restructuration de la Compagnie immobilère Phénix dont les bénéfices sont passés de 15 à 118 millions de francs. Ils ont sainé également la performance de la SCOA. Déficitaire depuis plus de dix aus, ce groupe de négoce International, détenn à 29 % par Paribas, est parvenn, en 1990, à réduire ses pertes de près de la moitié, les contenant à 355 millions de francs contre 615 millions en 1989. Toutefois, le retour à l'équilibre. n'est pas attendu avant l'année prochaine... si tout va

DOMINIQUE GALLOIS

MARCHÉ LIBRE DE L'OR Cours Cours . 22-3-91 28-3-91 55 200 55 000 321 412 85 200 64 900 379 415 402 Pièce fançaise (20 fr.) Pièce fançaise (20 fr.) Pièce fançaise (10 fr.) 402 379 372 493 501 - 287 2 190 Pièce triese (20 fr.) Pièce Intine (20 fr.) • Fièce transierne (20 fr.) 375 370 488 501 390 2 225 1 185 700 2 440 1 200 710 2 475 10 dollars 5 dollars

Ces pièces d'or ne sont outles qu'à la séance rédomadaire supplémentaire.

Les fermetures et ouvertures des places financières à l'occasion des fêtes de Pâques

Las principalas placas financières fermées lundi 1º avril an raison des fêtes da Pâques sont Amstardam, Bruxalles, Copanhague, Francfort, Halsinki, Hongkong, Johannesburg, Londres, Luxambourg, Milan, Oslo, Paris, Stockholm, Sydnay, Vianna at Zurieh. En ravancha saront ouvarts lundi Montréal, Naw-York, Singapour, Tokyo at Toronto.

Après une année 1990 en demi-teinte

Saint-Gobain confirme sa priorité au désendettement

A l'automne dernier, Saint-Gopain avait décrété la priorité au dés-endettement et décidé de l'aire preuve d'nne sélectivité accrue en matière d'investissements industriels. Le ralentissement brutal de l'activité économique provoqué par le conflit du Golfe n'a fait que confirmer le groupe français dans cette voie. 1991 sera donc une année « profil bas». « Il n'est pas réaliste de prévoir un bon premier semestre 1991 », a confirmé le pré-sident de Saint-Gobain, M. Jean-Louis Beffa, devant les analystes

Un tassement qui intervient après une année 1990 en demi-teinte. L'an passé, Saint-Gobain a vu son chiffre d'affaires nettement affecté par la baisse du dollar. En totalisant 69 milliards de francs, les ventes du groupe ont affiché une progression de 4,5 % en 1990, croissance limitée 'après les deux opérations majeures réalisées par le groupe français l'an passé : la reprise du verrier britannique Solaglas d'une part; le rachal du fabricant américain d'abrasifs Norton d'autre part. Cette dernière acquisition n généré des frais financiers importants, qui expliqueot en grande partie le repli du résultat net du groupe. A 3,35 milliards de

francs, le bénésice net accuse un

recul de 22 % par rapport à l'année Dans cette conjoncture plus diffi-cile, le groupe redécouvre les vertus

de l'emballage. A la différence du verre plat, qui souffre du marasme de ses deux principaux débouchés le bâtiment et l'automobile, - le verre creux affiche, lui, une santé éclatante. L'activité conditionnement devrait devenir une source majeure de cash flow pour le groupe. Après la prise de contrôle de la société allemande Oberglass, Saint-Gobain devrait réaliser pas moins de 12 milliards de francs de chiffre d'affaires dans le verre creux et se hisser au deuxième rang moodial du

+ 1,92 5

Stimulée par les achats de fin de trimestre et par la forte reprise de la confiance des consommateurs, Wall Street a récupéré les deux tiers des pertes subies au cours de la semaine précédente, les prises de bénéfices, également d'ordre technique, contenant toutefois l'élan du marche. L'indice Dow Jones des valeurs vodettes 2 franchi la barre des 2 900 points des mardi pour terminer la semaine, écourtée par le congé du Vendredi saint, en bausse de 54,95 points (+1,92 %) par rapport à la cloture de vendredi dernier.

Indice Dow Jones du 28 mars : 2 913,86 (contre 2 858,91)

- > 1 - 1 - 1		
	Cours 17 mars	Cours 28 mars
Aicog ATT Boring Chase Man. Bank Or Port de Nemoers Eastman Kodak Exxon Ford General Electric General Motors Goodyear IBM ITT Mobil Oil Pfizer Schlumberger Tenaco UAL Corn (ex-Alleps) Union Carbide USX Westinghouse Xerox Corp	65 5/8 37 5/8 47 5/8 43 7/8 36 1/8 37 7/8 37 7/8 37 7/8 37 7/8 37 7/8 37 1/8 37 1/8 37 1/8 38 1/4 37 1/8 38 1/4 38 1/4 38 1/4 38 1/4 38 1/4 38 1/4 38 1/4 38 1/4 38 1/4 38 1/4 38 1/4 38 1/4 38 1/4 38 1/4 38 1/4 38 1/4 38 1/4	28 mars 65 t/2 34 3/8 47 15 t/2 37 t/8 43 5/8 58 3/4 37 3/8 14 t/4 56 5/8 64 t/2 17 5/8 30 3/4 23 5/8 14 t/4 56 5/8 64 t/2 17 5/8 30 3/4 27 5/8 58 3/4 56 5/8 57 1/8 58 3/4 56 5/8 57 1/8 58 3/4 58 5/8 58 3/8 58 5/8 58 3/8 58 5/8 58 3/8 58 3/8 58 3/8 58 5/8 58 3/8 58 5/8 58 3/8 58 5/8 58 3/8 58 5/8 58 3/8 58 5/8 58 3/8 58 5/8 58 3/8 58 3/8 58 3/8 58 3/8 58 3/8 58 3/8 58 3/8 58 5/8 58 3/8 58 3/8 58 5/8 58 5/8 5

LONDRES Fin de semaine confiante + 0.7 %

Après un repli en début de semaine, en réaction à la multiplication des augmentations de capital et au désarroi des conservateurs en pleine réforme de la a poll tax ». la Bourse de Londres a repris confiance ensuite avec l'espoir d'une baisse des taux d'intérêt. Indices «FT» du 28 mars : 100

valeurs, 2 456.5 (e.2 440.5); 30 valeurs, 1 953.9 (c.1 949.7); minés d'or, 138,4 (c.145,3); fonds d'Etal, 85,03 (c.85,03).

	Cours - 22 mars	Cours 23 mars
Bowater BP Charter Courtsukis	5,97 3,32 5,00 3,99	6,10 3,33 4,75 3,96
Gino GES	12,69 18,40 15,50 9,97	12,13 11,15 15,30 18,50
Shell	8,60 4,80 7,47 2,38	8,73 4,88 7,65 2,37

FRANCFORT Morose: + 0,16 %

cer le marché.

La Bourse de Francfort a connu une semaine morose : le volume d'affaires est resté réduit en raison des fêtes de Pâques et de l'absence de facteurs stimulants pour relan-

Indices dn 28 mars: DAX. 522,80 (c. 1 520,29); Commerzbank, 1,833 60 (c.1 826,10).

~ **(**)

	Cours 22 mars	Cours 28 mars
AEG	209	206
BASF	234 80	231.98
Bayer	267,80	269
Commerzbank	259,50	266
Deutschebank	615	615
Hoccust	241.10	240
Kerstadi	549	558
Mannesman	279	278 50
Siemens	596,50	591
Yolkswagen		362,50

TOKYO

Mauvais jours -1.2 %

Tokyo a montré son visage des mauvais jours cette semaine : une cote tirée vers le bas, des investisseurs institutionnels absents et des volumes raréfiés. Les valeurs ont perdu en moyenne 1,2 % et, avec 300 millions d'actions échangées quotidiennement, les volumes sont retombés au niveau du « krach rampant » et du «choc Hussein » de l'année dernière.

Indices du 29 mars : Nikkei 26 292,04 (c. 26 613,19), Topix 1968 (c. 1980,80)

	Cours 22 mars	Cours 29 mars
Akai	752	778
8ridgestone	1 130	I 100
Canon	t 560	I 580
Fuji Bank	2 660	2 610
Honda Motors	1 470	I 460
Matsushita Electric	1 750	I 760
Mitsubishi Heavy	799	8
Sony Corp	6 688	6 590
Toyota Motors	1 830	I 850

MARCHÉ INTERNATIONAL

Les empl demeure

Le manité de l'enforme français : 2000 s'apprète à accueille un empruré inne d'une société japonaise dont les suis d'une société japonaise dont les suis à obligations scront accompagnées de bons (ou warrants) permettant a principal leurs détenteurs, durant une cértaine période, d'acquerir des actions à siscours déterminé d'avance L'affaire est interessante. Elle montre que le compartiment français est marais - cross-nant pleinement associé à lons les - ce qui grands développements financiere sur le pian international. Ces dermères annèes, celui-ci était demeurt à l'écast de ce qui concernant l'évo-lution de la Bourse de Tokyo. Il convient de se léberter de cette éveution, mais on he sauran en examirer l'importance.

Les Japones sont certes soutieut: de diversifier au maximum leurs sources de l'insucement, mais, pour l'ingeant, leur attention continue de se poeter sur trois devises princi-pales, le dollar, le desirchencirk st le franc susse.

Pour leurs émissions internacio Pour leurs émissions internatio-nales autopatiles nont attaches des surrants qui débouchent sur des actions, la petipondèrence de la monnaie mutricaine demestre mem-tente. Il y a l'esta au moins deux raisons les aurebé de la deuxe iméricaine en le sent à accepter les transactions d'une fuille giganrequis pour le compte d'entreprises du ser-teur privé, et il plimet également aux compagnes japonnines de leveraux companies japonnises de lever-des fonds à un cost très bas

Elles y purviennent en noment des gust in contents d'échange avec des interrets poets par conclues à partir du dollar, font poets qu'actuellement une modé paper la poets qu'actuellement une modé par la poets qu'actuellement une modé par la poets rémuréres ac dette dans la propre monant à un fatte de l'ordre de mittellement à un fatte de l'ordre de mittellement par les contents qu'actuellement par les contents qu'actuellement par les marchés de per les supposes l'actuellement par les marchés de per les supposes l'actuellement par les marchés de per les supposes l'actuellement par les movembles per les concer dellement per les dellements per les concer dellement per les concer dellements per les concer dell

Il en vs de mêne pour les responsts libellés en marks, qui se

MATIÈRES PREMIÈRES

L'aluminium au ph

ane passe. Le plus léger des manforreus, utilies pour ser qualities JUST GICE ! Situment, Protomobile, le et tioncement on Person DIUS DANTIONNES ment de l'activité dem les arr économies occidenzaies, ac ment aux Etats-Unis," promis consommateur mondial avec m Je 5 millions de tonnes, deux gibs de l'million importère. Résellate, les cours de l'aluminisme sont ten-hés, cette sensine, à lour pius line, niveau depuis janvier 1990 : pour 'Stablie à 1 A12 dollars le torite a comptant sur le London Mine! Exchange (LME).

Plus grave, scion les analystes da secteur, les cours de l'aluminium en termes reels fe'est-à-dire corriets de l'inflation et des variations de changes) sout, cur, lombes à leur plus bar miveau depuis vingcing aus. Aux cours actuels, et soulenviron 10 % de la production occidentale, soit 1.5 million de tonnes, essentiellement concen-10,000 44- 40-00,000

PIPA

		Ú.
PRODUITS	COURS OF MA	1
Chère is g. (Londos) Tross mais	1 304 (+ 50) Livres/toone	
Alteriales (Louise) Trois (1901)	1 459 (- 53) Dollars-town	17.
Nichel (Lautor) Trocs more	9 325 (+ 148) Dullars tomas	
Sucre (Para) Mine	297 (- 1) Dollars/town	1
Coff (Lookes) Mai	his (+ XS) Livern/come	
Cotto (New York) Mai	1 165 (- 14) Dollars Louis	
Mai (Chrajo)	286,75 (a. 3.78) Cents/builden	13
Mails (Chappe)	282,75 (- 0) Cents/bossecta	1
Soja (Climati)	187,60 (a (,6) Dollary, colum	-

Le chilfre antre perentitues suffique la

Les emprunteurs japonais demeurent très courtisés

Le marché de l'eurofranc français s'apprête à aceueillir un emprunt d'une société japonaise dunt les obligations seront accompagnées de bons (ou warrants) permettant à leurs détenteurs, durant une certaine période, d'acquérir des actions à un cours déterminé d'avance. L'affaire est intéressante. Elle montre que le compartiment français est mainte-nant pleinement associé à tous les grands développements financiers sur le plan international. Ces dernières années, celui-ci était demeuré à l'écart de ce qui concernait l'évo-lution de la Bourse de Takya. Il convient de se féliciter de cette évo lution, mais on ne saurait en exagérer l'importance.

Les Japonais sont certes soucieux de diversifier au maximum leurs sonrces de financement, mais, pour l'instant, leur attention continne de se porter sur trois devises principales, le dollar, le deutschemark et le franc suisse.

Pour leurs émissions internationales auxquelles sont attachés des warrants qui débouchent sur des actions, la prépondérance de la monnaie américaine demeure incontestée. Il y a à ceta au moins deux raisons. Le marché de la devise américaine est le seul à accepter des transactions d'une taille gigantesque pour le compte d'entreprises du secteur privé, et il permet également aux compagnies japooaises de lever des fonds à un coût très bas.

THE PERSON NAMED IN

tin and in tige

57 1 4 1 N. 224

7 . 277

12 Jr. 2012

- 1 to 1 to 22

garante de la Carte

......

-,31 -----

. .-===

Elles y parviennent en nauant des contrats d'échange avec des intermédiaires financiers spécialisés. De telles opérations - les swaps conclues à partir du dollar, font qu'actuellement une société japo-naise de tout premier plan finit par rémunérer sa dette dans sa propre monnaie à un taux de l'ardre de 3,75 % seulement par an. Cela est nettement inférieur à ce dont il lui faudrait s'acquitter si elle sollicitait directement le marché du yen. Ces transactions d'échange ne concer-nent pas les investisseurs.

Il en va de même ponr les emprunts libellés en marks, qui ne reviennent que légèrement plus cher que ceux en dollars si leur débiteur ques de change. Cela fait des années que les emprunteurs japonais prennent la précaution, des le départ, de

se protéger contre les aléas des fluc-tuations de cours de ces devises, taot pour ce qui est du service des intérêts que du remboursement du principal. Longlemps, par contre, ils ne s'en sont pas souciés inrsqu'ils levaient des fonds en francs suisses. Considérant la mannaie helvétique aussi forte que la leur, ils se croyaient à l'abri de toute surprise, ce qui les a amenés à émettre, en Suisse des opérations convertibles en actions qu'il est difficile d'inclure dans des contrats d'échange.

Pour ce type d'emprunts, il est prévuqu'nn peut, à nn prix fixé d'avance, transformer les obligations en actions de la même société. Dans la plupart des cas, le porteur a la possibilité de convertir ses titres durant presque toute la vie de l'em-prunt. Jusqu'à la conversion, son investissement in procure régulière-ment un rendement, mais dont le taux est nettement plus bas que celui des obligations habituelles.

Un pactole de 7 milliards de francs suisses

Le but premier de l'affaire étant de profiter de l'évulution de la bourse, si la conjoncture est favorable, l'investisseur accepte sans rechigner que son placement lui rapporte nettement moins que, par exemple, des bons du Trésor. Il espère que les cours des actions dépasseront le prix de conversion. Si tel est le cas, son gaîn sera probablement supérieur à ceini d'un placement babituel. Le plus sonvent, il ne tardera pas à prendre son bénéfice et, si les perspectives de la Bourse sont encore favorables, il sera enclin à renouveler rapidement son expérience. C'est ainsi que, pendant des années, les mêmes investisseurs ont souscrit à une multitude d'emprunts converti-bles japonais en francs suisses. Le tout a pris des proportions considérables, atteignant des dizaines de milliards de francs suisses et enrichissant au passage les banques hel-vétiques, qui prélèvent une commis-sion sur les émissions dant elles

Lorsque la situation est devenne à redouter une réaction négative de la Bourse de Tokyo, il a failu allécher les investisseurs suisses en leur

proposant un revenn élevé, indépendant de la performance des cours des actions. Pour cela, on a laisse aux porteurs la possibilité d'exiger, à un prix élevé, le remboursement de leurs titres convertibles à mi-course, environ après deux ans ou deux ans

et demi, alors que la durée normale

de ces emprunts est de quatre à cinq

Assurés d'un rapport una négligeoble à une échéance relativement brève, même si la Bourse japonaise devait décevoir leur attente, les pordevan deceroir ieur aucule, les por-teurs ont continué d'acquérir de nouvelles obligations convertibles. Le krach du début de l'année der-nière a montré combien la mesure était justifiée. Les prix de conver-sion d'une quantité d'emprunts lan-cés en 1989 ou an début de 1990 demeurent toujours bien supérieurs à celui des actions correspondantes.

Rien que cette année, le volume des titres de ce genre qui pourront ainsi être dénoncés par les investis-seurs porte sur 7 milliards de francs suisses. Ce montaot est important et de nombreux spécialistes en par lent comme d'un véritable paetole.
On estime qu'au moins la moitié sera réinvestie en obligations liées à des actions japonaises. Les grandes banques suisses s'elforcent d'en maintenir le flot sur leur prapre marché. Les maisons de titres japonaises, avides de jouer un rôle de premier plan sur l'euromarché, ne seraient pas mécontentes de le voir se diriger ailleurs, vers le comparti-ment du dollar ou celui da mark.

Dans ces deux monnaies, il leur est plus facile qu'en Suisse de diriger des transactions pour le compte des grandes entreprises de leur pays. Cela tient à la loyauté dant font preuve les emprunteurs japonais. Sur un marché donné, ils ne chan-gent pas facilement de banque. Les établissements suisses ont, dans leur propre pays, déjà dirigé des npéra-tions pour la plupart des mellieurs signatures nipponnes. Ce n'est pas le cas ailleurs. Cette situation va déboucher sur un renforcement de la concurrence entre grandes places financières. Logiquement, cela réduira encore le coût des emprunts japonais par rapport à ce que devront payer les entreprises de sont en général beaucoup mains dis-

sur le marché compte tenu du

niveau relativement bas des stocks madiaux. Au plus fort des bom-

hardements sur Bagdad et des

ripostes irakiennes de missiles Seud sur l'Arabie Saoudite, M. Gudvin Toste, responsable de

la société Alba, à Bahrein, décla-

rait, très calmement, que son plan de développement de 1,5 milliard de dullars destiné à doubler sa

capacité de production annuelle de

200 000 tonnes était en avance sur

le calendrier. De son côté, l'Iran

annoncait la prochaine construc-

tion d'un complexe d'électrolyse de 220 000 tonnes de capacité, à Ban-

Paur conronner le tout, la pro-

duction d'aluminion recyclé

connaît un véritable boom. Aux

Etats-Unis, le taux de recyclage des emballages de boissons a atteint fe

chiffre tecord de 63,6 % en 1990.

Ce sont ainsi 54,9 milliards de boîtes en aluminium de Coca-Cola

ou de bière qui ont été refondues

Cette activité écologique est égale-

ment très dynamique en Grande-Bretagne, où le combre des centres

de recyclage est passé de vingt-qua-tre en 1988 à trais cent vingt

Fidéle indicateur de l'activité

économique dans le monde indus-

trialisé, l'aluminium risque done

de connaître pendant encore quel-

que temps une tendance de marché

plutôt morose. Ce qui fait dire à

certains que la récessinn pourrait

ROBERT RÉGUER

durer plus longtemps que prévu.

aujourd'hui.

dar-Abbas, dans le sud du pays.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Le dollar suspendu dans son envol

La monnaie américaine a poursuivi, ces derniers jours, sa phase de hausse rapide, dans une confiauration très classique : mouvements violents, interventions des banques centrales, résultats économigoes, événements politiques, prises de bénéfices, apaisement en sin de semaine. Une accalmie d'autant plus prononcée que de nombreuses places étaient fermées vendredi 29 mars à l'occasion des lètes de Paques.

Le point le plus haut a été atteint à Paris jeudi 28 mars, le dollar cotant 5,8160 francs, son plus haut niveau depuis janvier 1990. Il partait de 5,6045 francs une semaine plus tôt. Une pro-gression de plus de 3 %, done, suivant une hausse d'ampleur similaire la semaine précédente. Incontestablement, le marché a eu ensuite besoin de souffler un peuet la trève de Paques est tombée à point nommé. Vendredi, la monnaie américaine retombait donc à 5,75 francs, et l'annonce d'uoe hausse de 1,1 % de l'indice composite en février, plus forte que prévue, n'est pas parvenue à le faire reprendre une pente ascen-

Pnurtant, les cambistes vivent lésormais largement an rythme des signes de reprise de l'écnnomie américaine et, il y a quelques jnurs, les propos du secrétaire américain au Trésor, M. Nicholas Brady, indiquant que les indices d'un reband de la canjoncture étaient désormais « tangibles » ne

sont pas passés inaperçus. Les déclarations du ministre des

Mansi-York... 1,7344 -1,7860 -

égard, le Crédit lyonnais a publié finances allemand, M. Then Waicette semaine une étude sur le difsel, selon lesquelles l'économie férentiel d'inflatinn France-Alleallemande n'avait jamais traversé magne, qui « se réduira progressiune passe si difficile depuis 1949, ont contribué à accentuer la faivement au cours des prochains mois, pourrait s'annuler avant la blesse du mark, dėja patente fin du premier semestre et même depnis plusieurs semaines. La s'inverser à partir de juillet 1991 ». mnnnaie américaine est mnntée jusqu'à 1,7170 deutschemark De quoi satisfaire la Rue de jeudi 28 mars au fixing, gagnant Bercy, et la consoler de voir que le plus de six psennigs en une franc se traîne invinurs en queve semaine. Apparemment peu conscient de l'effet produit par ses du SME, maleré son raffermissement récent contre le mark. La propos sur le marché, M. Waigel a devise française bénéficie en effet,

Le cours du mark

également déclaré que l'Allemagne

ponvait s'accommoder du niveau

actuel du dollar

au-dessons de 3,39 francs Un point de vue qui n'est certainement pas partagé par le président de la Bundesbank, M. Karl Otto Poehl, soucienx avant tout de contenir l'inflation importée et qui, il y a quelques jours, avait déjà affiché son désaccord avec le gouvernement de Bonn sur le sujet de l'uninn monétaire réalisée avec l'ancienne RDA.

An milieu de ces rumeurs et de ces turbulences, l'Allemagne a nsficbé une diminution de ses prix de détail de 0,1 % au mois de mars. Dernier indice satisfaisant avant la tempéte, affirment de numbreux spécialistes, qui estiment que l'Aliemagne entre désormais dans une périnde de hausse des prix plus rapide, qui sera encore plus marquée à partir de juillet avec l'entrée en vigueur d'une siscalité alourdie. A cet

subit de plein fouet l'ascension du dollar. Jeudi 28 mars, une once de métal sin cotait 355,65 dollars, contre 362,75 le vendredi précé-

de même que la livre, des attaques

contre le mark. Le cours de ce der-

nier est revenu à Paris sous la barre de 3,39 francs vendredi

29 mars, pour la première fois

cette année, s'échangeant à

3,4045 F une semaine plus tôt. En revanche, la Banque de France a

de nouveau été ohligée d'interve-

nir sur les marchés, de concert

avec celle d'Espagne, afin que les

moonaies des deux pays pnissent

être contenues à l'intérieur de la

marge de finctuation bilatérale

Quant à l'nr, peu désiré même

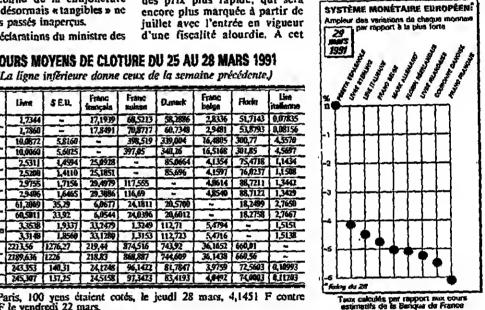
au cours du conflit entre les forces

de la coalition alliée et l'Irak, il

prévue dans le SME,

3,3890 F vendredi, enntre

FRANÇOISE LAZARE



61,2089 35,29 6,0677 24,1811 20,5700 - 18,2499 2,7650 60,8811 33,92 6,0544 24,0396 20,6012 - 18,2758 2,7667 3,3538 1,937 31,7479 1,3249 112,71 5,4794 - 1,5151 3,3148 1,8569 33,1289 1,3153 112,712 5,4794 - 1,5158 2213,56 1276,27 219,44 874,516 743,92 36,1652 660,91 - 21899,636 1226 218,83 868,887 744,609 36,1438 669,56 - 243,353 140,31 24,1248 96,1422 81,7847 3,9759 72,5603 0,10993 245,307 137,25 24,5158 97,3423 83,4193 4,0492 74,0003 0,11283 A Paris, 100 yens étaient cotés, le jeudl 28 mars, 4,1451 F contre 4,0789 F le vendredi 22 mars.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 25 AU 28 MARS 1991

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Statu quo sur les taux d'intérêt

Après une période mouvementée, marquée par la diminution des taux d'intérêt dans plusieurs pays européens (Fraoce, Espagne, Grande-Bretagne), le marché a retrouvé un peu de calme au cours des dernières séances. Il est proba-ble que les places obligaraires du continent n'arrant pas à subir, dans un avenir très proche, de nou-velles décisions de ce type des ins-tituts d'émission. En Grande-Bretagne, la plupart des spécialistes tableut sur une poursuite de la détente du loyer de l'argent avant l'été. En Espagne, la flambée per-sistante de la peseta incitera peut-être les autorités monétaires à diminuer de nouveau leurs taux directeurs. Mais rien ne paraît

Légères tensions allemandes

A l'inverse, la reprise des manifestations à Leipzig et les nouvelles catastrophiques sur la situation économique de l'ex-RDA sont courir des rumeurs sur un éventuel renchérissement des taux d'intérêt allemands. Le derpler date du 31 janvier et l'on disait à l'époque que le relèvement du taux lombard à 9 %, et de celui de l'escompte à 6.5 % mettrait un terme, pour un moment, au durcissement du cré-dit. Aujourd'hui, les spérateurs ne sont plus aussi catégoriques, sur-tont lorsqu'il écoutent la multipli-cation des critiques émanant de banquiers et de hants responsables allemands à l'égard du chancelier Kohl, qu'ils constatent l'affaiblisse-ment du mark vis à vis du dollar et qu'ils apprennent que l'accès de la place Rouge est bloqué.

Pour antant, une nouvelle décision restrictive de la part de la Bandesbank ne paraît pas s'imposer pour l'instant.

Ces derniers jours, le rendement du «bund », emprunt d'Etat à dix ans, s'est tendu jnsqu'à 8,60 %, avant de revenir à 8,53 %, un

niveau sensiblement identique à celui de la semaine précédente. Le climat reste done globalement bon.

La place française ne pouvait que réagir aux légères tensions alle-mandes. Le taux de l'OAT dix ans a terminé la semaine à 9,16 % contre 9,13 % une semaine plus tôt. Le MATIF setait cette semaine son cinquième anniversaire à des niveaux satisfaisants: 104,80 pour le contrat notionnel échéance juin le 28 mars contre t05,20 une semaine plus tôt. On est plus près du record de hausse (plus de 114 mi-1986) que de celui de baisse (moins de 87 fin 1987).

A noter que si un écart de 0,60 point environ prévant entre les taux à long terme français et allemand, sur certaines catégories de titres à court terme, ils sont cette semaine devenus identiques; 9,29 % pour les contrats à trois mnis PIBOR à Paris et euromark à

Quant aux Etats-Unis, la halte à la baisse des taux se prolonge, mal-gré les déclarations du secrétaire an Trésor, M. Nieholas Brady, selon lesquelles un assouplissement du crédit aest encore d'actualité ». La platitude des cours reflète l'attentisme des opérateurs. A New-York, le rendement de l'emprunt phare à trente ans a très légère-ment diminué, à 8,24 % jendi 28 mars contre 8,31 % le vendredi précédent, tandis que les fonds fédéraux restent légèrement supérieurs à 6 %. D'aucuns affirment que si nauvel assouplissement il doit y avnir, celui-ci interviendra juste après la publication des sta-tistiques du chômage en mars, le 5 avril.

Sur le marché primaire français, la semaine a été relativement calme, marquée en particulier par un emprunt bien accueilli de la Société générale. L'établissement a émis un milliard de francs à 9.40 % à dix nns, assimilable à une tranche antérieure, un emprunt dont le rendement actuariel s'est établi à 9,52 %. La CAR (Caisse autonome de refinancement) a, pour sa part, lancé un emprunt en deux tranches à prix d'émission fixe 9,50 %. La semaine prochaine, l'activité reprendra avec l'adjudi-cation mensuelle d'OAT (obligations assimilables du Trésor) ainsi probablement qu'une émission de la CCCE (Caisse centrale de coopération économique).

Comme il l'avait annoncé la semaine dernière, le Trésor a procédé jeudi 28 mars à son « adjudication a l'envers » sur troitranches de bons à taux fixe intérêt annuel (BTAN). Au tots l'Etat a racheté, dans le souci « lisser » l'échéaneier de sa del pour 3,517 milliards de france BTAN, à des taux compris (9,27 % et 9,49 % .

Augmentation des avoirs officiels de change de la France. -- Au cours du mois de sévrier, les réserves de change de la France ont augmenté de 3,14 milliards de francs, s'inscrivant à 349,1 milliards de francs contre 345,9 milliards de francs en janvier. Par rapport à février 1990, les réserves ont augmenté de 8,7 milliards de

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements: 45-55-91-82, peste 43

MATIÈRES PREMIÈRES

L'aluminium au plus bas depuis quatorze mois

L'aluminium traverse une mauvaise passe. Le plus léger des nonferreux, utilisé pour ses qualités aussi bien dans l'aéronautique, le bâtiment, l'automobile, le conditionnement ou l'emballage, souffre plus particulièrement du ralentissement de l'activité dans les grandes économies occidentales, natamment aux Etats-Unis, premier consommateur mondial avec près de 5 millions de tonnes, dont plus de 1 million importées. Résultats, les cours de l'alumininm sont tombés, cette semaine, à leur plus bas niveau depuis janvier 1990 : ponr s'établir à 1 412 dollars la tonne au comptant sur le London Metal Exchange (LME).

Plus grave, scion les analystes du secteur, les cours de l'aluminium en termes réels (c'est-à-dire corrigés de l'inflation et des variations de changes) sont, eux, tombés à leur plus bas niveau depuis vingtcinq ans. Aux cours actuels, ce sont environ 10 % de la production occidentale, soit 1,5 million de tonnes, essentiellement concen-

PRODUITS	COURS DU 28-3	
Cuivre b. g. (Landes)	t 384 (+ 58)	
Trois mois	Livres/tonne	
Abuninium (Londes)	1 459 (- 53)	
Trois mois	Dollars/tonne	
Nickel (Loadres)	9 325 (+ t45)	
Trois mois	Dollars/tonne	
Sware (Paris)	297 (- t)	
Mai	Dollars/toase	
Café (London)	619 (+ 23)	
Mai	Livres/tome	
Cacag-(New-York)	1 105 (~ 14)	
Mai	Dollars/tonne	
Blé (Chicago)	286,75 (+ 3,75)	
Mai	Cents/boistens	
Mais (Chicago)	252,75 (- 1)	
Mai	Cents/boisseau	
Seja (Chicago)	167,60 (+ i,6)	
Mai	Dollars/t. courte	

Le chiffre entre parenthèses indique la

trées en Europe, qui ne sont plus rentables. A la fin du mois de février, M. David Morton, le prési-dent d'Alcan Aluminium, le premier producteur mondial d'aluminium primaire, avait dejà prévenu que les perspectives du marché étaient sombres et qu'aucun redressement des prix ne ponvait être attenda à court terme.

Ces remarques, extraites du rapport annuel d'Alcan, coïncidaient avec la publication de prévisions pintôt pessimistes sur les capacités de production du monde necidental par l'Institut international de l'aluminium primaire (IPAI).

Le boom du recyclage

Seloo l'IPAI, ces capacités atteindront 16,208 millions de tonnes fin 1993, contre 14,733 millinns en décembre 1990. Depuis. l'IPAI n'a fait qu'enfoncer le chu de la déprime. Il y a une semaine, l'institut révélait que la production occidentale avait été de 40 500 tonnes par jour au mois de février 1991. Un rythme jamais vu depuis... 1973. Et les prinducteurs ne semblent guère enclins à ralen-

tir la cadence. Maigré certaines eraintes, la guerre du Golfe n'aura pas affecté l'industrie de l'aluminium naissaote de Moyen-Oricot, qui ne représente certes que 3 % de la production occidentale, mais dont la paralysie aurait créé des tensions

D Spéculation sur le casé brésilien. -En annonçant, le jeudi 21 mars, la suspension de ses exportations de café et sa volonté de renégocier un gouvel accord international sur cette denrée tropicale, le Brésil, premier producteur mondial, a créé une extrême confusion sur le marché. Tant à New-York, sur l'arabica, qu'à Londres, sur le robusta, les volumes de transactions ont brutalement gonilé, et les cours se sont envolés.

Mais, très vite, il est apparu que certains exportateurs brésiliens avaient procédé le même jour à l'enregistrement d'importantes quantités

de café destiné à l'exportation. Y a-t-il en délit d'inité? Le Brésil a constitué une commission d'enquête sur les éventuelles irrégularités commises pendant les quarante-huit heures précédant l'annonce de la suspension des exportations.

D'ores et déjà, l'enregistrement du café à exporter le 21 mars a été annulé. De son côté, la Commodity Futures Trading Commission (CFTC) américaine devrait égale-ment lancer une enquête sur un possible délit d'initié des exportateurs brésiliens, à la demande des sociétés Nestlé et General Foods.

Le Monde

lan dont la mairie avnit confié la

maîtrise d'ouvrage aux Giroodins

de Bordeaux sous la houlette de

La chambre des comptes mettait

en lumière « lo défoillonce des

contrôles municipaux». De ce fait, 15,6 millions de francs de subven-

tion publique ont été détournés de

leur destination. Néanmoins, pour M. Chaban-Delmas « lo légalité des

opérations n'est pas contestée. Le contrôle exercé par la ville était strict. Je vais étudier l'hypothèse

d'un recours devant le tribunal

Les observations de la chambre

des comptes ont néanmoins été

M= Bernadette Pragout, juge d'instruction chargée de l'affaire du Haillan et des finances des

Girondins, Le parquet a chargé le SRPJ de Bordeaux d'une enquête

préliminaire d'une part sur la lettre

de crédit de 40 millions de dollars

présentée par M. Derose comme émanant de la Chemical Bank de

New-York, d'autre part sur «l'ori-

gine et la réalité du financement du

plon Derose ». Dans le même temps, l'ex-président des Giron-dins de Bordeaux, Claude Bez, a

été entendu comme témoin par le

SRPJ de Marseille dans l'affaire

Devant cette accumulation

d'événements, l'avenir du club de

football demeure très incertain.

Les administrateurs judiciaires, MM. Chriqui et Philipppot, ont

jusqu'au 10 avril pour éviter la liquidatioo.

GINETTE DE MATHA

administratif ».

La crise financière du club de football bordelais

M. Jacques Chaban-Delmas soutient les Girondins envers et contre tout

fait adopter, vendredi 29 mars, le budget primitif de Sordeeux qui comprend une subvention de 8.3 millions de francs pour les Girondins de Bordeaux FC, alors même que l'evenir du club (liquidation pure et aimple ou cession) doit se décider au plus tard le 10 avril.

> BORDEAUX de notre correspondante

M. Chaban-Delmas ravale « tout ce qu'on raconte » au cang de « plaisanteries de garçon de bain». « La maison Chaban s'effandre? C'est four. » L'image de Bordeaux entnchée par l'affaire des Girondins? Encore faux, Bordeaux « est lo ville française la plus connue au monde oprès Paris ». « Les Girondins vont entrainer la ruine de la ville? Mais

L'ESSENTIEL

DATES

ll y a dix ens, l'attentat contre

ÉTRANGER La situation au Mali

Des élections devraient être orga-nisées avant la fin de l'année... 5 La guerre civile au Rwanda

La lente évolution du Laos Les timides ouvertures du Parti

POLITIQUE

Une initiative socialiste Le PS crée une Fondation Jean-Jaurès pour le formation at la

Livres politiques lies et archipals, per André Lau-

SOCIÉTÉ

Une cathédrale pour Evry

Après les violences

à Sartrouville M. Delebarre veut ouvrir le dialo gua avac las jaunas des ban fieues : Les eyndicats de policiers mettent en cause les sociétés de

CULTURE

La mort

de Guy Bourdin Le photographe laisse une œuvre incomparable, parmi las plus

La Biennale du Val-de-Marne

HEURES LOCALES

 Les soutiers de la décentral aation . Laa e miracies » d'un pour un véritable partenariat Etatrégions », par Patrice Martin-La

ÉCONOMIE

Ouverture sociale en Europe . Dixième plan économique en Argentine

Services

bonnements... Marchés financiers 16-17 Mote croisés. Radio-Télévision

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3815 LM

Le numéro du « Monde » té 30 mars 1991 tiré à 357 908 exemplaires. connés », assure le maire.

De fait, hormis la subvention de 8,3 millions de francs, le budget primitif 1991 ne porte pas de stig-mates apparents du désastre du club. Mais l'état des emprunts garantis par la ville laisse entrevoir une épée de Damoclès : 64,5 mil-lions de francs en capital figurent au titre des emprunts garantis par ia ville de Bordeaux entre 1986 et 1990 au profit des Girondins de Bordeaux FC. Cette garantie devra jouer si le club est mis en liquida-

Le plan de M. Jean-Pierre Derose, dernier président en date, démissionnaire depuis la semaine dernière, passait par l'entremise d'uoe société-écran basée en Suisse, la Miradon Holding, et par une société de développement des communications bumaines basée, elle, à Luxembourg. M. Jacques Pauly, précédemment mêlé au scandale politico-immobilier de l'affaire Orta, apparaissait également dans le plan de M. Derose. M. Affielou, le président précédent, affirme qu'il s'agissait d'uo circuit de « blanchiment d'argent ». M. Chaban-Delmas balaic ces affirmations: « Le dernier plan Derose ne m'o pas été présenté. La mairie se tient entièrement absente de ces

Renoncer aux garanties d'emprunt

Le maire ne retient que « deux leçons ». Lui qui avait fait voter des prêts de 80 millions de francs de garanties an fil des ans déclare aujourd'bui qu'il « faut renoncer au système des garanties d'emprunt et qu'il fout une sorte de comité de surveillance de la gestion de foçon que ne chemine pas souterraine-ment un déficit insoutenable ». M. Chaban-Deimas o admet pas les conclusions définitives de la chambre régionale des comptes à propos de la construction du centre

A Vienne (Autriche) Lourdes peines pour les quatre « anges de la mort »

de l'hôpital de Lainz Accusées de quarante et un meurtres et de trois tentatives de meurtre commis entre 1983 et 1989 sur des patients âgés, quatre infirmières auxiliaires de l'bôpital viennois de Lainz, en Autriche, ont été condamnées, vendredi 29 mars, par la cour d'assises de Vienne.

Waltrand Wagner, trente-deux ans, et Irene Leidolf, vingt-neuf ans, ont été condamnées à la réclusion à perpétuité, tandis que Stefanija Mayer, cinquante et un ans, et Maria Gruber, vingt-huit ans, étaient condamnées respectivement à vingt et quinze ans de

Le procureur avsit requis la « peine la plus sévère » – la réclusion à perpétmité – pour les quatre femmes, en demandant aux jurés de « clairement signaler que lo porte de l'euthanasie reste définiti-vement close ». - (AFP).

EN BREF

 Attentat en Haute-Corse, reven-diqué par le FLNC. — Quatre loge-ments, une salle de conférence et un bloc de sanitaires appartenant à un village de vacances, propriété du ministère de la justice, ont été détruits par des charges explosives, à Casabinnda, su sud de Bastia (Haute-Corse), dans la nuit do jeudi 28 au vendredi 29 mars. Des inscriptions de revendication du FLNC avaient été peintes sur les murs des bungalows quelques instants avant leur plasticage. Ce village de vacances fait, depuis plusieurs mois, l'objet d'nne campagne de dénonciation par les écologistes d'I Verdi Corsi. Au même moment, à 100 kilomètres au oord, la branche «dure» du FLNC, celle qui refuse d'abandonner la « lutte armée » et s'oppose au groupe dissident Canal habituel qui a décidé le e gel » de ses actions militaires, a organisé une conférence de presse au cours de laquelle cette organisation dissoute a affirmé soo intention de ne pas rompre la trêve partielle observée depuis le 31 mai 1988. - (Corresp.)

o Mort de Pierre Goursat, foudateur de l'Emmanuel. - Pierre Goursat, fondateur de la communauté

charismatique de l'Emmanuel est mort, le 25 mars, à Neuilly. Il a été inhumé le 28 à Paray-le-Monial (Saòne-et-Loire). Né le 15 août 1914, Pierre Goursat, ancien critique de cinéma, avait fondé en 1972, avec Martine Laffitte-Catta, un gronpe de prières qui allait devenir la commooauté de l'Emmanuel. Celle-ci compte plus de 5 000 membres dans une quin-zaine de pays, 50 prêtres et une centaine de séminaristes. Elle pra-tique l'évangélisation dans la rue et anime de grandes assemblées de prières, notamment à son centre de Paray-le-Monial. Mgr Lustiger a présidé une messe à la mémoire de Pierre Goursat en l'église de la Tri-nité à Paris, avec un représentant du Vatican, Mgr Cordes.

□ CAMBODGE: ananiation da congrès du Parti commanista khmer. - Le congrès du Parti commnniste au pouvoir à Pbnom-Penh, qui devait avoir lieu cette anoée, e éte annulé, a annoncé mercredi 27 mars le président de l'Assemblée nationale, M. Chea Sim. « Les résolutions du dernier congrès sont toujours valables », a déclaré M. Sim sans expliquer les raisons de cette annulation.- {AFP.

TENNIS: France-Israël en Coupe Davis

Capitaine Noah dans son fauteuil

L'équipe de France menait devant celle d'Israel par deux victoires à zéro, à l'issue de la journée d'ouverture du premier tour de la Coupe Davis, vendredi 29 avril à Rennes. Dans le premier simple, Henri Leconte a battu Amos Mansdorf (6-3, 7-6, 3-6, 7-6) et Guy Forget e peiné quatre sets pour vaincre Gilad Bloom (6-4, 6-7, 6-2, 6-4) sur la brique pilée qui recouvre le parquet de la salle omnisports d'une ville préférée à Marseille per la Fédération israélienne pour des raisons de sécurité.

RENNES

de notre envoyé spécial

L'histoire da la Coupe Davis retiendra-t-ella l'épisoda rennais, cetta légère modification au règlement demendée par un capitaina français souciaux da bénéficiar d'un fautauil plus confortable que celui des joueurs lorsqu'ils sont au repos? Yannick Noah, l'athiète aux longues iembes, voulait bien jouer le conseiller de touche mais il souhaitait un peu plus de confort.

Le joueur féticha du public français a troqué le short pour le survêtement blanc. Condamné à suivre des yeux la balle jaune, il a cependant été flatté qua aas e copains > Guy Forgat, Fabrice Santoro et Henri Leconte lui demandent de devenir capitaine

après treize ans de présence en éculpe da France da Coupa Davis. Abandonnant les studios d'enregistrement, où il prépare « quelques ballades at des titres avec des rythmes africains et du reggae», pour alier rejoindre les ioueurs à Kay-Biscayne (Etats-Unis) lors d'un tournol et les observer, Noah l'équipier s'est transformé en conseiller.

Jouer pour son plaisir

Capitaine, il a cholsi aas troupes, « Même si cela est dificile, mon rôle est de trancher pour former la meilleure équipe eu moment donné. » « Je me sens à la fois équipier et encore un peu joueur», ajoute-t-ii.

Sur la court, pour parcer les défauts da la cuirassa d'Amos Mansdorf, il fait part da ses observations à Henri Leconte, lui recommanda da « bouger, de jouer des revers, de faire monter le sauce, de a'exciter pour être bien dans le rythme ».

Il sait aussi lancer la claque quand il sent qua son joueur è besoin du soutien du public dans un tia-breek mel engegé. Leconte reconnaît qua l'aida de son capitalne a été importanta dans une partie dont le résultat n'était pas évident. «Il m'e dit de bouger plus mes jambes et de jouer mon jeu au moment où il le fallait. Sans lui le n'aurais peutêtre pas gagné en quatre sets.» Chengement de tactique avec

Guy Forget, l'ancian partenaire de doubla. Là il ne s'agit plus de pousser la jouaur à s'axciter, mais au contraire da lui recommandar de sa calmar. Déboussolé par un gauchar nommé Gliad Bloom, qui a'obstina à récupérar toutea les balles, la quatrième joueur mondial au classement ATP vit un cauche-

Forget, melmené, vient cherehar la réconfort auprès da Noah. «L'objectif était de forcer Guy à aa relâcher, à sortir de sa crispation », assure Noah.

Le capitaina y parviant evac l'nida du frappeur israélien, qui se crispe at multiplia les fautes au bon moment. Forget retrouve son service et conclut la match da la facon dont il aurait do la

Yannick Noah peut enfin sa lever de son fauteuil da capltaina. La première épreuve du nouveau promu en grade e duré sept heures, pendant lesquelles il a ressenti beaucoup da e poussées d'edrénaline, d'envia da plonger sur la balle, de monter à la voiée ».

Il évoque un possible retour raquetta en meina au mols da mai è Hembourg, puis parle da Roland-Garros, son vrai jardin. Mals il n'éprouve plus la besoin de gagner des metches pour prouver aux autres qu'il existe. Noah le sage de trente et un ans souhaita simplament jouer pour son plaisir.

SERGE BOLLOCH

Nouveaux déboires pour le joueur argentin

Des traces de cocaïne dans l'urine de Diego Maradona

L'inspecteur des impôts auteur du livre

« le Racket fiscal » devrait être suspendu

que des traces de cocaïoe ont été relevées dans l'urine du footballeur argentin Diego Maradona, qui encourt ainsi une suspension.

Le joueur avait été soumis à un contrôle anti-dopage après la rencontre Naples-Bari, le 17 mars. « Le second test, en présence de représentants du joueur et du club, o confirmé les résultats du premier test. Maradona est déclaré positif: des traces de cocaine ont été retrouvées dans son métobolisme», a déclaré un porte-parole de la fédération italienne de football.

Le représentant de la star argentine lors de ce second test était le docteur allemand Manfred Donike,

L'auteur des deux ouvrages à grand succès le Rocket fiscal et Halte à lo dictature fiscale, qui

dénoncent les pratiques abusives

La Fédération italienne de foot-ball a annoncé, vendredi 29 mars, dien Ben Johnson, disqualifié pour dopage ao cours des Jeux olympiques de Séoul en 1988.

Selon la réglementation du football italien, Diego Maradona risque une suspension de six mois à deux ans qui s'étendrait automatiquement à tous les matchs internationaux que la vedette argentine pourrait disputer. La durée de cette suspension doit être déterminée par la commission disciplinaire de la ligue italienne de football qui se réunira la semaine

Si une suspension était prononcée, Maradona ne pourrait pas participer cet été à la coupe d'Amérique dans l'équipe d'Argentine.

de la direction des impôts, devrait

être suspendu prochainement de ses fonctions. C'est M. Bernard

Tong Viet, inspecteur-vérificatent des impôts à Arles, qui se cachait

des mipots a Aries, qui se cacuait derrière le pseudonyme de Robert Matthieu. M. Tong Vict, qui avait partieipé mereredi 27 mars à l'émission de télévision « Le droit de savoir », sur TF 1, a cessé de dissimuler son identité.

La suspension est une mesure

conservatoire signifiant que le fonctionnaire continue à recevoir

son salaire, mais n'exerce plus ses fonctions. Au terme d'une procé-

dure souvent lourde et complexe, pouvant durer de quelques

semaines à plusieurs mois, l'admi-nistration peut déclarer la révoca-tion. Né en 1946, M. Tong Viet

exerce à Arles depuis neuf ans, et

est considéré comme un bon ins-

Coincidence du calendrier Les juifs célèbrent Pessah et les chrétiens Pâques

chrétiens devaient célébrer presque simultanément, respectivement les samedi 30 et dimanche 31 mars, les fêtes de Pessah (qui commémore chez les juifs la traversée par les Hébreux de la mer Rouge, signe de lenr libération) et de Paques (pour les chrétiens, la Résurrection du Christ). Ce hasard de calendrier a provoqué l'arrivée co Terre sainte de 40 000 pèlerins et de touristes, qui avaient déserté Israel pendant les événements du Golfe.

A Rome, vendredi 29 mars au soir, le pape a conduit le traditionnel chemin de croix à travers le Colisée, suivi par 30 000 pèlerins : «Le pouvoir du mal est vaincu sur la croix, a affirmé Jean-Paul II, et

Alors que les musuimans obser- l'espérance renaît en tout homme gué ou découragé. »

₹.

£.

Le même jour do vendredi saint. comme il le fait chaque année depuis son arrivée à l'archeveché de Paris il y a dix ans (le Monde du 29 mars), le cardinal Lustiger a conduit un ebemin de croix à Montmartre, en gravissant les 298 marches qui menent du square Villette à la basilique du Sacré-Cœur. 7 000 fidèles l'ont suivi, 3 000 catholiques ont enfin participé, entre le rond-point des Champs-Elysées et l'église Saint-Pierre de Chaillot, à un autre chemin de croix, animé par cette paroisse du buitième arrondissement et par la communauté charismatiqua de l'Emmanuci.

Un peu moins de dix mille morts en douze mois

Légère amélioration de la sécurité routière

La lente amélioration de la sécurité routière se poursuit depuis le mois de novembre 1990. Les résultats du mois de février le confir-ment et font passer, pour la pre-mière fois depuis 1987, le bilan annuel sous le chiffre des dix mille anniei sous le campe des douze tués. Si J'on compare les douze mois allant de mars 1990 à février 1991 à la période comparable de mars 1989 à février 1990, les progrès sont nets. Le nombre des ridents corporels s'élève à 157 393 an lieu de 170 151 (-7,5%), celui des tués à 9 986 au lieu de 10 643 (-7,6%), celui des blessés à 218 455 au lien de 235 384 (-7,2%).

Cette diminution de ce qui reste une bécatombe, on peut l'évaluer à

plus de cent vies épargnées en moyenne chaque mois. Elle ne s'explique pas seulement par un trafic qui a tendance à baisser. notamment en février où il a reculé de 4 %. Incontestablement, la limitation de la vitesse à 50 km/h en ville, le port obligatoire de la ceinture de sécurité aux places arrières et les campagnes médiatiques qui ont précédé le 1ª décembre 1990, date de la mise en œuvre de ces deux mesures, ont joué un rôle modératenr. Par exemple, en décembre et en janvier on a relevé en ville -18.4 % d'accidents corporels, -18,2 % de tués, -22,4 % de blessés graves

Malgré les campagnes de communication menées par la Sécurité routière, notamment à la radio, il n'est pas excln que l'amélioration en cours soit stoppée si les automobilistes français considérent la fin de la guerre du Golfe et les prix modérés do carburant comme le signal d'une utilisation moins raisonnée de lenr véhicule. La mise en place du permis de conduire à points à partir du 1" janvier 1992 devrait permettre aux pouvoirs publics de relancer la mobilisation en la matière

pecteur par ses supérieurs. 1990 dans de Monde L'ALLEMAGNE RÉUNIFIÉE Le Monde folio Jacue EN VENTE EN LIBRAIRIE